

LE MOUVEMENT DE LA CONSTITUTION CHINOISE

Étude du Projet
de Constitution du Yuan législatif du 16 Octobre 1934

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT
DE L'UNIVERSITÉ DE NANCY
(Mention Droit public)

Présentée et soutenue le 5 Juin 1935, à 14 heures 30

PAR

M^{lle} SONG Yuen-Zou

Membres du Jury :

Président : M. LALOUEL, professeur.

Assesseurs : M. TEITGEN, agrégé.

M. GROS, chargé de cours.

NANCY
IMPRIMERIE GRANDVILLE
10, RUE DE MALZÉVILLE

1935



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41547405_0014

**LE MOUVEMENT
DE LA CONSTITUTION CHINOISE**

Étude du projet

de Constitution du Yuan législatif du 16 Octobre 1934

LE MOUVEMENT DE LA CONSTITUTION CHINOISE

Étude du Projet
de Constitution du Yuan législatif du 16 Octobre 1934

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT
DE L'UNIVERSITÉ DE NANCY
(Mention Droit public)

Présentée et soutenue le 5 Juin 1935, à 14 heures 30

PAR

M^{lle} SONG Yuen-Zou

Membres du Jury :

Président : M. LALOUEL, professeur.

Assesseurs : M. TEITGEN, agrégé.

M. GROS, chargé de cours.

NANCY
IMPRIMERIE GRANDVILLE
10, RUE DE MALZÉVILLE

1935

* 30568

FACULTÉ DE DROIT DE NANCY

Doyen : M. SENN (*, ̄, ̄ I).

Doyens honoraires : MM. GÉNY (C *, ̄ I), MICHON (*, ̄ I).

Professeurs honoraires :

MM. MAY (*, ̄ I).

ROLLAND (̄ I).

MOREL (̄ I).

GÉNY (C *, ̄ I).

RENARD (̄ I).

Maître de conférences honoraire: M. MÉLIN (̄ I), docteur en droit.

MM. GÉNY (C *, ̄ I), professeur de Droit privé.

MICHON (*, ̄ I), professeur de Droit romain.

BROCARD (*, ̄ I), professeur d'Economie politique.

SENN (*, ̄, ̄ I), professeur de Droit romain.

HENRY (̄ I), professeur de Droit criminel.

KRÖLL (̄ I), professeur d'Histoire du Droit.

LALOUEL (̄ I), professeur de Droit international public

LESCOT (̄ I), professeur de Droit commercial.

SIMONNET (̄ I), professeur de Droit civil.

VOIRIN (̄, ̄ A), professeur de Droit civil.

TROTABAS (̄, ̄ A), professeur de Droit administratif et de Législation financière.

PARISOT (̄ A), professeur de Droit civil.

F. DE MENTHON, professeur d'Economie politique.

DURAND, agrégé de Droit privé.

MARCHAL, agrégé d'Economie politique.

TEITGEN, agrégé de Droit public.

GROS, docteur en droit, chargé de cours de Droit public.

WATRIN, docteur en droit, chargé d'enseignement de Droit public.

BERTRAND (̄ I), secrétaire.

La Faculté n'entend ni approuver, ni désapprouver les opinions particulières du candidat.



INTRODUCTION

L'exacte connaissance du mouvement constitutionnel en faveur du développement du droit constitutionnel d'un pays est de nature à augmenter l'influence de ce pays à l'étranger.

La Chine a un vif désir de se mettre d'accord avec les nations du monde entier. Pour l'établissement d'une nation forte et puissante, le régime constitutionnel est nécessaire. La Constitution seule rendra possible le développement du pays à l'intérieur et peut-être aussi une action indirecte d'influence à l'extérieur.

Dans le passé la première Révolution chinoise (1895) révolution avortée y avait produit un certain mouvement constitutionnel. Par la suite on exigea une réforme politique, qui fut cause de la déchéance de la dynastie « Tsing ». La Révolution éclata le 10 octobre 1911 à Wou-Tchang. Trois mois après, le gouvernement provisoire fut rapidement installé à Nankin. C'est lui qui a donné naissance à la République chinoise. La loi conventionnelle est ensuite votée en décembre 1911. Ensuite le pacte provisoire est promulgué le 15 mars de l'an 1912, et Sun Yat Sen est élu président provisoire de la République. Le 12 février 1912, Sun Yat Sen est démissionnaire, la capitale est transportée à nouveau à Pékin

et le pacte provisoire modifié est voté le 10 août 1912. Ce pacte est abrogé peu après, une nouvelle constitution provisoire est promulguée le 1^{er} mai 1914.

En 1914 a lieu la séparation du nord et du sud, Sun Yat Sen organise un gouvernement militaire à Canton. Des négociations de paix s'engagent entre les gouvernements du nord et du sud mais sans succès. Le 5 mai 1920 Sun Yat Sen est élu président du Sud dont le gouvernement est basé sur le triple démisme et s'oriente vers « la constitution des cinq pouvoirs ».

En 1925 on entre dans la première période du programme Kuo-min-tang, la période militaire ; la guerre est engagée contre le gouvernement du nord. Le gouvernement du nord a promulgué une autre constitution le 10 octobre 1923. Mais la Révolution militaire étant déclarée par suite de sa promulgation, cette constitution n'est pas réellement entrée en application et a été paralysée par la succession des troubles politiques. Le gouvernement de Canton envoya des soldats vers le nord en septembre 1924. La guerre s'est poursuivie des années ; elle s'est terminée par le succès des armées du sud en décembre 1928.

Sun Yat Sen a exposé les principes fondamentaux pour la reconstruction nationale (le 12 avril 1924).

Le Kuo-min-tang les adopta lorsque les forces de rébellions furent réduites le 3 octobre de l'an XVII de la République Chinoise (1928). Les lois organiques chinoises furent votées par la commission exécutive centrale du parti Kuo-min-tang et promulguées par le gouvernement national de Nankin. Ces lois sont basées sur le triple démisme et les principes fondamentaux de la reconstruction nationale (régime des cinq pouvoirs constitutionnels).

Le Kuo-min-tang jugea alors nécessaire d'établir la constitution des cinq pouvoirs et d'exercer le peuple à faire usage de ses droits politiques dans l'espoir de hâter l'avènement du gouvernement constitutionnel et la remise des pouvoirs à la nation.

En ce moment le parti Kuo-min-tang a décidé le passage de la période militaire à la période de tutelle politique. Le programme prévoyait que six ans seraient nécessaires pour préparer la période constitutionnelle. Pour cette raison le Yuan législatif a préparé le projet de constitution le 16 octobre 1934. Les textes du projet sont non seulement un travail de groupe codifié, mais peut-être un régime constitutionnel un peu spécial. La constitution est basée sur la démocratie moderne. Elle distingue la puissance du peuple du pouvoir du gouvernement ; celui-ci s'exerce par cinq pouvoirs séparés ; ce régime a été formulé par Sun Yat Sen fondateur du Kuo-min-tang. Ce système est issu de la Révolution. Le caractère spécial de ce régime constitutionnel doit être d'améliorer la mauvaise situation intérieure du pays ainsi que sa fâcheuse situation à l'extérieur.

Nous avons parlé du mouvement de la constitution. Depuis la Révolution jusqu'au jour de l'établissement du gouvernement à Nankin et pendant 17 ans aucun régime ne peut être voté pour quelque temps et encore moins appliqué. Le phénomène est commun à tous les pays, dans le cas d'un mécontentement général soit au point de vue politique, soit économique et social. Il est logique qu'un régime trop théorique ou trop difficilement applicable ne puisse durer. La révolution d'Amérique et la révolution de la France ont chacune leurs caractéristiques différentes, l'une proclame l'indépen-

dance l'autre s'élève contre les abus de la monarchie pour la garantie du droit à la liberté et à l'égalité de tous devant la loi. Mais la constitution chinoise est née des démocraties modernes dont l'exemple a eu sur nous une grande influence. C'est Sun Yat Sen qui a fait un examen approfondi des constitutions actuelles comme celle des Etats-Unis, de la France, de la Suisse, etc...

La constitution chinoise a pour objet de résoudre les problèmes politiques, économiques et sociaux et d'abord de faire disparaître l'oppression mortelle des traités inégaux avec les puissances agressives.

Le but de la Révolution est avant tout de sauver la vie nationale puis d'essayer de réorganiser et de fortifier la nation, enfin de chercher à établir l'indépendance complète de la Chine.

Le Chef de la Révolution chinoise estima que le triple démisme pouvait résoudre toutes ces questions importantes. Sun Yat Sen proposa à la nation d'adopter la théorie du triple démisme et la constitution des cinq pouvoirs car il est indispensable pour le pays d'arriver à une réorganisation.

Ce régime de la constitution des cinq pouvoirs a été appliqué en partie depuis 1928 par les lois organiques du gouvernement actuel sous la dictature du Kuo-min-tang.

Pour étudier facilement le mouvement de cette constitution, nous avons, dans la première partie, examiné les tendances de la démocratie moderne ; nous avons donc l'intention de montrer que la constitution des cinq pouvoirs n'a de ressemblance dans aucun régime actuel. Ainsi la vieille tradition chinoise n'est pas suffisante pour être appliquée et la caractéristique de la Révolution chinoise a exigé un régime spécial.

Dans le passé l'application d'un régime européen a présenté beaucoup d'inconvénients. Pour ces raisons diverses, le Dr Sun Yat Sen a été conduit à un examen approfondi du régime démocratique des constitutions actuelles ; il a recherché les meilleures ressources pour enrichir et compléter ce régime spécial, car nous pouvons dire que notre constitution est inspirée du régime actuel des trois pouvoirs étrangers.

Pour cette raison, nous nous consacrerons, dans notre première partie, à l'étude des tendances de la démocratie moderne.

La deuxième partie traite de la théorie de la Révolution et de la situation actuelle des partis, nous y voyons la nécessité d'adopter le régime des cinq pouvoirs.

Enfin, dans la troisième partie, nous étudions le projet de la constitution du Yuan législatif.

Ce système est à l'essai dans notre pays. Il n'a pas encore fait l'objet de grandes expériences puisqu'il ne dure que depuis quelques années, mais voici le moment de le présenter puisqu'on va convoquer l'assemblée nationale. Les grands juristes internationaux nous donneront quelques renseignements pour que ce système devienne plus complet et plus utile pour le pays.

Pour que ce travail soit plus clair nous y joignons, en appendice, les textes de la constitution du Yuan législatif.

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

LES DÉMOCRATIES MODERNES

L'Etat étant l'organisation politique d'une Nation comportant un gouvernement central, voici que se pose une question : quelle sera la puissance politique qui doit posséder la puissance de contrainte exercée par le gouvernement pour diriger et faire marcher les divers services publics du pays ?

SECTION I

LE MOUVEMENT DÉMOCRATIQUE MODERNE

Dans l'histoire de toutes les nations on assiste au cours des années à la naissance et à l'évolution de diverses doctrines, par exemple en France à partir du xvr^e siècle, au xvr^e. A partir de 1560 on peut distinguer l'origine de l'ancien droit. Jusque là la France n'avait pas non plus de constitution écrite, toutefois elle avait des

règles constitutionnelles intangibles, on les appelait « les lois fondamentales ». En principe elles n'étaient simplement déterminées que par les coutumes ; au contraire on a rompu la tradition des constitutions coutumières, lors de la révolution. A ce moment-là il existait en France les quatre courants suivants :

1) Le courant traditionaliste (Claude de Seyssel « La grande monarchie de France »).

2) Le courant historique (Etienne Pasquier dans son ouvrage « Recherches sur la France en 1566 mentionne l'institution d'un parlement, de la loi salique, et l'inaliénabilité du domaine et des apanages, il fait remonter ces lois fondamentales aux premiers capétiens »).

3) Le courant scolastique (au contraire de ces deux premiers courants il fait appel à des théories abstraites).

Franco Gallie publié par François Slotman en 1567 démontre que la constitution de la France est entièrement conforme aux principes démocratiques.

4) Le courant autocratique (représenté par Jean Ferriault et Charles de Grassaille, ceux-ci déclarent que le roi peut exercer le pouvoir le plus arbitraire).

Dès la fin du xvr^e siècle ils admettent tous que le pouvoir du roi n'est pas absolu, qu'il y a des lois supérieures à la loi royale.

En 1576, Jean Bodin publie son célèbre traité de la République.

Tel est le système des lois fondamentales essentielles de l'ancienne France, les lois fondamentales étaient considérées comme l'émanation de la volonté du peuple. C'étaient les états généraux seuls qui possédaient dans le royaume, le droit de proposer de nouvelles lois fondamentales ; on a vu apparaître dans la France de

l'ancien régime ce pouvoir constituant, notamment aux états de Blois en 1576 et en 1588. Les lois proposées alors ont été véritablement les ancêtres des lois constitutionnelles positives qui paraissent lors de la révolution. Malgré tout il n'y a pas de filiation absolue entre les lois fondamentales de l'ancien régime et les lois constitutionnelles formelles de la période révolutionnaire.

En effet les différentes théories du xvr^e siècle ont apporté beaucoup d'idées neuves, beaucoup d'esprit et de finesse mais n'ont pas fait l'objet d'une constitution écrite comme celles de la révolution, celles-ci ont triomphé et ont été appliquées car le droit constitutionnel n'est pas un droit purement théorique comme nous l'avons appris, il doit faire certains appels à l'histoire à la constitution de ce qui existe dans le présent et de ce qui existe dans le passé.

La révolution française dégage et proclame depuis cette époque le principe démocratique comme faisant traditionnellement partie du droit public en 1789, il est issu de la souveraineté nationale par suite de laquelle la puissance politique doit appartenir au corps du peuple tout entier.

Le principe du gouvernement représentatif est réglé suivant des modes différents dans chaque nation. Comme il ressort de l'examen des organisations de divers pays, la souveraineté s'exerce par des gouvernements de deux sortes, soit un gouvernement direct ou populaire ; soit un gouvernement indirect ou représentatif. Dans ces deux formes d'état l'application du principe démocratique aura place et valeur, ainsi elle amène à des développements dans le cadre strict du gouvernement représentatif. Par exemple le principe de la séparation des

pouvoirs dans le cadre de la démocratie est nécessaire pour assurer la liberté politique, pour réaliser vraiment le principe de la démocratie représentative.

Enfin le principe de la suprématie de la constitution a fortifié le principe démocratique qui, théoriquement le domine et qui est générateur de l'égalité et de la solidité juridique dans l'organisation constitutionnelle démocratique moderne.

Les doctrines ont prévalu de défaite du pouvoir monarchique de ce qu'on appelle l'ancien régime.

Les grands philosophes du XVIII^e siècle ont contribué à renverser la souveraineté du principe en faveur de la souveraineté du peuple.

L'indépendance de l'Amérique du Nord est aussi une des causes de la Révolution française, donc le but principal à ce mouvement en était de réaliser la démocratie ; là on peut considérer qu'elle l'a établie.

La conception démocratique remonte à l'époque de l'ancienne Grèce et elle fut aussi défendue pendant des siècles à Rome, mais l'esprit démocratique s'affaiblit ensuite jusqu'à disparaître.

Au XV^e siècle elle réapparaît et se développa. La Suisse la reprend et la met en vigueur, un peu plus tard au XVIII^e siècle Jean-Jacques Rousseau, grand philosophe français qui devint célèbre par son ouvrage « Le contrat social » réclama la souveraineté du peuple et le gouvernement populaire. Enfin il y eut la déclaration d'indépendance de l'Amérique du Nord. L'esprit démocratique de la Révolution française se manifesta avec la plus grande netteté dans la « Déclaration des droits de l'homme et du citoyen en 1789 », qui est la base fondamentale de la démocratie moderne.

Le développement de la démocratie en Europe s'est continué et affirmé au début du xx^e siècle ; la Révolution Russe de 1905-1917 et la Révolution Turque de 1908 témoignent d'un mouvement de progression systématique de la démocratie.

Le problème de la libération des peuples est devenu plus pressant. Le but essentiel à atteindre, la libération nationale conditionnée par l'histoire, a été considérée par plusieurs chefs de l'opinion publique des alliés et par les leaders du peuple comme une libération démocratique. Lors de la Révolution Russe de 1917 qui aboutit à la formation d'un gouvernement provisoire, celui-ci promit d'octroyer une plus large liberté aux individus pour préparer la convocation d'une assemblée constituante sur la base du suffrage universel, égal, direct, secret et proportionnel, accordant le droit de vote non seulement aux deux sexes, mais même aux militaires. La déclaration ne reconnaissait pas seulement le fait de la libération nationale des Polonais, elle donnait aussi des détails sur les principes de la constitution démocratique ; mais en cette même année 1917 un coup d'Etat donna le pouvoir gouvernemental au parti communiste qui fait constamment obstacle au progrès issu de la démocratisation de l'Europe.

SECTION II

CONCEPTION DE LA DÉMOCRATIE MODERNE

La conception essentielle de la démocratie moderne se fonde sur trois principes :

- 1) Souveraineté du peuple ;
- 2) Liberté individuelle ;

3) Égalité de tous devant la loi, quant à la fraternité c'est également une idée très importante dans la formation de la démocratie moderne mais on ne la trouve pas dans la réalisation et en tous cas il n'y en a pas trace et dans le droit positif, elle reste donc bien vague.

La démocratie exige qu'un gouvernement soit établi par la volonté de la plus grande majorité des citoyens, ce qui s'accomplit quand le peuple exerce le pouvoir public, c'est pour cela que le vote par le suffrage universel devient synonyme de démocratie pure. Des textes de lois limitent l'action gouvernementale et garantissent la liberté des citoyens contre des empiètements et les abus.

La conception de la liberté individuelle s'est de plus en plus élargie, on lutta d'abord pour la liberté contre le pouvoir arbitraire. Nous avons vu sous l'ancien régime des seigneurs et des rois contraints de signer des chartes seigneuriales et royales octroyant plus de liberté sociale civile et religieuse. Plus tard vint la lutte pour le suffrage universel et enfin on exigea la liberté politique.

Dans le domaine du droit individuel, l'égalité civile est assurée à tout le peuple ainsi que l'égalité politique qui a permis la participation de tous les citoyens au gouvernement. On cherche aussi à atteindre l'égalité sociale formelle entre les diverses classes de la collectivité au point de vue économique, en vue de supprimer les trop grandes différences de fortune dans les diverses classes sociales qui empêchent l'égalité absolue ; c'est pour cela que le mouvement de la révolution sociale ou économique grandit de jour en jour, se développe de plus en plus. Telles sont les bases fondamentales de la démocratie moderne.

SECTION III

LA DOCTRINE POLITIQUE

La doctrine politique est fondée sur le principe de la souveraineté nationale. La constitution écrite est le principe du gouvernement direct de l'Assemblée du peuple et de la suprématie de la loi, devenus l'expression de la volonté générale. La théorie du « Contrat social » a appelé l'attention sur les constitutions écrites ; cette théorie avait été émise au ^{xvii}^e siècle. Le premier mouvement en ce sens avait dérivé de l'Ecole du Droit de la Nature et des Gens (Grotius, Puffendorf, Vattel), mais alors il n'y eut que des espèces de pactes sociaux et au ^{xviii}^e siècle cette théorie fut reprise par Rousseau, dans le contrat social. En même temps qu'elle s'épanouissait, se produisait la mise au point actuelle du principe de la séparation des pouvoirs. Montesquieu, un autre grand philosophe français avait distingué trois pouvoirs : 1. l'exécutif ; 2. le législatif ; 3. le judiciaire. Les théories de Montesquieu furent appliquées d'abord par l'Amérique avec un régime représentatif pur et la séparation rigide des pouvoirs. Ces deux institutions contribuèrent au soutien d'un gouvernement représentatif, mais depuis Montesquieu une nouvelle forme de pouvoir politique a surgi, c'est le pouvoir « du suffrage caractérisé ». Par les manifestations de la volonté populaire qui s'appellent l'assentiment et le suffrage de confiance, ce pouvoir participe dans les pays qui ont recours au Referendum, à la fonction législative ainsi

qu'à la fonction gouvernementale au cas d'une dissolution de la chambre des députés lorsque le gouvernement fait appel au pays.

SECTION IV

RÉGIME DÉMOCRATIQUE

Jean-Jacques Rousseau à la même époque, écrivait au sujet du gouvernement direct dans un régime démocratique, le mot désespéré : « Eh quoi ! la liberté ne se maintient qu'à l'appui de la servitude ». Selon lui, l'idée nouvelle d'inaliénabilité de la souveraineté ne peut se maintenir que par la volonté du peuple. En ce qui concerne l'exercice du pouvoir en toute liberté, Rousseau donne deux raisons à cette assertion, parce que la souveraineté consiste essentiellement dans la « volonté générale » que le député ne représente pas, ensuite parce que le régime représentatif aboutit à une véritable abdication de souveraineté du peuple entre les mains de ses représentants. Cette opinion fut attaquée par de nombreux auteurs, notamment par Montesquieu dans l'esprit des lois. Ils firent observer que les citoyens n'aliénaient pas leurs droits politiques, en les confiant à des intermédiaires, bien plus capables qu'eux-mêmes de connaître l'intérêt du pays, ajoutant que la masse du peuple n'a ni assez d'instruction ni assez de loisir pour discuter et noter directement les lois qui doivent régir leur pays.

La démocratie est préférable d'après les théories du XVIII^e siècle au gouvernement direct. En pratique, celui-ci existe dans certains petits cantons en Suisse, mais

partout ailleurs le gouvernement représentatif a résisté au choc de la démocratie directe. On reconnaît dans les Etats modernes que ce système est impossible à appliquer comme J.-J. Rousseau l'avoue lui-même. Enfin aujourd'hui les Etats démocratiques appliquent le gouvernement indirect avec régime représentatif.

Ce régime représentatif a obtenu le suffrage universel, mais ses libertés politiques ne sont pas complètes, par exemple en ce qui concerne les droits d'initiative, le droit de referendum, le droit de révocation populaire, ils ne sont réalisés que régionalement et partiellement.

Les représentants une fois élus ne sont plus soumis au contrôle du peuple qui manque d'autorité pour exercer une action de contrôle sur les actes de ses représentants.

Dans le vieux système il y a encore beaucoup d'autres lacunes auxquelles il faut remédier et qu'il faut combler. Elles ne proviennent pas du fond de la doctrine, mais bien de la forme actuelle.

Notre premier président de la République Dr Sun Yat Sen, qui a vu les besoins particuliers de la Chine, a pleine confiance en ce régime représentatif.

Il a trouvé le moyen d'améliorer l'ancien système sans y renoncer tout à fait. M. Sun Yat Sen proposait la reconstruction de la république chinoise, sur la base des trois principes du peuple, et de la constitution des cinq pouvoirs, les expériences faites dans les pays européens quant à l'application du principe démocratique, nous avaient fourni bien des documents utiles pour l'amélioration et la conduite de nos affaires de Chine.

La longue et glorieuse histoire de la Chine témoigne de plusieurs démocraties ; par exemple en 2357 avant

J.-C. sous les dynasties Tang et du Yu. D'ailleurs notre grand philosophe Menfucius, célèbre dans le monde entier pour avoir développé l'esprit libéral des Chinois, et divers autres auteurs ont précisé dans leurs écrits leurs doctrines libérales.

La Chine est parfaitement à même d'accomplir ses destinées, dans le cadre de la démocratie moderne. Depuis le 3 octobre de l'an XVII de la République chinoise en 1928, le gouvernement national est établi à Nankin. La loi organique du gouvernement national est fondée sur la triple demisme, c'est-à-dire sur les trois principes du peuple et sur la constitution des cinq pouvoirs.

Nous traiterons de ce sujet plus tard. A l'heure actuelle la Chine a besoin de rédiger une constitution, le projet en fut voté au Yuan législatif du 16 octobre 1934. Il avait été déposé pendant un certain temps pour que le public puisse en prendre connaissance et manifester ses diverses opinions avant que la rédaction n'en fût rédigée et adoptée par le Yuan législatif. Mais le projet ne sera appliqué qu'après convocation de l'assemblée nationale, celle-ci doit se réunir à bref délai et décidera de l'adoption du projet et de son application en temps voulu.

CHAPITRE II

PRINCIPES THÉORIQUES

QUI SONT A LA BASE DE L'ORGANISATION DU DROIT CONSTITUTIONNEL MODERNE

Les principes théoriques qui servent aujourd'hui de base commune au droit constitutionnel de tous les peuples civilisés peuvent se ramener à cinq groupes essentiels, ce sont :

- 1) Le principe de souveraineté nationale ;
- 2) Le principe de la séparation des pouvoirs ;
- 3) Le régime représentatif ;
- 4) La responsabilité gouvernementale ;
- 5) La suprématie de la constitution.

Les divers principes n'ont pas tous la même origine, les deux premiers sont le résultat spontané des méditations des philosophes du xviii^e siècle, les autres sont le produit de la lente évolution des institutions anglaises. Presque tous les efforts faits au cours des derniers siècles dans le domaine politique ont tendu à rendre plus efficace la garantie des démocraties politiques, par la création d'une constitution rigide qui domine l'activité législative de la nation.

En comparant la constitution chinoise des cinq pouvoirs avec les principes politiques généraux dans le cadre du droit constitutionnel moderne, il est bien facile de connaître les ressemblances et les différences entre les deux systèmes.

La question de la constitution des cinq pouvoirs sera traitée dans la deuxième partie de ce travail, l'explication des textes du projet actuel du Yuan législatif sera présenté dans la dernière partie.

SECTION I

SOUVERAINETÉ NATIONALE

Le principe de la souveraineté nationale et tous les pouvoirs tant extérieurs qu'intérieurs de l'Etat émanent de la nation. En théorie le gouvernement direct est préférable pour l'exercice de la souveraineté nationale dans la démocratie moderne. Nous avons dit déjà qu'en Suisse, il reste quelques petits cantons qui soumettent à la volonté générale du corps social le vote constitué des lois du pays.

La souveraineté nationale a été proclamée pour la première fois au XVIII^e siècle par J.-J. Rousseau dans son célèbre ouvrage le « contrat social », il estimait que le peuple doit exercer lui-même la souveraineté et non la déléguer à ses représentants. Pour le rendre réalisable, il a fait lui-même subir des correctifs à son idéal. Montesquieu, dans son livre « L'Esprit des lois », avait dit aussi : « Lorsque la souveraine puissance est entre les mains d'une partie du peuple, cela s'appelle une aristo-

cratie. Lorsque le peuple en corps a la souveraine puissance, c'est une démocratie ».

Ainsi on peut dire que la souveraineté nationale est le fond même de la démocratie moderne.

En réalité la législation positive a été formellement adoptée dans la constitution des Etats-Unis d'Amérique. En France dès 1789, la déclaration des droits de l'homme et du citoyen stipulait que le principe de toute souveraineté réside essentiellement dans la nation. A la fin de la grande guerre les principes démocratiques étaient adoptés dans la constitution allemande, article 2 ; dans la constitution autrichienne, article 1 ; dans la constitution tchécoslovaque, paragraphe 1.

De la théorie du contrat social sur la souveraineté du peuple, il ressort logiquement que tout citoyen a le droit de participer à l'exercice de la puissance publique, sauf à subir le principe de la majorité, la puissance ne peut être exercée que si elle est obéie par le plus grand nombre des citoyens et appuyée par l'opinion publique et fondée sur l'adhésion du plus grand nombre.

En raison et en fait, on peut conclure que la volonté générale de la nation est la vraie source de la souveraineté. Pour exprimer et recueillir cette volonté populaire on n'a eu recours jusqu'à présent qu'au moyen du suffrage universel.

La conséquence en a été la lutte ardente des partis.

La souveraineté du peuple peut s'entendre en ce sens que la puissance publique appartient à l'ensemble des citoyens, de sorte que chaque individu envisagé isolément aurait une fraction de l'autorité souveraine, c'est du moins la conception du « contrat social » de J.-J. Rous-

seau, conception qui a été adoptée par la constitution française de 1793, dans son article 7.

Mais d'autre part, la souveraineté nationale pouvait s'entendre aussi en ce sens que la puissance publique n'appartiendrait pas aux individus envisagés isolément, mais à la nation envisagée comme un être abstrait, une personnalité fictive, donc à proprement parler elle appartient à la nation considérée comme collectivité ; celle-ci retient la puissance publique et en délègue l'exercice à des institutions.

Cette conception de la souveraineté nationale conduirait aux résultats suivants :

1. Un gouvernement représentatif est seul possible ;
2. L'électorat est une fonction et non un droit ; 3. L'exercice de cette fonction peut être réglementé librement par les représentants de la nation ; 4. Les élus ne sont pas des mandataires car les représentants une fois nommés sont libres de se prononcer suivant leur conscience sur toutes les questions politiques qu'ils peuvent avoir à résoudre. Nous aurons donc à parler des deux manières d'exercer la souveraineté nationale.

1) Directement par la participation effective de tous les citoyens à la conduite des affaires publiques, nous l'appellerons gouvernement direct.

2) Indirectement par le droit de vote. La nation nomme les hauts fonctionnaires, le chef de l'Etat et les membres des assemblées législatives, c'est ce qu'on appelle gouvernement représentatif.

Le suffrage peut être organisé de différentes manières, il peut être universel ou restreint, direct ou indirect.

Le système représentatif du peuple n'a guère que des

droits théoriques vis-à-vis du gouvernement et des représentants, la souveraineté nationale n'est de plus en plus qu'une expression apparente et illusoire.

Le grand auteur français M. L. Duguil dans son ouvrage « Traité de droit constitutionnel », soutient avec force que la souveraineté nationale n'existe pas et qu'elle n'est qu'une théorie fausse et inutile. Nous ne critiquerons pas ici cette manière de voir pour éviter les discussions.

Cependant notre projet constitutionnel des cinq pouvoirs tout en reconnaissant le principe de la souveraineté populaire, donnera d'une part au peuple des droits directs et d'autre part, il atténuera les inconvénients du régime représentatif et les défauts du système politique européen.

Enfin il sera pour le principe de la souveraineté nationale d'un exemple plus pratique et plus précieux.

SECTION II

LE PRINCIPE DE LA SÉPARATION DES POUVOIRS

La séparation des pouvoirs est un art politique, il est désirable tant au point de vue du bon fonctionnement de la chose publique qu'au point de vue du respect de l'Etat pour les libertés individuelles, que les diverses fonctions étatiques soient exercées par des organes distincts qui puissent à un certain égard être indépendants les uns des autres.

Le principe de la séparation des pouvoirs paraît être ainsi que le principe de la souveraineté nationale, le produit de la philosophie du XVIII^e siècle et c'est Mon-

tesquieu qui les a exposés le premier dans son « Esprit des lois » comme une cloche qui réveilla le monde, ou encore comme une force armée qui déclara la guerre au pouvoir absolu.

Ces théories ont orienté les peuples vers la démocratie moderne.

Donc le principe de la séparation des pouvoirs a été générateur des libertés politiques. Cependant, il faut bien noter qu'avant Montesquieu le philosophe anglais Locke dans son « Essai sur l'origine, l'étendue et la fin du gouvernement civil », en 1690 avait déjà développé une théorie de la séparation des pouvoirs. D'après Locke, il y avait déjà trois pouvoirs distincts dont : 1. Le pouvoir fédératif ou pouvoir de conclure les traités et de faire la guerre ; 2. le pouvoir exécutif et 3. le pouvoir législatif, le pouvoir judiciaire n'est pas un pouvoir distinct pour Locke, il en fait comme le prolongement du pouvoir législatif.

D'après Locke, ceux qui sont à la tête de ces divers pouvoirs ont le droit de régler l'emploi des forces d'un Etat pour la conservation de la communauté et de ses membres, il ajoute que les lois une fois faites ont une vertu constante et durable qui oblige à les observer et à s'y soumettre continuellement. Il est nécessaire qu'il y ait toujours quelque puissance sur pied qui fasse exécuter les lois et dont la force reste constante. Le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif se trouvent souvent séparés ; quant au pouvoir confédératif, il est habituellement joint au pouvoir exécutif et les deux pouvoirs se séparent malaisément.

Montesquieu n'a d'autre but que de montrer les mérites de la constitution anglaise, cette constitution basée

sur la séparation des pouvoirs, mieux que toute autre, garantit la liberté. Par exemple, ni un même homme ni une même classe sociale (les nobles ou le peuple) ne pouvaient exercer à la fois ces trois pouvoirs, celui de faire les lois, celui d'exécuter les résolutions publiques et celui de juger les crimes ou les différends entre les particuliers. Montesquieu a pensé que ces trois fonctions d'Etat seraient dévolues à trois organes dont les représentants sont souverains et absolument indépendants les uns des autres et sans action les uns sur les autres.

Mais en Angleterre, le pouvoir exécutif participe à la législation, le pouvoir législatif exerce un contrôle continu sur l'exécutif. Finalement le gouvernement anglais repose sur une collaboration constante et intime des pouvoirs.

En 1787 la constitution des Etats-Unis d'Amérique, qu'on a représentée comme réalisant une séparation complète des pouvoirs, n'avait d'autre but que de reproduire le système anglais, de réaliser une séparation des fonctions et une collaboration des organes, depuis un siècle, la constitution actuelle des Etats-Unis d'Amérique et celle de l'Angleterre ont évolué dans des milieux différents et ont formé des organismes politiques très dissemblables.

Locke et Montesquieu croyaient donc assurer la liberté politique par la séparation des pouvoirs. En France, l'Assemblée nationale de 1789 exposa un projet de représentation divisée de la souveraineté, Montesquieu, interprète fidèle de la constitution anglaise et de la constitution américaine, avait préconisé une séparation des diverses fonctions entre plusieurs organes sans pen-

ser aucunement à diviser la souveraineté en plusieurs éléments.

Les pouvoirs ne sont point des organes, dit M. L. Du-guil. Dans la constitution de 1791, les organes sont les individus et les groupes d'individus, investis de l'exercice d'un élément déterminé de la souveraineté ou de toute la souveraineté, il ajoute que les pouvoirs sont les éléments constitutifs de la volonté nationale souveraine. En tant qu'elle est fractionnée, la volonté nationale étant souveraine, chacun de ses éléments de souveraineté est délégué pour représenter un organe et chaque organe exerce une fonction différente.

Finalement un pouvoir est un élément fractionné de la souveraineté incorporé dans un organe qui exerce une fonction correspondante.

La souveraineté étant indivisible, chacun de ces pouvoirs est souverain et la souveraineté étant un bien commun à plusieurs pouvoirs souverains il n'y a jamais qu'une souveraineté.

Qu'il y ait dans le droit actuel une séparation des pouvoirs, je le veux bien, mais ce qu'on appelle aujourd'hui séparation des pouvoirs n'a aucune analogie avec la séparation des pouvoirs de la constitution de 1791. Sous le nom de séparation des pouvoirs, il y a aujourd'hui une collaboration des organes de représentation et une séparation des fonctions. Avant 1789, on ne distinguait que le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif, mais à ce moment-là on commença à distinguer un troisième pouvoir indépendant et égal aux autres, le pouvoir judiciaire. Il confiait aux administrateurs eux-mêmes, le jugement de nombreuses affaires contentieuses : « C'est cette justice administrative qui a engendré une concep-

tion positive très particulière de la séparation des pouvoirs », dit M. Artur. M. Duguit lui répond : « L'ordre judiciaire ne jugera point les affaires administratives, voilà le fait essentiel ».

En 1877, on a voulu distinguer dans la tradition de 1791 et de 1848 les trois pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire, reconnaître et consacrer leur indépendance et établir qu'en principe la théorie rigide de la séparation des pouvoirs reste encore à la base du droit politique.

Le pouvoir judiciaire en France, comme Duguit le dit, assure par l'immobilité de la magistrature une indépendance suffisante aux magistrats. Tout cela, ajoute-t-il ne prouve pas qu'il y ait un pouvoir judiciaire autonome, qu'il puisse même y en avoir un, car tout cela est vrai pour l'administration et on ne pense point à faire de l'administration un pouvoir autonome, mais il y a des auteurs qui repoussent l'idée d'un pouvoir judiciaire autonome et veulent que la justice se rattache au pouvoir exécutif, enfin il n'y a pas plus de pouvoir exécutif qu'il n'y a de pouvoir législatif, en sorte qu'il n'y a que des agents administratifs placés sous le contrôle du gouvernement, placé lui-même sous le contrôle du parlement. Duguit, T. II, section 42, p. 687, 1928.

En conséquence du principe de séparation des pouvoirs dans la démocratie nationale moderne, il y a trois pouvoirs dans la constitution des Etats-Unis d'Amérique et deux pouvoirs dans la constitution actuelle de la France.

En France, la limitation résultant du régime parlementaire apporte certains tempéraments au principe de

la séparation des pouvoirs. D'une part, en effet, le pouvoir exécutif participe à la confection des lois.

a) Par le droit d'initiative qu'il partage avec les membres des deux chambres.

b) Par la faculté reconnue au chef de l'Etat de demander aux chambres une nouvelle délibération qui ne peut être refusée.

D'autre part, le pouvoir législatif a une action directe sur le pouvoir exécutif.

a) Par le contrôle qu'il exerce sur les actes du pouvoir exécutif qui se manifeste sous forme de questions ou d'interpellations.

b) Par la règle de la responsabilité politique qui force les Ministres à se retirer devant un vote hostile du parlement.

La situation particulière de la Chine est le résultat des influences historiques. Les nécessités actuelles l'obligent à accueillir le nouveau régime de la constitution des cinq pouvoirs.

SECTION III

RÉGIME REPRÉSENTATIF

Dans la Démocratie Moderne, la souveraineté nationale a pour fin logique un gouvernement direct, mais le système jusqu'ici est irréalisable dans les Etats modernes, sauf quelques exemples dans des petits cantons en Suisse.

Le régime représentatif est un système politique dans

lequel la souveraineté au lieu d'être exercée directement par la nation, elle-même est déléguée à des représentants qui l'exercent en son nom.

Dans la plupart des Etats modernes soumis au régime constitutionnel, le pouvoir législatif appartient à deux Assemblées, dont l'une est issue du suffrage populaire et l'autre composée de hauts dignitaires de l'Etat, ou bien d'un collège électoral restreint.

La démocratie moderne s'est développée dans le cadre du gouvernement représentatif, donc ses origines sont très anciennes, l'évolution des institutions anglaises n'est que le résultat d'une transformation lente des institutions du moyen âge dans le sens de la liberté, la mater parliamtorum a été le berceau des libertés politiques modernes ; dès la fin du ^{xiii}^e siècle, les chevaliers des comtés et les députés des bourgs représentaient la nation tout entière. En France, l'institution des états généraux étaient déjà l'embryon de la représentation politique. Ils exerçaient en France en des époques de troubles une certaine influence, mais ils n'avaient plus été réunis depuis 1614. La France n'a connu le régime représentatif que lors de l'époque révolutionnaire dont les institutions ne furent réellement appliquées que plus tard avec la constitution de 1875. Dans ce système, le régime représentatif repose sur deux idées fondamentales.

a) Chaque élu est le représentant de la nation entière et non du collège électoral, parce qu'il ne peut être révoqué par lui.

b) Les élus sont les détenteurs d'un pouvoir propre abdiqué par la nation, ils exercent leur pouvoir souverain dans la limite tracée par les lois constitutionnelles

et pour toute la durée de leur élection ; par conséquent les élus ne sont pas tenus de consulter leurs électeurs. En vertu d'un pouvoir propre, ce qu'ils décident émane directement de la volonté nationale.

Il y a un régime qui sous le nom de régime semi-représentatif n'est qu'une division du régime représentatif pur, il tient le milieu entre ce dernier et le régime de gouvernement direct. Dans ce système, le parlement ne se sentant pas suffisamment indépendant renonce à certaines mesures pour ne pas mécontenter le corps électoral.

Dans l'organisation des pouvoirs publics, la question s'est posée de savoir si on confierait le pouvoir législatif à une Assemblée unique — système unicaméral — ou à deux Assemblées distinctes — système bicaméral — c'est pour éviter la tyrannie parlementaire que l'on créa deux chambres dont le concours sera nécessaire pour le vote des lois et du budget et qui se limiteront ainsi réciproquement entre elles.

La fonction principale du parlement est de voter les lois et le budget, souvent aussi de contrôler les ministres.

L'application de ces théories a rendu les Assemblées populaires de plus en plus tyranniques. Ce grave inconvénient provoqua de vives attaques contre le système que J.-J. Rousseau préconisait dans son contrat social. D'abord parce que la souveraineté consiste essentiellement dans la volonté générale qui ne peut pas être déléguée à des représentants.

Ensuite parce que le régime représentatif aboutit à une véritable abdication du souverain entre les mains de ses représentants : le peuple anglais pense être libre, il se trompe fort, il ne l'est que durant l'élection des

membres du parlement ; sitôt qu'ils sont élus, il est esclave, il n'est rien.

M. Barthélemy dans la revue politique et parlementaire du mois d'avril 1917, s'élève contre la conception de la souveraineté nationale et la théorie de la délégation. « D'après les idées reçues en France comme vérité théorique dit-il, le peuple est souverain ; il délègue cette souveraineté à la chambre élue, qui à son tour dispose à son gré de certains attributs de l'exécutif et du judiciaire, se réservant le législatif qu'il pourrait donc déléguer quand il lui plairait. Cette doctrine de la souveraineté compliquée de la théorie de la délégation est une des plaies de notre droit constitutionnel. Non, il n'y a pas de souverain qui délègue plus ou moins sa souveraineté, il y a une constitution qui organise au mieux des intérêts généraux, le service public, il faut absolument substituer cette notion de service public à la notion périmée de souveraineté et de délégation. Le corps électoral n'est pas souverain, il est un organe constitué ayant pour mission spéciale d'élire le parlement ; celui-ci n'est ni souverain ni délégué du souverain, il est un pouvoir constitué, investi d'une compétence spéciale et particulièrement importante, celle d'assurer le service public de législation. »

On peut rapprocher à certains égards cette théorie de celle de M. Duguit sur les gouvernements et les gouvernés. M. Duguit dit par exemple, que des garanties doivent être prises contre le despotisme des Assemblées populaires, plus énergiques encore peut-être que celles établies contre le despotisme des rois, cela veut dire aussi que l'absolutisme du parlement est aussi dur que celui du roi. En outre, le gouvernement représentatif est une

vaine apparence, car la représentation exacte de la volonté populaire est impossible.

Le régime représentatif donne naissance au parlementarisme quoique en apparence celui-là soit conforme aux principes démocratiques. Il est malaisé d'en donner une explication satisfaisante, car ils se concilient difficilement avec la puissance du peuple. Si on n'a pas de moyen efficace pour l'empêcher, le régime représentatif aboutira certainement à une véritable abdication du souverain entre les mains des représentants ; c'est depuis la fin de la guerre en 1918, que le système du gouvernement représentatif a commencé à s'atténuer, on y introduit le droit de referendum, le mandat impératif, le droit d'initiative et un certain nombre d'autres éléments.

Donc le mouvement pour la réforme du parlementarisme s'est de plus en plus développé, il y a des auteurs qui voudraient changer la nature du système, ne faisant des représentants que de simples délégués (Esmein, p. 3, *op. cit.*).

Cette question est bien sérieuse. En réalité, elle ne reste que l'opinion de certains auteurs, car elle n'est pas encore consacrée ou adoptée dans les pays occidentaux. C'est vraiment dommage que des lacunes regrettables n'aient pas permis encore d'établir une formule précise et complète.

La Chine va instaurer et consacrer bientôt la nouvelle constitution des cinq pouvoirs. Le projet que nous allons étudier, essaie précisément de combler quelques-unes de ces lacunes. Il ne néglige pas la valeur du régime représentatif, mais il adopte plutôt le système du droit direct du peuple qui détient les pouvoirs publics, et le fait co-exister pour le compléter avec le régime représentatif.

Le droit direct s'exerce dans la mesure où le peuple peut détenir la souveraineté sans anéantir le pouvoir nécessaire du gouvernement pour diriger l'Etat.

Le système politique dans la démocratie chinoise essaie de s'approcher le plus possible de l'idée de souveraineté populaire pour émaner véritablement de la volonté du peuple.

SECTION IV

RESPONSABILITÉ DU GOUVERNEMENT

L'idée de responsabilité gouvernementale n'est que de notre époque. On peut bien dire que la responsabilité du gouvernement est la condition essentielle d'un régime démocratique ; donc des sanctions doivent être appliquées aux titulaires des pouvoirs du gouvernement. En cas de haute trahison dans la plupart des Etats modernes, le chef de l'Etat est responsable malgré qu'il soit irresponsable devant l'Etat ; enfin la responsabilité des mesures illégales ou des actes funestes au pays était presque nulle sous la monarchie tyrannique, sauf en cas de révolution. Maintenant l'irresponsabilité de la couronne anglaise est poussée très loin, la loi dit : le roi ne peut mal faire « *The King can do no wrong* ». Par suite de cette fiction on ne pourrait pas le poursuivre même pour un crime et délit de droit commun qu'il viendrait à commettre, il y a même un dicton populaire d'après lequel si le Roi tuait de sa main son premier ministre il ne pourrait être poursuivi.

Quant à la responsabilité ministérielle elle a pour sanc-

tion les poursuites organisées par la chambre des lords qui tient ses attributions judiciaires de l'ancien magnum concilium.

Dans le droit constitutionnel moderne, on trouve en droit ou en fait différents modèles qui imposent différentes responsabilités au personnel gouvernemental.

Donc deux notions de responsabilité doivent attirer notre attention : 1° Il existe une irresponsabilité du chef de l'Etat car les ministres sont responsables. D'autre part, les agents supérieurs et immédiats des grands services publics en Belgique et en France, ainsi que les ministres seront contrôlés par leurs supérieurs hiérarchiques en vertu du principe de la responsabilité, d'autre part, en raison de cette irresponsabilité du chef de l'Etat et de la responsabilité des ministres, chaque acte émanant du chef de l'Etat doit être contresigné par un ministre qui en assume la responsabilité pour lui devant le parlement, ces termes ont été consacrés par le droit constitutionnel français de 1875. Ce principe est pratiqué dans le régime parlementaire en Angleterre, en Belgique, en France, etc..

2° La responsabilité ne sera imposée qu'au gouvernement, mais il n'atteint pas les membres du parlement, c'est-à-dire les détenteurs du pouvoir exécutif. Ce n'est que le chef de l'Etat qui est responsable devant le peuple.

Cet état de choses prévaut aux Etats-Unis où le chef de l'Etat est élu directement par le peuple, le gouvernement est représentatif, car le pouvoir législatif est entre les mains des délégués de la nation, mais il n'est pas parlementaire car il repose sur le principe absolu de la séparation des pouvoirs législatifs et exécutifs ;

les ministres ne peuvent pas faire partie des chambres, ils n'y ont pas entrée et ne sont pas responsables devant elles, ils sont choisis en dehors du parlement et ils ne sont responsables que devant le président.

Enfin, quant à la responsabilité ministérielle sous le régime parlementaire, elle est justiciable devant la chambre populaire ou la chambre des députés qui forment l'accusation, et devant la chambre des lords ou le sénat, institués en haute cour compétente, pour juger les questions de responsabilité des détenteurs du pouvoir exécutif. L'interpellation par la chambre forme comme la véritable procédure de la responsabilité ministérielle.

Devant les tribunaux, les ministres sont responsables de leurs actes illégaux et devant les chambres non seulement de ceux-ci, mais aussi de leurs actes simplement fautifs et préjudiciables à la nation.

La responsabilité du chef de l'Etat peut être jugée par le peuple seul, quand le président est élu par lui. Dans ce cas il aura à soumettre directement ses actes au peuple, en le consultant par un plébiscite, dit Esmein (*op. cit.*, 158).

Cette sanction populaire paraît à première vue chimérique et impraticable bien qu'il y ait des contrôles constitutionnels purement théoriques.

Les inconvénients de la responsabilité et de l'irresponsabilité du chef de l'Etat varient selon la situation particulière et le régime en vigueur dans les différents pays, la responsabilité du chef de l'Etat, bien entendu, est incompatible avec la monarchie. Dans le système républicain il semble cependant que l'irresponsabilité du chef de l'Etat ait beaucoup d'avantages. Par exemple, elle peut éviter les tensions, les actes irréguliers, etc... Dans

la démocratie moderne, le système de responsabilité du gouvernement est encore bien éloigné d'une organisation complète et satisfaisante.

Pour avoir de bons services publics dans le pays, on ne doit pas négliger le contrôle et la responsabilité. Dans le système actuel, il n'est vraiment pas suffisant que le chef de l'Etat ou les ministres endossent la responsabilité seule ou collectivement, d'ailleurs c'est plutôt une responsabilité théorique, l'Assemblée de représentants du peuple échappe en réalité à toute responsabilité et à tout contrôle, quant à la bonne gestion des services.

La surveillance de tous les fonctionnaires qui doivent être amenés à répondre à tout moment de leurs actes, la responsabilité elle-même ne sont possibles que s'il existe un organisme de contrôle puissant et indépendant.

D'après le régime actuel de la responsabilité, il n'y a qu'un contrôle généralement politique vis-à-vis des détenteurs du pouvoir exécutif, mais non de surveillance efficace des fonctionnaires.

Car, en Amérique, la médiocrité et l'incapacité de ces derniers se donne libre cours, c'est la plus grande lacune de l'organisation démocratique.

Sur ce point, la future constitution des cinq pouvoirs en Chine va faire une réforme spéciale et créer un pouvoir nouveau, c'est le pouvoir de contrôle, tout à fait indépendant des autres pouvoirs — qui sera compétent pour décider de la responsabilité et agir non seulement sur les fonctionnaires du gouvernement, mais encore sur des actes des fonctionnaires de la région. Ce sera là, un grand et sérieux changement à l'égard du droit constitutionnel actuel.

SECTION V

SOUSSION DE L'ETAT AU DROIT

L'application du principe de rationalisation du pouvoir s'identifie au principe de la démocratie comme on le proclame déjà au XVIII^e siècle, dit B. Mirkine Guetzevitch. Elle est l'expression politique de la raison et il ajoute : « l'idéal de l'Etat de droit, c'est l'idéal démocratique ».

La rationalisation du pouvoir est de toutes les tendances du nouveau droit constitutionnel la plus importante, c'est une tendance fondamentale. Il convient de suivre le développement de cette tendance avec une attention particulière, car dans les grandes lignes, toute l'évolution progressive du droit constitutionnel se ramène au problème de la rationalisation du pouvoir.

Sous l'ancien régime, la souveraineté bien entendu, c'était le roi qui régissait tout ; sous le droit moderne, on proclame la liberté politique, la souveraineté de la nation, mais la nouvelle tendance du droit public exige la soumission de l'état au droit. L. Duguit dit dans son volume 3, p. 588, l'état est subordonné à une règle de droit supérieure à lui qu'il ne crée pas et qu'il ne peut pas violer. Mais un des plus grands juristes de l'Allemagne M. Seydel a osé écrire « entre les Etats, il ne peut point exister de droit, entre eux la force seule prévaut ». Dire l'Etat est limité par le droit, c'est énoncer une formule d'école et rien de plus ; dans l'application, il ne peut en être ainsi parce qu'il n'y a pas de droit sans une sanction matérielle et qu'il ne peut pas y en avoir contre l'Etat.

L. Duguit ajoute cependant qu'il n'y a pas encore de droit supérieur à l'Etat et que la proposition n'a pas

d'application et d'efficacités pratiques puisque la sanction directe et socialement organisée n'existe pas, il est donc indispensable de créer une sanction moderne.

Aux Etats-Unis d'Amérique, il existe un organe de contrôle de la constitutionnalité des lois par le pouvoir judiciaire. La future constitution chinoise crée dans la même condition un organe de contrôle pour l'explication des lois par le pouvoir judiciaire (art. 176 du projet du Yuan législatif).

En Europe ce système est resté muet, les chefs de l'Etat parlementaire sont généralement investis du droit de veto, droit qui reste pour la plupart du temps théorique, ou formule encore le principe en disant que l'Etat législateur est obligé, par ses devoirs, d'établir certaines lois et de n'en pas établir certaines autres. En France, de ce fait le contrôle est resté sans résultat effectif.

L. Duguit reconnaît lui-même la difficulté de la question, on aperçoit mal le moyen de réprimer la violation du droit commise par le législateur.

Sur cette question, la Chine a encore innové, elle a créé un nouveau système des cinq pouvoirs de la constitution. Le pouvoir législatif agit comme organe gouvernemental pour les lois ordinaires, mais il doit présenter les projets sur les lois constitutionnelles à l'Assemblée nationale, car les législateurs en Chine ne seront que les fonctionnaires de l'Etat. La constitution sera votée par un organe suprême, qui s'obligera à faire, à ne pas faire ou même à abroger certaines lois qui sont devenues inutiles suivant les exigences du temps. L'organe suprême sera l'Assemblée nationale des délégués du peuple, ce nouveau régime pour la soumission de l'Etat au droit sera peut-être plus facilement réalisé.

CHAPITRE III

LES NOUVELLES DOCTRINES OPPOSÉES A LA DOCTRINE DÉMOCRATIQUE

Il existe un nombre de doctrines qui constituent à son égard une négation plus ou moins accentuée.

- 1° La doctrine bolcheviste.
- 2° La doctrine de la révolution fasciste en Italie.
- 3° La doctrine de la représentation des intérêts.

L'idée de dictature après la guerre a pris un grand développement et avec elle, les doctrines nouvelles contraires à la doctrine démocratique classique. Depuis la révolution industrielle on a eu des changements incessants d'idées dans le domaine économique, le besoin de réforme du régime politique est de plus en plus accentué, il y a déjà nombre de pays qui ont changé leur régime politique sous l'influence du fascisme, par exemple dans ces trois ou quatre dernières années l'Allemagne, puis l'Autriche qui est déjà une dictature de forme corporative. Nous avons vu en 1917 le bolchevisme s'établir en Russie, il a eu l'ambition de s'agrandir en Europe, il a eu d'abord du succès dans quelques pays, mais il a échoué, il n'est plus reçu que dans les pays orientaux,

mais les dernières nouvelles nous annoncent qu'il est sur son déclin. Le fascisme dont nous avons déjà parlé a été établi en Italie en 1922. Les deux régimes emploient les mêmes moyens, mais ils veulent arriver à la dictature, dans un but différent et ils n'ont que mépris pour la démocratie à laquelle ils veulent mettre fin ; cependant ils sont fort différents dans leur forme et dans leur but. Les gouvernements surtout sont d'une apparence très différente, nous les examinerons successivement.

SECTION I

LA DOCTRINE BOLCHEVISTE

Il faut distinguer dans la doctrine bolcheviste, le bolchevisme pratique du bolchevisme théorique.

Le bolchevisme pratique est l'Etat soviétique réalisé en Russie à l'heure actuelle, le pouvoir est aux mains d'une minorité, selon le texte même de la constitution des soviets, l'Etat soviétique est une dictature qui, bien qu'elle prétende s'appuyer sur la volonté populaire, ne reconnaît pas la souveraineté du peuple. Il est absolument l'opposé du régime démocratique.

Le bolchevisme théorique est exprimé dans la constitution de la république socialiste fédérative soviétique Russe. Cette constitution fut adoptée par le V^e congrès panrusse des soviets, le 10 juillet 1918, à Moscou.

Il est précédé d'une déclaration des droits, et le corps même de la constitution comporte cinq divisions relatives : 1° Aux « principes généraux » ; 2° A la structure du « pouvoir soviétique » ; 3° « Au droit électoral actif

et passif » ; 4° « Au droit budgétaire » et 5° « Aux armes et pavillons » le tout se subdivisant en 8 chapitres et 89 articles.

Les caractéristiques de la constitution République Socialiste Fédérative soviétique Russe sont restées dans la ligne de la négation de l'idée démocratique.

1) Principe de la dictature.

La constitution confère le pouvoir à une minorité, à une classe, le congrès panrusse des soviets qui tient le pouvoir suprême. Dans les intervalles des sessions du congrès, le pouvoir est exercé par un comité exécutif central qui est entièrement responsable devant le congrès en vue de la conduite et de l'expédition des affaires, le comité exécutif central désigne le conseil des commissaires du peuple.

2) L'inégalité des individus.

Le régime soviétique consacre l'inégalité, par exemple la puissance publique est entre les mains des travailleurs manuels, des marins et des soldats, les autres individus n'ont aucun droit public.

D'autre part, la constitution distingue entre les travailleurs de la ville et ceux de la campagne.

Les électeurs de la ville sont avec ceux de la campagne dans la proportion de 1 pour 5, de sorte qu'il y a des individus qui ont plus de droits que d'autres.

L'égalité est donc bien éloignée de la constitution des soviets, qui n'a aucun rapport avec la conception démocratique de l'égalité politique. Le système politique de la République socialiste soviétique, n'est pas à base individualiste, le pouvoir politique appartient aux Soviets, qui se fondent sur les différences des électeurs urbains

et campagnards dues aux conditions économies-géographiques.

3) Le régime bolchevique n'est pas dirigé dans les sens de la liberté politique, il vise essentiellement à des fins économiques.

4) La doctrine bolcheviste est dépourvue d'idéal.

Par suite de l'absence de la notion même de la loi et du fait de la méconnaissance du droit objectif qui en résulte, il y a confusion des pouvoirs.

Les quatre organes importants établis dans la constitution soviétique : le congrès des soviets de l'U.R.S.S. ; le comité central exécutif du congrès ; la présidence du comité central exécutif ; le conseil des commissaires du peuple ; le pouvoir est entre les mains du congrès des soviets, il transmet ce pouvoir au comité exécutif et le comité exécutif le transmet au présidium d'une part, au conseil des commissaires du peuple, d'autre part.

Dans les différents organes de la législation, il n'y a pas de séparation de compétence pour les différentes matières et on ne peut établir un ordre hiérarchique, exact et net.

La révolution russe poursuivait des fins à la fois internationales et communistes, car au commencement, le mouvement était basé sur des conditions de vie politique et économique.

Plus tard, on abandonna le communisme et on restaura en Russie la propriété privée ; la révolution obligée de s'adapter à la nouvelle politique économique en revient à créer une nationalité dépendant de la politique extérieure de l'U.R.S.S. et qui remet ses pas dans les pas de la politique du Tzar.

Le bolchevisme avec son organisation étatiste et son fonctionnement des pouvoirs publics est sans ressemblance même extérieure avec le système démocratique tant au point de vue du droit public général, que par son caractère dictatorial.

SECTION II

LA DOCTRINE DE LA RÉVOLUTION FASCISTE EN ITALIE

La doctrine de la révolution fasciste en Italie est dans ses réalisations très voisine de la doctrine bolcheviste, mais sous une autre forme, le but est de créer un Etat corporatif. En 1920, après la guerre, une forte poussée communiste se déclancha dans la péninsule, sous l'influence directe (qui a été prouvée) de Moscou. Elle se manifesta par de théâtrales occupations d'usines, le gouvernement Italien tenta alors une alliance avec la confédération générale du travail que Mussolini a durement traitée. Le mouvement fasciste commença pendant deux ans à lutter contre les communistes et les socialistes, aussi bien que contre les libéraux au pouvoir. Il subit de très lourdes pertes au cours de ces combats.

Il est connu que le mouvement fasciste a été à ses origines, un mouvement syndicaliste. Le mot corporation n'en est que l'expression élargie, ils veulent aller à une représentation complète et hardie de tous les intérêts. Quand le roi a reconnu le mouvement fasciste, son triomphe a été complet.

L'organisation corporative Italienne comprend à sa base des « associations syndicales » dont la loi du 3 avril 1926 constitue la charte. Ces associations syndicales

ne sont pas des corporations ; nous avons donc à la base du fascisme des associations syndicales, elles sont libres, elles groupent séparément les employeurs et les ouvriers ou employés pour lesquels il existe une organisation différente.

Toute association syndicale ainsi constituée est régulière et peut être reconnue par l'Etat, mais une seule peut l'être dans chaque catégorie et c'est à l'Etat qu'il appartient de choisir, c'est ainsi que l'unité du système corporatif se concilie pratiquement avec la liberté, l'association syndicale reconnue par l'Etat sera l'association inspirée par l'esprit fasciste.

L'association reconnue par l'Etat devient personne juridique de droit public. Elle représente ses membres pour toutes les conventions collectives avec l'association patronale ou ouvrière correspondante et c'est la convention collective ainsi passée entre les deux associations reconnues qui va régler les conditions générales d'exercice pour arriver à l'unité, on a décidé qu'une seule association de patrons ou d'ouvriers aurait capacité de représenter toute la profession et de négocier la convention collective dans les divers organismes officiels, fédération provinciale, confédération nationale et toutes sortes d'autres organismes, y compris le conseil national des corporations. C'est encore l'association reconnue qui déléguera des représentants de la profession ; mais il existe pour grouper toutes les associations locales des fédérations régionales qui sont unies en une confédération générale, c'est l'association reconnue qui est à la base de tout le système. Enfin cette association prélèvera sur tous les membres de la profession une contribution syndicale pour les œuvres d'intérêt commun,

L'organisation ainsi privilégiée est en retour étroitement soumise au contrôle de l'Etat. L'Etat peut refuser d'agréer ses représentants, il peut même revenir sur un agrément antérieur comme il peut dissoudre le comité directeur et même en faire une seule association d'inspiration fasciste, il peut obtenir et garder le bénéfice de la reconnaissance publique.

Tout en réservant toute décision suprême à l'Etat, Mussolini voulut éclairer son action d'une façon plus complète, il créa un double organisme : la corporation et le conseil national des corporations.

La corporation dans le sens fasciste du mot est un organe mixte, il se compose des représentants des confédérations patronales et ouvrières intéressées, puis de divers représentants des groupements moins directement intéressés. Ces représentants peuvent légiférer dans l'intérêt général de la corporation et d'autre part, ils jouent vis-à-vis de l'Etat politique un rôle consultatif.

La loi du 20 mars 1930 a donné vie au conseil national des corporations promis depuis 1926. Ce conseil est divisé en 7 sections dont certaines subdivisées en sous-sections correspondant au plan général des confédérations de syndicats. Chaque section du conseil comprend d'abord des délégués des confédérations mi-partie ouvrières mi-partie patronales, puis des délégués des confédérations voisines et des institutions nationales comme l'institut de corporation et enfin, des hauts fonctionnaires de l'Etat. Chaque section ou sous-section constitue des corporations correspondant aux grandes branches de l'industrie nationale et joue le rôle des corporations particulières en attendant que celles-ci soient réalisées ; chacune d'elle peut ou donner son avis au gouvernement

politique ou légiférer dans le domaine des intérêts. Si l'affaire intéresse plusieurs sections, ces sections délibèrent ensemble. Si l'affaire intéresse toute la production nationale, après avoir été étudiée dans chaque section, elle est présentée à la délibération devant le conseil national des corporations qui donne son avis.

L'organisation corporative italienne n'est pas achevée et le chef du gouvernement a manifesté l'intention de substituer à la chambre des députés actuelle, une assemblée corporative, mais nous n'en avons pas encore la composition exacte. Cependant les organes qui fonctionnent actuellement, s'ils ne permettent pas encore une réglementation autonome des professions, instruisent très utilement le pouvoir politique des intérêts et des desiderata de chaque profession. Les décisions du gouvernement imposées au conseil national des corporations, ressemblent aux divisions du roi, au conseil du roi. Après avis des députés du commerce, le gouvernement ne décide qu'après avoir consulté et confronté tous les intérêts en présence.

La volonté propre du gouvernement et du parti fasciste joue un rôle prépondérant dans l'Etat, rôle inévitable pour sortir de l'ancien régime libéral. Dans l'avenir, la grande majorité des producteurs italiens, patrons et ouvriers jouiront d'une plus grande liberté que dans les formations actuelles.

La politique fasciste poursuivra l'établissement de la domination absolue de l'Etat sur toutes les manifestations de la vie économique et pour l'avenir l'établissement d'une dictature de classe semblable à la dictature prolétarienne de la Russie soviétique.

La destruction de l'Etat démocratique a été réalisée

par la théorie fasciste de la violence qui a mis fin au parlementarisme. Le pouvoir a été concentré entre les mains du dictateur ou d'un organe du parti fasciste. Dans le cadre de ces organes gouvernementaux, c'est le grand conseil fasciste qui se place au premier rang, il se compose de trente-cinq membres nommés par le roi et recrutés parmi les plus hauts fonctionnaires de l'Etat et parmi les partisans du parti, de la milice et des coporations. Il est présidé par le chef du gouvernement, il n'est la plupart du temps qu'un corps consultatif. Il n'agit ni comme une Assemblée législative ni comme un corps exécutif ou judiciaire, c'est donc un corps purement politique, il possède un pouvoir considérable, il dirige à côté de la couronne, le gouvernement, la chambre et le sénat, donc tous les organes de l'Etat.

Pour comprendre facilement les droits du grand conseil fasciste, il faut distinguer deux de ses fonctions :

1) Quand on constitue un nouveau gouvernement, c'est le grand conseil qui désigne au choix du roi, les personnages aptes à assumer le rôle de chef du gouvernement.

2) Il est chargé également de choisir les membres de la chambre d'après la liste des syndicats proposée par les confédérations de syndicats.

Sous le régime fasciste, la séparation des pouvoirs doit donc s'affirmer sans intervention de l'un dans ce qui est de la compétence de l'autre ; ils sont indépendants réciproquement, le grand conseil cependant, en sa qualité de pouvoir suprême, donne obligatoirement son avis sur toutes les questions relatives à la constitution. Il en résulte l'abolition de l'initiative parlementaire, donc le conseil fasciste sous la présidence du chef du gouvernement devient un organe constitutionnel, le conseil fas-

ciste est un organe nouveau, son autorité est supérieure à celle du conseil des Ministres, à celle de la chambre, il participe à la fois du pouvoir législatif et du pouvoir exécutif, le chef du gouvernement a un pouvoir beaucoup plus grand que celui des ministres.

En vue du remplacement de la dictature du chef du gouvernement par celle des organes du grand conseil fasciste, le fascisme a fait un grand pas en avant, mais on ne sait pas s'il arrivera ou non à ses fins.

Enfin, la doctrine syndicaliste, négation presque brutale de la doctrine bolcheviste est également contraire au principe de la démocratie.

1) L'état sous le syndicalisme politique ne se fonde plus sur la liberté politique, elle va vers le socialisme économique intégral, donc l'économie l'emporte sur la politique.

2) Ce système a fait preuve d'inégalité économique en assurant les intérêts d'une classe seule, celle du travailleur.

3) Le travailleur acquiert d'ailleurs ce supplément de souveraineté en devenant membre du syndicat, c'est l'abandon du principe individualiste qui est à la base de la démocratie.

SECTION III

LA DOCTRINE DE REPRÉSENTATION DES INTÉRÊTS

Le principe de la représentation des intérêts qui est défendu par la doctrine bolcheviste et par celle du syndicalisme politique révolutionnaire est cependant ap-

prouvé aussi par intérêt par la plupart des partisans décidés de la démocratie.

Ces adeptes de la représentation des intérêts poussent en avant pour deux raisons :

1) Raison logique.

La représentation, pour être l'expression aussi fidèle que possible du pays et de la nation ne doit pas être un simple agrégat d'individus isolés, elle doit être composée de ses groupes, famille, groupement professionnel, etc... qui méritent d'avoir leur représentation au parlement. Le groupe a une existence qui se matérialise dans les intérêts, propres, distincts ou immédiats, des individus qui le composent, il faudra prendre ces intérêts en considération pour établir la représentation du groupe et déterminer sa part d'influence dans le parlement, image du pays.

2) Raison pratique.

La présentation des intérêts vis-à-vis des compétences devant le parlement est conférée en connaissance de cause à des individus techniquement plus éclairés. Dans la mesure où il est établi sur la base de la représentation des intérêts, le système perd tout caractère individualiste, et il contredit dans certaines de ses organisations, le principe démocratique. Les représentants sont élus et ils dominent par le groupe, au profit de qui existe la représentation, l'électeur vote non en tant qu'individu, mais dans son cadre social en tant que membre du groupe dont il fait partie, l'égalité, but de la démocratie, a disparu.

Les représentants au sein du parlement, travaillent à faire triompher anarchiquement une politique asservie

à leurs intérêts particuliers, l'un d'eux, ou plusieurs d'entre eux arrivent à dominer les autres et à constituer une oligarchie gouvernementale, pouvoir qui n'a pour but que de donner satisfaction à leurs intérêts propres.

En favorisant l'oppression des individus par des groupes trop puissants, le principe de la représentation des intérêts aboutit à une lutte à mort des différents groupes les uns contre les autres. Il est bien difficile de distinguer le point de vue économique et le point de vue politique, il y a entre eux une pénétration réciproque telle qu'on ne peut les séparer ; d'autre part, une Assemblée composée de techniciens, c'est-à-dire de professionnels, serait ou le reflet d'intérêts de catégories ou de groupes d'intérêts le plus souvent antagonistes qui seraient en conflit ; et il nous paraît porter en genre la négation du régime démocratique et qu'il doit marcher à son insu vers le soviétisme.

CHAPITRE IV

LES LOIS CONSTITUTIONNELLES

Le sens du mot constitution au point de vue du fond et au point de vue de la forme.

Au point de vue du fond, la constitution d'un pays est l'ensemble des règles fondamentales relatives à son statut politique et social dont l'exécution est confiée à des Administrateurs. Ainsi l'objet de la constitution est en général double.

1) Les règles relatives à l'organisation sociale essentielle, c'est-à-dire aux libertés individuelles et aux fondations individuelles.

2) Les règles relatives à l'organisation politique et au fonctionnement du gouvernement.

SECTION I

LES DIFFÉRENTES ESPÈCES DE RÈGLES CONSTITUTIONNELLES AU POINT DE VUE DE LEUR FORME

L'objet du droit de la constitution ainsi déterminé, il faut envisager la forme spécifique des règles de ce droit, il y a des règles de trois espèces à savoir :

1) Les pratiques et coutumes de la constitution ;

2) La légalité ordinaire comme élément de la constitution ;

3) La super légalité constitutionnelle, c'est-à-dire les lois lorsqu'elles résultent d'une façon précise plus solennelle de textes législatifs que l'on appelle constitution écrite ou constitution rigide. Les règles fondamentales étant au-dessus des lois ordinaires sont à la base de la superlégalité. Les constitutions à base de l'égalité ordinaire, comme celle de l'Angleterre, ne possèdent pas de superlégalité. Elles ont des coutumes et des pratiques provenant d'une évolution des institutions de la constitution, et non des coutumes et pratiques qui sont en contradiction avec la constitution écrite, le type de la constitution anglaise réside tout entier dans les coutumes, à part quelques textes écrits. La plupart des constitutions modernes sont écrites. Telles sont les diverses constitutions de la France depuis 1789, la constitution des Etats-Unis, 1787, etc... La constitution Chinoise sera également sous cette forme.

SECTION II

AVANTAGES DIVERS DE LA CONSTITUTION COUTUMIÈRE ET DE LA CONSTITUTION ÉCRITE

L'avantage de la constitution coutumière est de se modeler entièrement sur les mœurs et sur les traditions d'un peuple et de pouvoir se modifier facilement et sans crainte de révolution, mais d'autre part, elle présente le grave inconvénient d'être incertaine et de n'offrir aucune garantie aux citoyens.

L'avantage de la constitution écrite, c'est d'être contenue dans une loi écrite. Cette opinion est justifiée par les raisons dont nous avons déjà parlé.

1) La supériorité de toute loi écrite sur la coutume.

2) Une constitution écrite est comme le renouvellement du contrat social, il faut lui donner une forme solennelle.

3) Une constitution écrite est à la fois pour le peuple, un moyen de contrôle et un moyen d'éducation.

La constitution chinoise est depuis la révolution toujours sous la forme écrite (en 1906).

SECTION III

CONSTITUTIONS RIGIDES ET CONSTITUTIONS SOUPLES

La constitution qu'elle soit coutume ou écrite, qu'elle soit souple ou rigide, tire d'abord de son contenu même une certaine suprématie : elle se compose de règles capitales constituant en quelque sorte le fondement de toute la législation du droit privé et du droit public. Cette suprématie de la constitution revêt un caractère purement politique que le fait d'être écrite va accentuer encore.

L'idée de suprématie qui s'attache à toute constitution est donc mieux exprimée par la constitution écrite qui se fonde sur une loi rigide et qui s'exprime sous une forme solennisée que ne revêt pas la coutume. La loi écrite possède une précision, une fixité qu'on ne peut trouver

dans la coutume ; celle-ci apparaît d'une manière timide et progressive et ses contours dégradés sont souvent très difficiles à délimiter.

On a reconnu surtout dans la démocratie moderne, l'utilité de la constitution écrite et la nécessité d'en assurer la suprématie. La définition des règles de la constitution écrite est plus facile que celle des règles de la constitution que nous appelons aussi constitution souple. Les opérations pour rechercher et pour préciser une coutume sont bien délicates, car le peuple ne possède pas en général une formation historique et politique assez avancée, enfin la constitution écrite sera plus facilement adaptée à la démocratie que la constitution coutumière qui est un peu égoïste. La constitution écrite est en définitive comme un instrument d'éducation politique de la démocratie. Elle est aussi plus facilement respectée par les gouvernements que la constitution coutumière, dont les règles plus souples pourront fléchir pour permettre aux gouvernants d'atteindre leur but. La violation même de la règle coutumière sera moins remarquée que celle de la constitution écrite.

La raison de fait en faveur de la suprématie de la constitution rigide est tout d'abord que dans une constitution écrite, la rigidité va ajouter la qualité juridique à la seule qualité politique de la loi suprême du pays ; elle lui donne aussi une suprématie juridique sur les lois ordinaires et une position supérieure parmi les actes législatifs. Il s'introduit dans les lois, une hiérarchie à deux degrés, au degré supérieur les lois de la constitution, au degré inférieur les lois ordinaires, il existe entre elles une différence d'autorité comme celle existant entre la loi ordinaire et le règlement.

Dans la nation, la loi constitutionnelle rigide est l'élément de fond juridiquement supérieur aux lois ordinaires, qui va réagir sur le contenu de la constitution. On pourra faire passer toutes les dispositions qu'on voudra dans la constitution rigide. Le législateur ordinaire se servira de l'élément formel de la rigidité pour communiquer à certaines dispositions législatives le caractère de loi suprême que leur objet serait insuffisant à leur assurer.

La constitution chinoise sera sous la forme rigide au sens strict.

SECTION IV

LA REVISION DES CONSTITUTIONS ÉCRITES

Les constitutions écrites sont rigides comme nous l'avons dit en ce sens qu'elles ne peuvent être modifiées par les lois ordinaires, mais les situations politiques sont changeantes, soit par la révolution, soit tout au moins par de fausses interprétations de la constitution qui pouvaient dangereusement éloigner de la pratique du texte constitutionnel. En effet, les lois ordinaires sont faites par le législateur ordinaire intervenant dans les conditions déterminées par la constitution et qui peut à tout moment modifier, abroger et suspendre ces lois. Sans doute, tant qu'elles sont en vigueur, le législateur est tenu de s'y conformer, mais il peut toujours les changer ou les supprimer par une loi nouvelle. Mais les lois constitutionnelles rigides sont rédigées sous une forme

particulière, elles ne sont pas habituellement votées par le législateur ordinaire, elles sont faites dans des conditions déterminées suivant une procédure spéciale, ainsi elles ne peuvent pas être modifiées ou abrogées que sous une forme spéciale, le législateur ordinaire ne peut faire une loi contraire, il ne peut ni modifier, ni abroger, ni suspendre les lois constitutionnelles, ni organiser une procédure spéciale de révision. En principe, toute constitution écrite prévoit elle-même la procédure de sa révision.

On distingue des révisions totales ou illimitées confiées généralement à une convention nationale élue exprès et des révisions partielles ou limitées, le principe de la stabilité du droit doit entraîner celui des révisions limitées.

Le principe des révisions limitées entraîne à son tour deux conséquences :

1° Nécessité d'une déclaration quand antérieurement à l'opération de la révision, il y a lieu de réviser certains articles de la constitution.

2° Impossibilité par suite de cette déclaration antérieure, à l'organe de la révision limitée qui ne sera pas une convention nationale, d'élargir le programme de la révision. En conséquence, si un organe agit au nom d'une prétendue souveraineté de l'organe de révision, il faut examiner justement si un organe de révision limitée peut être considéré comme souverain.

Dans la constitution chinoise que nous allons étudier plus tard dans le dernier chapitre de ce travail, la révision est conçue d'une manière différente.

SECTION V

LE CONTRÔLE DE LA CONSTITUTION DES LOIS ORDINAIRES

Nous avons déjà dit que l'Etat est soumis au droit, par conséquent la constitution est supérieure aux autres lois, car le contrôle de la constitution des lois sera le seul moyen juridique de contrôle. Le pouvoir en fera usage pour supprimer les abus.

Sur ce point, le grand jurisconsultat de nos jours, comme Duguit, dans son gros livre : Tome IV, p. 721, déclare : « Depuis quelques années, il s'est produit dans la doctrine française, un mouvement très net auquel j'adhère pleinement ; on soutient que les tribunaux français ont comme les tribunaux américains le pouvoir et même le devoir d'apprécier la constitutionnalité des lois invoquées devant eux et d'écarter l'application de toute loi qu'ils jugent inconstitutionnelle.

« En 1895, M. Jeze soutenait sans hésiter, que lorsqu'une loi contient une violation flagrante de la constitution, les tribunaux ne peuvent pas l'appliquer ; que se trouvant en présence de deux textes contradictoires, ils doivent appliquer la loi constitutionnelle qui est la loi supérieure. M. Hauriou vient à son tour de défendre vigoureusement ce point de vue. M. Esmein soutient l'opinion contraire, il refuse aux tribunaux le pouvoir d'apprécier la constitutionnalité des lois. M. Hauriou lui répond très justement « un jugement qui refuse d'appliquer une loi à une hypothèse déterminée n'empêche point cette loi de devenir exécutoire, il n'a point la pré-

tention d'arrêter le parlement dans son droit de légiférer ni le chef de l'Etat dans la promulgation ; il ne l'annule même pas ; il ne déclare même pas la loi inapplicable en toute hypothèse » (Duguit : *Traité de droit constitutionnel*, 1930, T. III, p. 723-724). M. Duguit, dans son *Traité de droit constitutionnel*, troisième édition, T. III, p. 724, 1930, a reconnu cette opinion, il dit : « Dans la première édition de cet ouvrage (T. I, p. 159), j'avais après quelques hésitations, refusé aux tribunaux français le pouvoir d'apprécier la constitutionnalité des lois, invoquées devant eux, j'étais dans l'erreur et aujourd'hui j'accepte sans hésiter la solution que je viens d'exposer à la suite des éminents juristes que j'ai nommés ».

Il nous faut attirer l'attention sur le mot interprétation qui est différent du mot examen. D'ailleurs, il faut interpréter la loi à la fois pour voir si la loi constitutionnelle et la loi ordinaire sont conciliables ou non, il faut respecter le principe de la superlégalité constitutionnelle si elles ne sont pas conciliables, il faut sacrifier les lois ordinaires, car l'interprétation n'est qu'une explication constitutionnelle sur des textes de points douteux.

Donc on constate que le contrôle du pouvoir juridique sur la constitution des lois à notre époque est bien nécessaire, car ce contrôle n'est pas assuré par le moyen juridique. Aux Etats-Unis, on lui a reconnu le pouvoir d'apprécier la constitutionnalité pour éviter des erreurs, mais il faut bien remarquer que ce pouvoir n'appartient pas uniquement à la cour suprême, les cours des Etats membres comme les cours fédérales peuvent apprécier la constitutionnalité des lois et refuser d'appliquer une loi qui a été acceptée par décision de la cour suprême, mais les droits de celle-ci ne sont pas plus étendus que

ceux des autres tribunaux. Elle ne peut contrairement à ce que l'on dit souvent, prononcer l'annulation d'une loi, elle peut seulement décider que, la jugeant inconstitutionnelle, elle refuse d'en faire l'application à l'espèce qui lui est soumise et dans laquelle elle est invoquée malgré cette décision, la loi reste intacte. Il est certain qu'il y a désormais un fort préjugé contre elle, mais théoriquement et juridiquement, elle garde toute sa force jusqu'à ce que le congrès l'ait abrogée (Duguit, T. III, p. 726-727).

En Europe, il y a aussi de nombreux pays qui reconnaissent aux tribunaux le droit d'examiner la constitutionnalité des lois comme l'Allemagne, la Norvège, la Grèce, etc..., dans certains pays, les tribunaux n'ont pas le droit d'apprécier cette constitutionnalité. On signale que ce droit peut aboutir à l'empiètement du pouvoir législatif même sur le pouvoir constituant, il y aurait un autre inconvénient à ce que les juges mis au courant de ce droit de contrôle sur les lois, puissent être tentés de faire de la politique et d'amoindrir leur caractère. En France, où l'on a essayé d'établir des organes politiques de contrôle et d'interprétation des lois par le sénat conservateur du consulat, le système a échoué. Le contrôle en résumé est réservé à la juridiction contentieuse, bien que les juristes sont en faveur de ce système, on ne peut décider actuellement son application.

Il y aura beaucoup de difficultés tant en théorie qu'en pratique, pour la création d'une haute cour spéciale, le système américain nous offre l'exemple de la compétence des tribunaux ordinaires pour juger de l'inconstitutionnalité des lois. En Roumanie, dans l'art. 103 de la constitution Roumaine de 1923, la cour de cassation seule,

toutes chambres réunies est compétente pour apprécier la constitutionnalité de la loi. Ce système n'est confié ni à une cour spéciale, ni aux tribunaux ordinaires, mais simplement à la cour de cassation.

Dans la constitution chinoise que nous allons étudier dans le dernier chapitre de ce travail, le droit d'apprécier la constitutionnalité des lois appartiendra en principe au Yuan judiciaire. Dans l'application, la question de l'inconstitutionnalité des lois ne pourra être soulevée que devant la cour suprême.

La cour suprême juge les questions de droit relatives à l'application des lois, elle pourra confier ce droit d'application, si elle le juge nécessaire aux tribunaux ordinaires, mais le Yuan judiciaire comporte non seulement la cour suprême, mais aussi la cour du contentieux administratif. Leur compétence respective dans le cas d'application des lois est bien nécessaire.

DEUXIÈME PARTIE

THÉORIE DE LA BASE
DE L'ORGANISATION POLITIQUE
DE LA CHINE

CHAPITRE PREMIER

LA CONSTITUTION DES CINQ POUVOIRS

La Chine, lors de la révolution de 1911, renversa la dynastie des Mandchous-Tsing, et la remplaça par la République. L'histoire de Chine nous apprend que la dynastie Ssia en 2205-1766 avant J.-C. avait transformé la monarchie élective en monarchie héréditaire, les tyrans se succédèrent pendant des milliers d'années, mais le peuple chinois a bien montré son intention d'abattre à tout jamais l'absolutisme impérial, bien que le succès trop brusque de la nouvelle politique ait eu pour conséquence les guerres civiles des dernières années. C'est

un phénomène dû à l'atmosphère révolutionnaire ; combien d'années a mis la France, par exemple, pour être pénétrée par l'esprit de la révolution. On me répond environ cent ans.

La Chine doit aussi passer par les mêmes étapes que les autres pays. Malgré la restauration de Yuan-Chekai, puis la restauration de Tchang Suin, grâce à la volonté du peuple, ils ne réussirent pas à prendre ce pouvoir, leurs ambitions personnelles ne durèrent qu'une dizaine de jours et aboutirent à un échec complet en 1917.

Depuis la création de la république en 1911, on a essayé de tous les régimes politiques ; entre autres le régime parlementaire dont l'application eut également de nombreux inconvénients. Le défaut principal est qu'on ne peut introduire en Chine une démocratie du type entièrement européen. Les conditions particulières de la Chine exigent un nouveau système qui réalise d'abord les aspirations du pays, ensuite qui conserve les mœurs et les coutumes particulières du pays. La création d'un système particulier et spécial pour la Chine est donc nécessaire, on le réclame, on l'exige pour conduire et guider la nation vers la sécurité et la paix après ces longues années de troubles.

Après la grande guerre européenne, la souveraineté populaire, exercée dans les divers pays tendait vers une direction plus ou moins opposée au régime représentatif et à la théorie de la séparation des trois pouvoirs qui s'était montrée incomplète. La crise de la démocratie depuis la guerre de 1914-1919, se montre de plus en plus grave, nous prouvant qu'il y a bien des réformes nécessaires à accomplir dans le domaine de l'organisation.

La Chine, dans son histoire, nous montre que l'importance de sa population et la vaste étendue de son territoire exigent un tout autre degré de civilisation.

Mais revenons aux causes des troubles actuels sous l'autorité absolue de la monarchie. La Chine commença depuis la guerre de l'opium à subir l'oppression des puissances résultant de la défaite diplomatique et de la corruption de la dynastie Tsing. Par suite des troubles politiques, la Chine a besoin de chercher un nouveau système, mais dans le cadre historique du pays, elle s'efforce d'y adapter les principes européens, pour bases de connaissances et d'expériences.

Chaque nation doit avoir son caractère propre, différent de celui des autres et ses coutumes spéciales ; elle ne doit pas se contenter de ses tendances politiques et sociales du jour, c'est-à-dire qu'elle doit s'inspirer vraiment de la volonté et de l'esprit du peuple, elle doit également réaliser les exigences de l'âme même du peuple pour fortifier la conscience commune.

Depuis la guerre de 1914, les sciences en Europe et aux Etats-Unis d'Amérique ont progressé suivant le degré d'avancement de la législation, celle-ci a provoqué plus ou moins le développement national du commerce et de l'industrie, en effet, les efforts les plus importants dans le domaine de la législation ont pu mettre le peuple dans la voie du progrès et de la puissance. C'est aussi la seule direction à laquelle tend l'union humaine.

La Chine, depuis des milliers d'années est une nation indépendante. Le Gouvernement d'autrefois était très développé. La Chine est la première civilisation du monde, ainsi elle n'a jamais emprunté quoi que ce soit aux étrangers, mais lors de l'affaiblissement de la Chine, la

science d'Europe et d'Amérique a fait plus de progrès que celle de la Chine.

La révolution s'est donc produite comme Sun Yat Sen l'avait dit « nous faisons la révolution en ce moment-ci, pour mettre la Chine au-dessus de l'Europe et de l'Amérique, pour en faire la nation du monde la plus neuve et la plus progressiste » il ajoute : « la méthode fondamentale pour pratiquer la démocratie est de séparer la marche de la démocratie de l'organisation de l'Etat, donc il est nécessaire de séparer le pouvoir de la puissance » et enfin « nous devons faire un pas de plus et séparer les diverses machines politiques ».

Le mot chinois (Tcheng-Tche) exprime cette idée, Tcheng, c'est-à-dire la chose publique et Tche, c'est-à-dire l'administration de la chose publique, donc on sépare le pouvoir de la puissance, par exemple, dit Sun Yat Sen, la politique ressemble à une machine, il y a d'une part la force de la machine elle-même, de l'autre la force de celui qui met la machine en mouvement. Pour fonder une nouvelle nation, nous devons distinguer nettement ces deux forces.

C'est ainsi que Sun Yat Sen a formulé les trois principes et a créé la constitution des cinq pouvoirs pour permettre d'établir son organisation moderne, et pour garantir l'intangibilité intérieure et extérieure de cette organisation.

Le fondateur de la nouvelle Chine aura bien mérité de la patrie s'il lui a permis de se fonder solidement sur un régime bien distinct de celui de tous les autres Etats. Le régime de la constitution des cinq pouvoirs ne ressemble dans son organisation parlementaire ou présidentielle, ni au fascisme, ni aux soviets ; il présente une tentative toute nouvelle.

CHAPITRE II

THÉORIE DES TROIS PRINCIPES DU PEUPLE LE TRIPLE DÉMISME DE SUN YAT SEN

Le triple démisme de Sun Yat Sen se compose de trois séries de doctrines, qu'on peut comparer à la devise de Lincoln « of the people, for the people, by the people », le sens des principes de Sun Yat Sen est cependant à la fois plus large et plus précis que celui des principes de l'Américain.

Voici les principes du triple démisme :

- 1) Le principe racique, c'est-à-dire le nationalisme ;
- 2) Le principe politique, c'est-à-dire la démocratie ;
- 3) Le principe économique, c'est-à-dire le bien-être, la vie économique du peuple.

Ces doctrines ont pour objet de rendre au peuple chinois, la liberté et l'égalité politique et économique, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur, ainsi que de maintenir et de développer la nation chinoise.

Les trois principes s'inspirent des trois courants modernes, politiques, économiques et sociaux ; parmi ces trois principes, on saisit cependant une unité de tendance, car en pratique, ils doivent agir simultanément.

SECTION I

LE PRINCIPE RACISTE NATIONALISTE

Le principe raciste au sens général de ce principe consiste dans le droit du peuple à se défendre et à entretenir avec les autres peuples, des relations de commerce mutuel sur le pied d'égalité ; cependant ce principe ne doit pas être le nationalisme agressif et égoïste, qui garde tout pour lui-même.

D'autre part, il est bien entendu que la condition d'existence d'une nation doit être un territoire définitif où ses divers éléments puissent se grouper en Etat et où l'existence de ses peuples puisse être assurée.

Si la nation est composée d'une seule race parlant une seule langue, la cohésion sera sûrement plus facile, mais l'unité de race n'est pas nécessaire à l'existence d'une nation ; car l'égalité des diverses races à l'intérieur de chaque nation qui en possède plusieurs, peut être assurée de même que l'indépendance absolue de cette nation vis-à-vis des autres pays du monde.

L'unité de la Chine avait presque disparu pendant la tyrannie des Mandchous et par suite de l'agression des puissances étrangères.

Le but spécial du principe raciste est de faire revivre la conscience nationale de la race chinoise, de lui faire regagner sa grandeur passée et de lui donner de l'espoir dans l'avenir.

La nation chinoise est formée de cinq races : a) la race

des Han ; on dit que ce sont les vrais chinois ; *b*) les Mandchous ; *c*) les Mongols ; *d*) les Turkestans et les Thibétains. Parmi ces quatre cent millions d'âmes, il y a trois cent quatre-vingt-dix millions qui appartiennent à la race des Han contre à peine dix millions d'individus qui se sont mêlés plus ou moins, depuis des siècles et se sont assimilés sans peine à la race des Han, la plus civilisée de toutes.

La race des Han est une race à peu près pure, les autres le sont un peu moins, depuis un siècle on a constaté que le bon résultat de l'assimilation de toutes les races, produit une civilisation presque égale sous l'influence de la race la plus civilisée et la plus pacifique de toutes.

Les races sont toutes sur le même plan, car tout individu dans la communauté chinoise est considéré comme libre et égal aux autres citoyens.

Les cinq races formeront la nation unie sans séparation d'aucune sorte, car il n'y a qu'une seule nation depuis la révolution de 1911, et il n'y a qu'une seule population dans la nation.

Depuis la fin de la guerre de l'opium (de 1839 à 1842), la Chine a une situation pitoyable. Elle a perdu d'abord la suzeraineté sur une partie de son propre territoire, ensuite des territoires cédés à bail, puis des concessions de ports ouverts. Elle était donc menacée de destruction par les puissances impérialistes auxquelles les « traités inégaux » octroient encore des privilèges de commerce dans l'intérieur. Elle était écrasée aussi par de gros impôts, parce que les recettes publiques étaient restreintes par « les traités inégaux » elle avait pour seules ressources, la perception de droits sur les marchandises inté-

rieures. L'industrie et le commerce de l'intérieur étaient paralysés par cet état de choses et par l'oppression politique, donc l'économie de la nation était devenue à la longue intolérable.

L'influence de ces horribles traités inégaux sur l'avenir et le développement de la Chine, fut vraiment son grand malheur ; on dit que si elle ne les abolit pas, ces traités arrêteront tout développement possible, ils sont pour elle comme un châtiment mortel, et on peut désespérer de la vie de la nation chinoise tout entière. La situation de la Chine au milieu des autres nations est comme Sun Yat Sen l'avait considérée, celle d'une semi-colonie ».

Pour la sortir de cette malheureuse situation, d'après Sun Yat Sen, il faut faire revivre la conscience nationale, le nationalisme créera la conscience de la solidarité à l'intérieur et rendra possible la résistance contre l'oppression à l'extérieur.

Le principe raciste s'inspire des théories sur la paix universelle exposées dans le célèbre ouvrage de Confucius, le grand philosophe chinois. Car le principe raciste propose d'organiser dans la nation des Etats se contentant de vivre et de co-exister en paix dans une prospérité mutuelle ; la réalisation de ce principe ferait disparaître les difficultés, les conflits, les menaces de guerre, les agressions et la conquête ; d'autre part, elle pourrait réduire à l'impuissance dans tous les pays les minorités belliqueuses et arriver à une entente universelle de l'humanité tout entière.

On peut espérer qu'après la longue succession de nos malheurs, un renouveau du nationalisme chinois viendra éclairer les esprits et imposera nettement le devoir

de reconquérir l'intégralité du pays. La Chine doit retrouver sa place dans le monde qu'elle avait perdue pendant ces deux derniers siècles.

La race unitaire sera considérée comme le principe suprême des cinq races dont se compose la population. L'avenir rendra l'unité complète et ce qui rapportera les avantages de la sécurité et de la prospérité mutuelle.

La masse du peuple chinois manque de conscience nationale, c'est ce qui détruit les forces de la nation. Pour consolider la communauté nationale, il n'y a que l'unité seule. Elle aussi, pourra créer la conscience nationale.

Donc la constitution doit parfaitement consacrer l'égalité des citoyens devant la loi sans aucune distinction entre les races et les religions pour assurer et fortifier le sentiment national unitaire. Voici quelques moyens pour conquérir l'indépendance et l'intégrité de notre territoire.

1) Conserver la vieille morale pour réaliser l'humanité, la justice et la paix dans le monde entier.

2) Retrouver dans le « vieux savoir chinois » qui est très important, notre philosophie, notre politique, nos sciences, nos arts et notre littérature de milliers d'années, toutes connaissances indispensables au progrès et à la grandeur du pays.

3) Savoir étudier les sciences étrangères qui permettront des progrès mutuels avec les pays étrangers. Nous pourrons ainsi marcher de front avec l'Europe et l'Amérique. S'il y a du bon chez les étrangers, nous l'apprendrons et nous approfondirons encore ce que nous aurons appris chez eux.

SECTION II

LE PRINCIPE POLITIQUE DÉMOCRATIE

Le principe du démisme politique doit réaliser la vraie démocratie et la force politique du peuple, le peuple dirige lui-même les affaires publiques dans laquelle le pouvoir dirigeant lui appartient.

Nous avons dit que la doctrine de Sun Yat Sen sur la démocratie s'inspire de l'esprit de Lincoln ; il avait adopté également la triple devise de la révolution française : Liberté, Egalité, Fraternité, mais Sun Yat Sen est opposé aux théories de Rousseau. Il reconnaît que les Chinois ont besoin de liberté, mais ils devront supporter certaines restrictions ; quant à la liberté personnelle, car les Chinois ont toujours jouit d'une liberté trop grande. C'est la nation comme un tout qui a besoin de réclamer la liberté.

La création d'une théorie de la séparation du pouvoir et de la puissance est la base réalisable de la véritable démocratie et de la politique nationale.

Le principe politique est fondé sur la théorie de la souveraineté populaire. Le peuple dans la plupart des pays, n'a jusqu'ici qu'un droit de vote pour assurer sa puissance souveraine vis-à-vis des représentants ; ce n'est pas là un pouvoir illimité. Les faiblesses de ce régime ne peuvent échapper à la critique. Il y a certains Etats comme les Etats-Unis qui veulent assurer au peuple, en dehors du suffrage universel, certains droits d'intervention directe, dans les actes des fonctionnaires, la Suisse après la guerre a fait de même.

Le résultat du système est que le peuple ne jouit que d'un droit d'élection. Pour conférer un caractère plus réel à la puissance du peuple, Sun Yat Sen a créé la séparation des cinq pouvoirs et de la puissance du peuple dont nous avons déjà parlé. La puissance du peuple comprend les quatre droits suivants : droit d'élection, droit de révocation, droit d'initiative, droit de referendum. Deux de ces droits se rapportent aux fonctionnaires du gouvernement et deux à la loi. Nous répétons encore que les pouvoirs de gouvernement sont : le pouvoir exécutif, le pouvoir législatif, le pouvoir judiciaire, le pouvoir d'examen et le pouvoir de contrôle.

Quant à la forme du gouvernement, dans la plupart des gouvernements parlementaires, le système représentatif tout en se réclamant théoriquement du maintien de la séparation des trois pouvoirs, est presque toujours dominé par le pouvoir législatif seul. Le gouvernement présidentiel bien qu'il soit plus largement indépendant de chaque pouvoir a cependant une action limitée.

Dans l'un et l'autre régime, il est impuissant à faire autre chose que ce que peut la majorité des partis dans le parlement. Ceci aboutit à l'isolement des organes gouvernementaux et paralyse l'harmonie de la politique générale du pays.

La domination des partis politiques encourage le favoritisme dans la nomination aux postes publics et l'incapacité des fonctionnaires, dont les actes n'entraînent pas de sanctions sérieuses. L'organisme gouvernemental est encore plus important que la forme du gouvernement. A l'heure actuelle, cet organisme n'est pas satisfaisant, il n'a pas une organisation indépendante, ni un bon recrutement des fonctionnaires. Ce sont là, cependant, les

choses les plus importantes, même essentielles, pour assurer les progrès du régime démocratique.

Donc Sun Yat Sen créa ses cinq pouvoirs indépendants. Le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif, le pouvoir judiciaire, le pouvoir d'examen et le pouvoir de contrôle. Ce système prive le gouvernement de toute force abusive et conserve au peuple une influence légitime.

Le système de droit public est un problème important. On se méfie ordinairement du droit direct du peuple, on pense toujours que ce système n'est applicable que dans un petit pays et pour une population peu nombreuse. Sun Yat Sen en fondant sa théorie des cinq pouvoirs a trouvé le moyen de diminuer ou de trancher des difficultés politiques. Il est nécessaire de séparer le pouvoir de gouverner et le gouvernement, c'est-à-dire de distinguer entre la puissance souveraine du peuple et ce pouvoir dirigeant du gouvernement.

En application de cette théorie « les affaires d'Etat » comme le dit Hu-Han-Ming, seront gérées par les représentants du peuple élu démocratiquement, tandis que les affaires locales seront contrôlées par le peuple. Donc pour le gouvernement central, le peuple choisit ses représentants dont il a le droit de contrôler les pouvoirs. Pour les gouvernements locaux, le peuple exercera ses droits directs dans une mesure encore plus large. Ces droits déterminés dans la sphère des affaires publiques sont fixés par la constitution.

Enfin l'égalité de l'homme et du citoyen est aussi un des éléments essentiels dans le principe de la puissance souveraine du peuple. Voici l'opinion de Sun Yat Sen : « il n'existe pas d'égalité absolue, mais pour l'égalité raisonnable, il faut combattre l'inégalité artificielle. Bien

entendu sous le régime impérial, la population était divisée en classes suivant un système arbitraire plus ou moins complet. Pour la suppression de l'inégalité artificielle qui est résultée de cette division, il faut tâcher de placer tous les citoyens sur un même niveau. Pour diminuer les différences dues au degré d'intelligence ou à des inégalités économiques, la loi positive doit tenir compte des inégalités mentales naturelles. D'autre part, il est nécessaire pratiquement de placer les hommes de manière à faciliter leur plus grand développement et leur plus grand rendement possible, afin d'arriver à l'idéal de Confucius « La grande communauté universelle ». « Le Totonisme ».

Pour réaliser le Totonisme, il faut supprimer le plus possible l'égoïsme. Les citoyens doivent sacrifier leur intérêt personnel au profit de l'intérêt public. Il est moral que les plus intelligents se placent à la tête des fonctions publiques et utilisent leur intelligence à rechercher le bien pour les autres moins intelligents. L'inégalité dans la position ou les fonctions des individus sera moins accentuée.

SECTION III

LE PRINCIPE ÉCONOMIQUE

Le troisième principe de Sun Yat Sen, c'est le déisme économique, c'est le principe essentiel. Son but est de rendre le bonheur et le bien-être au peuple. Le développement physique, intellectuel et moral du peuple est le problème le plus important parmi les problèmes qui existent dans la société humaine.

Depuis la révolution industrielle du xix^e siècle, le

capitalisme individualiste s'est développé de plus en plus, la fortune est entre les mains d'un petit nombre, les riches concentrent tous les profits.

Donc la majorité, c'est-à-dire la plus grande partie du peuple s'appauvrit sans cesse et trouve même très difficilement à subvenir aux besoins essentiels de la vie. La lutte des deux classes est de plus en plus grave et si on ne parvient pas à l'enrayer, elle finira certainement par le plus cruel des désastres.

Sun Yat Sen affirme que, par son principe, il résoudra la question de la vie économique du peuple chinois. Sun Yat Sen se propose deux choses : 1° Egaliser la propriété foncière ; 2° Limiter le capital. Et Sun Yat Sen affirme aussi que le socialisme marxiste s'est trompé en faisant de la matière le centre de l'histoire.

En Russie, les bolchevistes ont voulu la destruction complète du capitalisme individualiste et de la propriété privée. Par suite de la violence révolutionnaire, ils se sont trouvés en présence de bien des difficultés ; ils sont donc obligés d'adopter une nouvelle politique économique qui sera facile d'appliquer.

La situation économique en Chine n'est pas la même que celle des pays européens. Il convient de lui appliquer un système particulier pour résoudre facilement les diverses questions concernant la vie matérielle du peuple. Sun Yat Sen pour atteindre l'égalité économique a indiqué les deux méthodes dont nous avons déjà parlé.

1° La limitation des capitaux. Elle consiste à nationaliser les industries principales et à percevoir l'impôt sous la forme progressive, dans le but de prévenir la création de forces capitalistes, il a pour conséquence le développement du commerce et de l'industrie.

2° L'égalisation du droit à la terre. Elle consiste à pomper et absorber au moyen des impôts, les futures plus-values des terrains urbains ou commerciaux, afin d'empêcher l'accaparement des terres par les grands propriétaires, ainsi on maintiendra le principe suivant « celui qui cultive la terre, doit la posséder ».

La terre et le capital sont les éléments essentiels du capitalisme individualiste.

La Chine est un pays agricole. Depuis plusieurs millénaires, la terre est assez régulièrement partagée entre les habitants, le principal partage s'accomplit sous le régime Tsing-Tien pendant l'époque Hya. Jusqu'à la fin de la dynastie des Tcheou (1121-255 avant J.-C.), ensuite c'est le partage héréditaire par parts égales entre les enfants.

En Chine comme Sun Yat Sen le dit d'ailleurs, nous ne trouvons que des pauvres et des très pauvres. Le commerce et l'industrie ne peuvent pas se développer suffisamment par suite de l'oppression économique des puissances. La nation se trouve sans défense contre cette oppression des « traités inégaux ». Il y a certainement un petit nombre de personnes relativement riches, mais en comparaison avec les capitalistes européens, ce ne sont que des pauvres, la division de classes entre grosses fortunes et prolétariat ne se rencontre pour ainsi dire pas.

En outre, le capitalisme foncier ne s'est pas encore formé dans notre pays où les grands propriétaires fonciers n'existent pas non plus. Nous n'avons donc pas besoin d'avoir recours à la révolution sociale pour résoudre le problème économique.

Dans ce cas, la Chine a dû chercher un système nou-

veau, à la fois pour augmenter la richesse nationale et pour réduire les différences entre les fortunes. L'inégalité et la lutte de classes ne peuvent pas se produire en Chine actuellement. Il suffira à la Chine pour réaliser ses buts économiques de trouver le moyen d'arrêter l'accroissement des capitaux personnels et d'égaliser le droit à la terre.

Dans les deux méthodes que Sun Yat Sen préconise pour l'application de la doctrine du demisme économique, il y aura quatre politiques à exercer, Sun Yat Sen a indiqué dans l'article deux (sur les principes fondamentaux pour la reconstitution nationale) de son ouvrage, quatre grandes nécessités de la vie du peuple, ce sont : 1° l'approvisionnement ; 2° l'habillement ; 3° le logement et 4° les communications.

Le Gouvernement a le devoir en coopérant avec tous les organismes compétents, de développer l'agriculture et l'industrie, de bâtir sur une grande échelle des habitations, de construire et de réparer les routes et les grands canaux, pour faciliter la circulation, afin que le peuple puisse se nourrir, s'habiller, et se loger, et se rendre d'un endroit à un autre.

Dans le demisme économique, Sun Yat Sen n'avait traité que des deux premiers problèmes : les questions d'approvisionnement, de nourriture et d'habillement, vêtement.

La question alimentaire est très importante, puisque à l'heure actuelle, les nourritures sont menacées de déficit par suite des calamités (sécheresse, inondation) pendant la période impériale, toutes les dynasties ont tenu énergiquement à imposer au peuple l'attachement à l'agriculture.

Montesquieu dans son « esprit des lois » a raison de

dire : « le peuple par la force du climat (en Chine) peut devenir si nombreux (L. VII, ch. VI), d'un autre côté les moyens de le faire subsister peuvent être si incertains, qu'il est bon de l'appliquer tout entier à la culture des terres » ; il ajoute encore en parlant de la Chine... : « l'espèce s'y multiplie à un tel point, que les terres quelque cultivées qu'elles soient suffisent à peine pour la nourriture des habitants ».

Depuis des siècles, les difficultés rencontrées en Chine à propos de la subsistance ont toujours mis le pays dans une situation terrible.

La Chine, il y a déjà longtemps, avait établi un projet d'émigration dans les provinces moins peuplées, malheureusement elle a perdu, depuis le ix^e siècle, tous ses Etats vassaux, mais elle a encore des provinces comme Formose. Le 18 septembre 1931 se produisit l'agression des Japonais dans les provinces de la Mandchourie. Jusqu'à présent, l'occupation du territoire est établie de façon définitive, malgré l'enquête de la société des Nations, suivie de la publication des faits constatés et relevés par elle et faute d'un organisme assez puissant pour exercer efficacement une police internationale. Je crois que l'opinion publique demeure en éveil après ces douloureux événements, bien qu'elle garde le silence. L'heure viendra où l'enchaînement des conséquences provoquera un désastre illimité.

Le conflit reste sans résultat, mais le fait actuel sera la cause d'une prochaine et sanglante bataille qui troublera l'Asie et l'Europe et causera à l'Amérique de légittimes inquiétudes. Nous croyons que la vérité se venge tôt au tard et nous avons vis-à-vis de ces provinces occupées actuellement par l'ennemi des devoirs d'Etat.

Enfin la Mongolie et le Thibet, régions moins peuplées,

semblent intéresser beaucoup les impérialistes étrangers. La situation est donc bien grave, le sol même est loin d'être assez cultivé. D'autre part, la Chine est forcée d'exporter annuellement ses produits agricoles pour payer plus ou moins les dettes et les indemnités aux pays étrangers, les douanes n'ont pas pu être organisées librement. Dans une situation pareille, il est impossible de protéger ou de développer l'agriculture par un tarif de protection contre la concurrence étrangère.

Sun Yat Sen lui-même a trouvé que, après l'égalisation du droit à la terre et la limitation des capitaux, c'est l'abrogation des traités inégaux qui doit être promulguée immédiatement comme la chose la plus importante et la plus urgente pour faire progresser l'agriculture. Il faut aussi introduire le machinisme dans l'agriculture pour la sélection des grains, la destruction des insectes, le développement de la fabrication de l'outillage agricole, le transport des produits agricoles et les précautions contre ces calamités comme les innovations et la sécheresse.

La question de l'habillement comporte surtout des encouragements à l'industrie textile. La soie de laine, le lin, le coton sont les matières généralement employées, presque toutes dépendent de l'agriculture.

L'industrie textile a besoin d'être protégée par un réseau de douanes, les questions relatives à celles-ci ont également une importance considérable.

Les réglementations générales sur ces matières feront nécessairement l'objet d'un chapitre de la constitution, il est nécessaire de comprendre ces méthodes et cette théorie, même au point de vue constitutionnel si on veut s'efforcer d'atteindre le but de la constitution.

CHAPITRE III

LES LOIS IMPORTANTES

LES PRINCIPES FONDAMENTAUX DE LA PÉRIODE DE TUTELLE POLITIQUE

Jusqu'ici nous avons indiqué des idées fondamentales du Triple démisme sur la future constitution et nous avons bien constaté la politique générale actuelle du pays.

Depuis la réussite de la révolution de 1911 jusqu'à présent, la République chinoise n'a pas encore établi complètement les trois principes du peuple en accord avec la méthode de son programme, pour que ce programme puisse influencer directement le pays. Pour adopter et réaliser ce programme, il faut d'abord avoir des règlements et suivre une méthode. Ce programme de reconstruction était divisé en trois étapes :

- 1) la période des opérations militaires ;
- 2) la période de la tutelle politique ;
- 3) la période de la constitution.

Ce programme doit être exécuté suivant cet ordre pour accomplir la tâche révolutionnaire.

En l'année 1911, la révolution avait réussi à renverser la monarchie absolue qui était établie depuis plus de quatre mille ans, ainsi que le gouvernement arbitraire Mandchou (celui-ci avait été installé depuis plus de deux cent soixante ans).

Le principal organe de la révolution, c'est le parti Kuo-min-tang. Sun Yat Sen fut nommé président comme le chef de ce parti en 1911. La révolution a été l'œuvre d'un seul parti, c'est le Kuo-min-tang qui mérite un grand souvenir dans l'histoire républicaine.

Le programme du parti Kuo-min-tang était d'abord de passer par la période des opérations militaires, le but en était très visible, c'était la destruction et l'anéantissement des forces ennemies ; 2° d'exercer l'éducation civique, c'est la période de la tutelle politique. Le pays veut bien égaliser la civilisation dans les diverses races, il y faut du temps comme il en faut aussi pour la préparation et la pratique des divers principes et la mise en vigueur du statut suprême de l'Etat. Ce sera le travail essentiel de la période de tutelle politique à laquelle succédera la période de la constitution.

La Chine depuis 1927, est tout simplement sous la dictature du parti nationaliste ou Kuo-min-tang, qui agit comme un gouvernement délégué pour diriger la politique générale du pays.

Actuellement la Chine se trouve encore dans une période de tutelle politique, on dit que le parti Kuo-min-tang s'efforce de faire l'éducation de la nation, préparant le peuple chinois à l'exercice de ses droits souverains et à la direction des fonctions publiques, c'est-à-dire à se gouverner lui-même.

La dictature a été une préparation à la mise en appli-

cation de la nouvelle constitution. Il lui aura fallu six ans environ de 1928 jusqu'en 1934 pour réaliser l'éducation politique du peuple, c'est-à-dire qu'elle aura été le moyen du développement du peuple sur la base du triple démisme, le Kuo-min-tang voit dans cette période, une nécessité politique.

L'éducation politique du peuple dans un régime démocratique est vraiment très nécessaire. Depuis l'établissement de la République, on a pu constater bien des échecs de la réorganisation nationale. Au début, on avait essayé de construire la nation démocratique sans période préparatoire ; les résultats de ce système avaient été fâcheux ou dangereux au lieu que le principe de l'éducation politique en passant par la période de tutelle, prépare un régime démocratique vrai. Le gouvernement national de Nankin a établi un plan et fait des efforts pour en réaliser chaque année une partie.

Dans le but de réaliser les trois principes du peuple de Sun Yat Sen, la population pendant la période éducative, et dans le cadre des principes fondamentaux pour la reconstruction nationale, doit s'exercer à faire usage de ses droits politiques jusqu'au moment où la période constitutionnelle pourra être complètement établie. Le Kuo-min-tang a édicté les principes généraux suivants de l'éducation civique :

Voici les six articles :

1) Pendant la période d'éducation, le congrès national du Kuo-min-tang remplacera l'Assemblée nationale du peuple pour guider la population vers l'exercice de ses pouvoirs politiques ;

2) Les pouvoirs politiques pendant la clôture des ses-

sions du congrès national du Kuo-min-tang seront confiés au comité exécutif central du Kuo-min-tang ;

3) En conformité avec les stipulations des « principes fondamentaux pour la reconstruction nationale » les droits qui sont la base du gouvernement constitutionnel, c'est-à-dire les droits d'élection et de révocation des fonctionnaires, de referendum et d'initiative seront dévolus au peuple dès la promulgation de la constitution ;

4) Les cinq pouvoirs gouvernementaux, c'est-à-dire le pouvoir exécutif, le pouvoir législatif, le pouvoir judiciaire, le pouvoir d'examen et le pouvoir de contrôle seront confiés au gouvernement national qui les exercera dans le but d'établir la base du gouvernement élu par le peuple pour la période constitutionnelle ;

5) L'exécution des affaires nationales importantes sera surveillée ou soumise à la direction du conseil politique central du Kuo-min-tang ;

6) La révision et l'interprétation de la loi organique du gouvernement national de la république chinoise seront autorisées par le conseil politique du comité exécutif central du Kuo-min-tang.

Depuis 1928, la Chine a travaillé à l'établissement de son gouvernement sur la base du régime des cinq pouvoirs en vue de l'organisation de cette forme politique vraiment nouvelle. Dans la nation, une période d'essai et d'éducation sérieuse du peuple est indispensable pour assurer définitivement la stabilité du pays.

Actuellement parmi les nombreuses lois qui intéressent notre sujet, ce sont les principes fondamentaux pour la reconstitution nationale et la loi organique du gouvernement national du 8 octobre 1928 que nous étudierons dans la section suivante.

SECTION I

PRINCIPES FONDAMENTAUX POUR LA RECONSTITUTION NATIONALE

Les principes fondamentaux pour la reconstitution nationale qui constituent le programme de la réorganisation du pays et de la future constitution se composent de vingt-cinq articles.

Ces principes fondamentaux avaient été énoncés en 1924, par le chef du parti Kuo-min-tang, M. Sun Yat Sen. Dans leurs grandes lignes, ils sont basés sur le Triple Démisme et visent à faciliter l'introduction de la nouvelle constitution. C'est le point capital dans le rapport du projet du Yuan législatif.

Nous divisons en douze points, les textes des vingt-cinq articles des principes fondamentaux, afin de retenir les lois importantes dans le problème des matières de la constitution.

1) Consacrer le régime de la constitution des cinq pouvoirs.

La constitution sera un régime spécial qui ne ressemblera pas au régime représentatif ni au gouvernement direct, ni à la domination par une seule classe quelconque.

Car la constitution des cinq pouvoirs se fonde sur le peuple entier sans aucune distinction de classe. Ainsi l'article 1^{er} indique que la reconstruction de la Chine est basée sur le Triple Démisme et l'établissement des cinq pouvoirs de la révolution.

2) Etablir les procédures ou les étapes pour arriver à la réorganisation nationale.

Les étapes (article 5) se divisent en trois périodes : 1) les opérations militaires ; 2) la tutelle politique ou l'éducation civique ; 3) la période constitutionnelle. Ces trois périodes se succèdent automatiquement. Lorsqu'une province est complètement conquise par le gouvernement, elle entre dans la deuxième période, celle-ci ayant été accomplie sera suivie par la troisième période (articles 6 et 7). Après l'achèvement de la deuxième période de tutelle politique fondamentale, s'ouvrira la période constitutionnelle.

Pour arriver à une bonne organisation du pays, on doit sérieusement suivre cet ordre et ce programme. L'article 8 stipule que pour la période de tutelle politique, le gouvernement doit envoyer des personnes ayant reçu de l'instruction et ayant passé des examens avec succès, dans tous les districts pour aider le peuple à préparer son autonomie.

L'article 16 déclare : « La période constitutionnelle commence le jour où tous les districts de la province sont devenus autonomes.

3) Faciliter l'administration autonome du district.

L'article 9 déclare : « Le citoyen d'un district complètement autonome a le droit de nomination et de révocation directe des fonctionnaires, ainsi que le droit de légiférer et le droit de referendum.

En dehors du gouvernement central, il y a deux sortes de gouvernements locaux : le gouvernement de la province et le gouvernement du district.

Les gouvernements provinciaux sont intermédiaires entre le gouvernement central et le gouvernement de

district. Il est évident que le gouvernement de district, qui s'exerce sur une région beaucoup plus petite et sur une population beaucoup moins nombreuse que celle du gouvernement provincial peut faciliter au peuple l'exercice du droit direct de ses pouvoirs souverains, tandis que le gouvernement provincial qui s'exerce sur une région plus grande et une population plus nombreuse doit exercer une autorité différente. Il est donc intermédiaire entre le gouvernement central et le gouvernement de district ; à proprement parler, il est dépendant du gouvernement central. L'article 18 fixe que l'unité d'administration autonome est le district. La province se place entre celle-ci et le gouvernement central pour servir de liaison.

4) Séparer les cinq pouvoirs.

L'article 19 déclare que le gouvernement central est formé des cinq pouvoirs, séparés les uns des autres suivant l'article 20, le Yuan exécutif établit provisoirement les divers ministères de l'intérieur, des affaires militaires, des affaires étrangères, de l'agriculture et des mines, du travail et du commerce, de l'instruction publique et des communications.

Car les ministères du gouvernement seront subordonnés au Yuan exécutif.

5) Adopter le système d'équilibre des pouvoirs entre le pouvoir central et le pouvoir local.

Toutes les affaires ayant le caractère national appartiennent au gouvernement central, celles ayant le caractère local appartiennent au gouvernement local, ainsi il n'y aura ni excès de centralisation ni excès de décentralisation (article 17).

6) Elaborer la constitution.

L'article 23 déclare que, lorsque plus de la moitié des provinces du pays aura atteint la période de la constitution ce qui veut dire que chacun des districts des provinces en question sera devenu autonome, on convoquera l'assemblée des représentants du peuple pour décider la promulgation de la constitution, ainsi le dit l'article 22. Le projet de la constitution doit être basé sur les principes fondamentaux de la reconstruction nationale, et les résultats acquis pendant la période de tutelle politique.

Le projet sera rédigé par le Yuan législatif, qui à tout moment pourra le porter à la connaissance du peuple de façon qu'on puisse l'adopter et l'appliquer en temps voulu.

7) Après promulgation de la constitution, le peuple exercera la puissance souveraine. L'article 24 déclare que le pouvoir central politique sera remis à l'Assemblée nationale, au nom de la nation. Cette assemblée aura vis-à-vis du gouvernement central, le droit d'élire et de révoquer les fonctionnaires ainsi que le droit de légiférer et le droit de referendum à l'égard des lois du pays.

L'article 14 stipule que les représentants seront directement élus par le peuple par circonscriptions de districts. Chaque district où le gouvernement autonome a été formellement établi, aura le droit d'élire un représentant du peuple pour organiser l'assemblée nationale, afin de participer à la politique du gouvernement central.

Donc le peuple du district exercera directement, si le district est autonome, les quatre droits directs du peuple.

8) Le jour de la promulgation de la constitution, la

reconstruction du gouvernement national est accomplie (article 25).

La constitution une fois établie et le but de la révolution réalisé, la dictature du parti nationaliste n'a plus de raison d'exercer la tutelle politique ; donc cette étape sera aussi supprimée au moment de la mise en vigueur de la constitution. Le but de la révolution qui est d'établir un vrai système démocratique sera réalisé grâce aux expériences de cette longue période de préparation et d'essais qu'on appelle la tutelle politique.

9) Quelques problèmes intérieurs et extérieurs et les quatre grands besoins du peuple.

I. — Article 2 stipule que l'approvisionnement, l'habillement, le logement et les moyens de communication sont essentiels pour la subsistance du peuple.

II. — Le problème sur l'instruction du peuple.

L'article 3 déclare que le gouvernement doit instruire le peuple et l'initier à la politique pour qu'il puisse exercer son droit de vote, son droit de révocation des fonctionnaires, son droit d'initiative et son droit de referendum.

III. — Le problème extérieur.

L'article 4 avait déclaré que la constitution est le problème de la nation à l'intérieur.

A l'extérieur, le gouvernement a le devoir de se défendre contre les agressions impérialistes. En même temps, il doit réviser tous les traités déjà conclus avec les divers Etats étrangers, dans le but d'arriver à des traités égaux et d'obtenir l'indépendance de notre pays, selon l'équilibre international.

10) Quelques points concernant les principes économiques et les principes publics.

L'article 10 fixe le règlement au préalable de la valeur de la propriété foncière privée dans chaque district au commencement de son autonomie. Il ajoute que si la valeur déclarée de la propriété augmente soit à cause de l'amélioration par le public, soit à cause de la politique, soit à cause des progrès de la société, le surplus reviendra alors à la communauté de la population, au gouvernement du district, et non au propriétaire.

Faisant suit à l'article 10, l'article 11 dit que le revenu annuel des terres, l'augmentation de la valeur des propriétés, la production des terrains publics, les produits des montagnes, des forêts, des lacs, des mines et des forces hydrauliques appartiennent au gouvernement local qui en profite pour entreprendre des travaux publics, c'est-à-dire des travaux d'intérêt public.

Si la relation des finances du district, article 12 indique que les budgets locaux, les richesses naturelles et les entreprises ne couvrent pas les dépenses, le gouvernement central lui viendra en aide. Les revenus seront partagés en parties égales entre le gouvernement central et le gouvernement local.

Article 13 déclare que les gouvernements provinciaux des districts doivent participer aux charges financières du gouvernement central et lui envoyer une contribution annuelle pour ses dépenses. Le montant qui ne pourra être inférieur à 10 % ni supérieur à la moitié du revenu annuel du gouvernement local sera fixé par le représentant du peuple.

II. — Question des contrôles et des examens des fonctionnaires.

L'article 15 déclare que tous les fonctionnaires candidats soit du gouvernement central, soit du gouvernement provincial ou du district doivent subir des examens et doivent être contrôlés par le gouvernement central.

12) Avant la promulgation de la constitution, les présidents des cinq Yuans sont nommés et révoqués par le président de la République sous les ordres duquel ils sont (article 21).

SECTION II

LOI ORGANIQUE DU GOUVERNEMENT NATIONAL 8 OCTOBRE 1928 AN XVII

Le gouvernement actuel est établi par la loi organique du 8 octobre 1928, il siège à Nankin.

La loi organique du gouvernement national de la république chinoise a été promulguée par le parti Kuo-min-tang. Ce parti nationaliste qui existe depuis quarante ans est considéré comme le parti national parce qu'il a fondé la république chinoise par ses actions. En ce moment cependant, il est déjà dans la période de la tutelle politique suivant son programme et ses méthodes dont nous avons déjà parlé dans le chapitre précédent.

Le préambule de cette loi organique indique très clairement ses buts caractéristiques. Le parti Kuo-min-tang de Chine fonde la république sur le Triple Démisme et les cinq pouvoirs constitutionnels insus de la révolution.

Nous nous trouvons, après la période militaire dans la période de tutelle politique. Le minimum de sa durée

est fixé à six ans, le programme semble réalisé entièrement. Le projet de constitution est voté par le Yuan législatif, l'Assemblée nationale va être convoquée prochainement. Alors le pouvoir politique sera remis au peuple qui l'exercera lui-même.

La charte de cette loi constitue le gouvernement sur les principes des cinq pouvoirs.

La république chinoise est fondée par le parti Kuo-min-tang. C'est le point qu'il faut bien marquer. Nous examinerons successivement :

I. — *La dictature du Kuo-min-tang*

Le gouvernement national est établi, dirigé et contrôlé bien entendu par le parti Kuo-min-tang car le Kuo-min-tang seul est maître du peuple, il a été chargé de reconstituer la patrie à la suite d'un grand mouvement révolutionnaire.

Donc, pour que le Kuo-min-tang puisse exercer la dictature provisoire du parti sur le gouvernement, les membres les plus importants du gouvernement national sont nommés par le Kuo-min-tang.

Nous étudierons successivement les organismes du gouvernement (la loi organique se compose de 48 articles).

Le gouvernement national adopte le régime collégial (articles 1, 2, 3), de cette loi. Le pouvoir de gouverner le pays appartient au gouvernement national seul. Il commande les forces terrestres, navales et aériennes, déclare la guerre, négocie la paix et conclut les traités; accorde l'amnistie, la grâce générale ou spéciale, enfin accorde des sursis et restitue les droits civiques.

II. — *La présidence du gouvernement national* *d'après les articles 8 et 9*

Le président du gouvernement se place à sa tête, dont il représente le gouvernement pour recevoir les diplomates étrangers, et assiste aux cérémonies internationales; il est commandant en chef des armées de terre et de mer et de l'air, il préside aussi le conseil d'Etat. Malgré le régime collégial, le président jouit cependant de quelques pouvoirs spéciaux dans la mesure où ils peuvent être utiles à la nation. Lorsque le président ne peut, pour quelque motif, accomplir ses fonctions, le président du Yuan exécutif le remplace (article 10).

III. — *Le Conseil d'Etat*

Au-dessous du président se trouve un Conseil d'Etat qui dirige les affaires nationales (article 11). Il se compose des conseillers ou commissaires du gouvernement au nombre de douze à seize membres (article 6) ; il est présidé également par le président du Gouvernement. C'est le Gouvernement qui décide des affaires nationales à la suite des discussions et des délibérations du Conseil d'Etat.

L'intervention du Conseil d'Etat est toujours nécessaire et empêche tout acte personnellement arbitraire des autorités (articles 12 et 13).

IV. — *La séparation des cinq pouvoirs* (article 5)

Le Gouvernement se compose de cinq pouvoirs ou conseils :

Le Yuan exécutif,
Le Yuan législatif,
Le Yuan judiciaire,
Le Yuan d'examen,
Le Yuan de contrôle.

Le président et le vice-président de cinq Yuans seront choisis parmi les conseillers d'Etat du Gouvernement national, ce qui signifie que le Conseil d'Etat se compose principalement d'hommes compétents dans les affaires publiques (article 7).

Les cinq pouvoirs sont séparés, mais sur la base de l'égalité entre eux, ils peuvent être en contact afin de maintenir l'unité de la politique générale du pays.

A) Le Yuan exécutif.

Le Yuan exécutif est l'organe exécutif supérieur du Gouvernement national (article 15) et il a à sa tête un président et un vice-président du Yuan exécutif (article 16). Lorsque le président ne peut pour une cause quelconque exercer ses fonctions, il est remplacé par le vice-président (article 14). Le président est chargé d'organiser les ministères et de nommer les commissions destinées à examiner certaines matières administratives déterminées (article 17).

Les ministères du Yuan exécutif ont à leur tête un ministre et deux vice-ministres ; l'un pour les affaires politiques et l'autre pour les affaires administratives. Les différentes commissions comportent chacune un président et un vice-président nommés et révoqués sur la proposition du président du Yuan législatif par le gouvernement national (article 18).

L'Assemblée du Yuan exécutif est composée du président et du vice-président du Yuan, des ministres et des présidents des commissions ; elle est présidée par le président du Yuan (article 21).

Le projet de loi de budget, les projets d'amnistie, les négociations de paix, la conclusion des traités et autres questions internationales importantes sont soumises à l'Assemblée du Yuan exécutif pour être ratifiés par le Yuan exécutif.

La nomination et la révocation des hauts fonctionnaires, et les questions qui ne peuvent être résolues par l'accord des différents ministères et des différentes commissions du Yuan exécutif sont soumises à l'Assemblée du Yuan exécutif, ainsi que toutes les questions que le président du Yuan exécutif estimera devoir soumettre à l'Assemblée du Yuan exécutif (article 22).

L'article 23 déclare que les différents ministères et les différentes commissions du Yuan exécutif peuvent publier des décrets en conformité avec les lois.

L'organisation du Yuan exécutif, de ses différents ministères et de ses différentes commissions est établie par la loi.

B) Le Yuan législatif est l'organe suprême de législation du gouvernement national (article 25). Il se compose de 49 à 99 membres nommés par le gouvernement national (art. 27) pour une durée de deux ans (article 28). Il a un président et un vice-président (art. 26). Sa compétence porte sur la législation, le budget, l'amnistie, la déclaration de guerre, les négociations de paix, la conclusion de traités et d'autres affaires importantes (article 25).

Le Yuan législatif vote les lois et il exerce presque la même fonction que le parlement dans d'autres pays, mais le Yuan législatif est un organe gouvernemental et non un organe représentatif du peuple.

Enfin, les membres du Yuan législatif ne peuvent être en même temps fonctionnaires dans les administrations du gouvernement central ou du gouvernement local (article 29).

Le Yuan législatif est présidé par le président du Yuan législatif (article 30). Les décisions prises par le Yuan législatif sont promulguées par décisions du Conseil d'Etat (article 31).

L'organisation du Yuan législatif est établie par la loi (article 32).

C) Le Yuan judiciaire est le plus haut organe judiciaire du gouvernement national (article 33), il est compétent pour la justice, l'administration judiciaire et la discipline des fonctionnaires. Il présente aussi toutes les demandes de grâce, de réduction de peine et de réintégration dans les droits civils, au gouvernement national pour l'homologation.

La compétence du Yuan judiciaire est plus étendue et plus rigoureuse que celle du pouvoir judiciaire dans les gouvernements des trois pouvoirs.

Le Yuan judiciaire comporte un président et un vice-président, lorsque le président, pour une raison quelconque ne peut remplir sa fonction, il sera remplacé par le vice-président (article 34).

L'organisation du Yuan judiciaire est établie par la loi (article 36).

D) Le Yuan d'examen est l'organe supérieur d'exa-

men du gouvernement national (article 37). Il est chargé d'examiner et de classer les fonctionnaires. Aucun fonctionnaire ne peut être nommé que conformément aux lois après avoir été examiné et classé par le Yuan d'examen.

Le Yuan d'examen comporte également un président et un vice-président et lorsque le président ne peut remplir ses fonctions, il sera remplacé par le vice-président. Comme pour les autres Yuans (article 38), l'organisation du Yuan d'examen est établie par la loi (article 40).

Ce système est assez particulier, mais il existe chez nous depuis longtemps; nous voulons que le pouvoir d'examen soit indépendant à côté du pouvoir exécutif. Son but est de chercher un remède à la corruption ou à l'incapacité des fonctionnaires, c'est le seul moyen d'éprouver les capacités des citoyens chargés d'exercer les fonctions publiques et de recruter des fonctionnaires honnêtes choisis parmi les citoyens les meilleurs et les plus capables.

E) Le Yuan de contrôle.

Le Yuan de contrôle est l'organe suprême de contrôle du gouvernement. Il est chargé de la discipline administrative supérieure, il exerce suivant la loi les poursuites contre les fonctionnaires de toutes espèces convaincus de fautes graves dans l'exercice de leurs fonctions; il est chargé aussi de la vérification des comptes (article 41). Le Yuan comporte un président et un vice-président ; lorsque le président ne peut pour un motif quelconque remplir ses fonctions, il sera remplacé par le vice-président (article 24). Le Yuan comprend dix-neuf à vingt-neuf membres, nommés par le gouvernement pour assurer le fonctionnement normal du Yuan de contrôle; on

leur a accordé d'une part le privilège de l'inamovibilité et d'autre part des fonctions spéciales et déterminées par la loi (article 43 et la loi du 3 septembre 1929).

L'assemblée du Yuan de contrôle est composée de ses membres et présidée par son président (article 44), mais les membres du Yuan ne peuvent exercer concurremment aucune fonction dans d'autres organismes gouvernementaux centraux ou locaux. L'indépendance du pouvoir de contrôle est une chose dont on reconnaîtra l'excellence incontestable (article 45), l'organisation du Yuan de contrôle est établie par la loi (art. 74).

Une surveillance des fonctionnaires et des finances du pays est indispensable; là où cette surveillance existe, aucune affaire ni aucune personne ne pourront plus y échapper. La création du Yuan de contrôle est une grande précaution d'un sérieux avantage de la constitution des cinq pouvoirs.

V. — *La liaison des pouvoirs*

Nous avons déjà vu que la séparation des cinq pouvoirs maintient l'équilibre entre les diverses autorités et assure l'unité de la politique générale.

Les articles 20, 35, 39 et 46 nous montreront que tous les Yuan du gouvernement, sauf le Yuan exécutif lui-même, peuvent présenter au Yuan législatif des projets de loi sur les matières de leur propre compétence.

Les ministres du Yuan exécutif peuvent, en cas de besoin assister aux séances du Conseil d'Etat, à celles du Yuan législatif; quand leur présence est requise sur ce point notre régime gouvernemental a les avantages du régime parlementaire sans en avoir les inconvénients (article 19).

VI. — *La responsabilité du gouvernement*

Sous le régime de dictature du Kuo-min-tang, le gouvernement est constitué et surveillé par le parti, il est responsable vis-à-vis du parti.

L'article 13 déclare que toutes les lois promulguées par le Conseil d'Etat et tous les mandats issus en vertu d'une décision du Conseil d'Etat seront signés par le président du gouvernement national et contresignés par un président du Yuan du pouvoir compétent.

L'article additionnel déclare que la présente loi entrera en vigueur le jour de sa promulgation (article 48).

CHAPITRE IV

LES PARTIS POLITIQUES ACTUELS DANS LA NOUVELLE CHINE

Nous avons vu que la Chine est en proie aux luttes politiques depuis l'établissement de la République jusqu'à aujourd'hui. Nous ne voulons pas seulement réclamer l'indépendance complète vis-à-vis des pays étrangers, mais encore réaliser la démocratie à l'intérieur pour y fonder une nation puissante et solide. Malheureusement, l'application entière de la démocratie de type européen produit des difficultés et des troubles incessants. En effet, la Chine est trop grande et son caractère est trop spécial pour qu'on puisse y mettre en pratique le régime politique d'autre pays.

Le mouvement révolutionnaire dure depuis quarante ans. A la lumière de ces expériences, on a reconnu la nécessité de rétablir la prospérité de la nation, ce qui rétablira en même temps son unité intérieure et permettra la création d'un Etat fort ; c'est le seul moyen de sauver la patrie en danger contre les agressions de notre grand ennemi le Japon.

Le mouvement politique tend à la réalisation de la civilisation moderne. L'insuffisance de la civilisation

chinoise à côté de la civilisation étrangère se remarque surtout, en ce qui concerne les sciences et les machines. La révolution chinoise s'inspire d'une pensée nouvelle; elle veut adapter la civilisation ancienne à la civilisation moderne et orienter ainsi la jeune Chine vers le progrès dans le cadre national.

Le mouvement des partis en Chine a pris naissance dans le parti Kuo-min-tang dont l'histoire se déroule au cours de ces quarante dernières années. Nous en avons déjà parlé. Il forme une organisation rigoureuse; il adopte une politique de démocratie socialiste moderne à l'intérieur et pacifique à l'extérieur. Il joue cependant un rôle considérable et a une influence prépondérante. Le gouvernement actuel avance étape par étape vers la réalisation de ses plans, et la période de tutelle politique touche à sa fin. On espère bien que le gouvernement pourra passer bientôt de la période d'éducation à la période constitutionnelle.

Un moment donné, en dehors de ce parti, il y avait encore deux autres partis qui subsistaient péniblement.

Dans certains milieux, pendant une courte période, parmi des étudiants chinois en Europe, il y avait le parti de la jeune Chine qui était dirigé par quelques professeurs de l'Université de Pékin (Pékin est l'ancienne capitale de la Chine, il se nomme aujourd'hui Peiping). Le mouvement du parti de la Jeune Chine à l'époque contemporaine a commencé à se manifester en 1923, dans un groupe d'étudiants chinois à Paris, pour faire de la propagande révolutionnaire en Europe.

Le parti de la jeune Chine fut officiellement créé le 12 décembre 1923 à Paris, le 10 octobre 1924 le mouvement a commencé à faire de la propagande parmi le peuple

chinois sur la terre natale à Shangaï, mais le mouvement a eu très peu de succès parmi l'immense majorité des étudiants dans les diverses provinces et dans les grands centres.

Actuellement, le parti de la jeune Chine fait encore un peu de bruit, mais en réalité sa force est bien faible tant dans la politique que dans le public. Au cours de la dernière année, l'invasion et l'occupation de tout le territoire de la province de Mandchourie a été suivie le 28 janvier 1932 par le débarquement de l'armée japonaise à Shangaï et le bombardement de Nankin. Du 20 au 28 janvier a lieu la sanglante bataille de Shangaï, l'agresseur ne cesse de progresser; la situation est de plus en plus grave. Le gouvernement fait appel aux divers chefs politiques disant que la coopération est nécessaire entre les différents partis. La trêve des partis est établie. Depuis ce temps-là, le parti de la Jeune Chine est resté très calme, il tend à la coopération avec le parti Kuo-min-tang.

Il y a encore un autre parti : le parti communiste. Son histoire en Chine est très courte et il ne date que d'une quinzaine d'années, mais il a une influence beaucoup plus considérable que celle du parti de la Jeune Chine ; c'est parce qu'il s'appuie sur l'aide de la Russie soviétique et encore parce que les communistes ont déclaré qu'ils viendraient au secours des pauvres paysans dans leur misère, les petits cultivateurs sont écrasés par un impôt très élevé; de plus, l'invasion du marché national par les denrées agricoles des pays étrangers a provoqué un effondrement des cours des produits indigènes et poussé l'économie rurale vers la ruine. Grâce à ces faits, la propagande du parti communiste a facilement

réussi. Un nombre considérable d'agriculteurs devinrent partisans des idées communistes.

Le communisme était l'origine des révolutions d'Allemagne, de Hongrie, de Turquie, d'Italie, de Russie (où se poursuit actuellement la réalisation de la nouvelle politique économique). Pour échapper à une atmosphère pleine de terre rouge, les nations européennes avaient déjà vigoureusement combattu l'invasion bolchevique. Les soviets n'eurent alors plus d'autre ressource que de se tourner vers l'Extrême-Orient.

Mais le projet des soviets était impossible à réaliser au Japon à cause des précautions et des mesures très strictes prises par les autorités japonaises.

Dès 1920, la troisième Internationale envoya le secrétaire général de la section d'Extrême-Orient en Chine pour instaurer un mouvement communiste national à (Pékin) Peiping. M. Li ta choa et M. Chen ton chiu s'étaient engagés dans le parti communiste. Ils fondèrent une cellule autonome la même année à Shanghaï ; un peu plus tard, en 1920, une autre organisation fut créée par les communistes chinois et elle reçut le nom de Jeunesse socialiste puis de Jeunesse communiste en 1922. En 1923 fut organisé le secrétariat de coopération des travailleurs à Shanghaï. C'est le commencement d'un grand mouvement chez les travailleurs, car toutes les organisations de travailleurs en relations avec les communistes étaient dirigées par eux.

Le 20 janvier 1924, à Canton, dans la première assemblée générale des délégués du Kuo-min-tang, Sun Yat Sen présenta sa proposition concernant l'admission des communistes dans le Kuo-min-tang.

Au cours de 1926, le gouvernement du Kuo-min-tang

à Canton organisa l'expédition militaire contre les militaires du Nord; elle obtint les succès prévus et conquit plusieurs provinces et la capitale Pékin, mais le gouvernement fut transféré de Canton à Han-kéou; le parti communiste tua au nom du gouvernement des partisans fidèles du Kuo-min-tang, sous prétexte de réprimer des menées contre-révolutionnaires et organisa des troupes rouges d'ouvriers et de paysans dans la province de Hou-nan et Hou-peï. Le Kuo-min-tang proclama, au moment de son importante victoire militaire, la rupture avec les communistes et décida de les abattre à la suite de la découverte de leurs nombreuses intrigues.

Le 8 avril 1927, ce fut la chute du quartier général des communistes à Han-kéou, Nan-chang, Shanghai, Nankin, Canton et Peiping.

Enfin eut lieu la rupture des relations diplomatiques avec la Russie soviétique en raison de l'émeute de Canton, relations reprises par le gouvernement de Nankin.

La lutte intérieure dans le parti communiste se produit ensuite, il se sépare en deux ailes, la gauche et la droite. Cette dernière, sous la direction de Tchen tou Chieu, soutient la démocratie dans le parti et s'oppose à la dictature et aux principes de l'insurrection générale des ouvriers et des paysans. Sur l'ordre de Moscou, cette aile droite est expulsée du parti communiste par la troisième Internationale, à cause de ces divergences d'opinion, la gauche, au contraire, prétend continuer l'émeute et la terreur rouge en Chine.

La République chinoise soviétique socialiste fut créée le 7 novembre 1931, près de la frontière de la province de Kiang-si, elle établit pour sa capitale la ville de Jui-kin.

Les troupes gouvernementales ont repris la lutte avec les communistes. Des opérations se sont poursuivies au cours de cinq périodes en usant de forces armées importantes.

Le 2 novembre et le 5 décembre 1934, le journal « Le Petit Parisien » nous apporta la nouvelle que les troupes gouvernementales auraient enlevé aux troupes rouges Kou-Cheng, à la frontière Fou-kien et du Kiang-si à mi-chemin entre Chang-tin et Jui-kin capitale soviétique du Kiang-si qui aurait déjà été évacuée par les communistes.

Ces divers partis ont grandement perdu de leur influence grâce aux mouvements actuels de la nouvelle Chine devant le régime des cinq pouvoirs constitutionnels. Seule la situation du Kuo-min-tang est très claire. Il a en réalité une grande place et une grande force parmi le peuple. Il ne faut pas oublier non plus que la Chine est provisoirement sous la dictature du Kuo-min-tang. Au printemps de 1926, le gouvernement de Canton fut transféré à Nankin; en juillet 1927, après l'expulsion des communistes du Kuo-min-tang, il continue ses expéditions militaires jusqu'à ce qu'il occupe l'ancienne capitale Pékin.

En 1928, après l'anéantissement de la force des militaristes du Nord, le Kuo-min-tang proclama l'unification nationale en même temps qu'il déclara terminée la période des opérations militaires. C'est alors en 1927 que commença la deuxième période de la tutelle politique ou la période éducative. La Chine depuis cette époque, est soumise au contrôle du gouvernement de Nankin que dirige le parti Kuo-min-tang, car depuis juillet 1927 et après l'unification nationale, le gouvernement est tou-

jours aux mains du parti Kuo-min-tang. La Chine est soumise à une dictature provisoire, cette dictature a duré pendant la période des opérations militaires et la période de la tutelle politique en vue de concentrer les forces du pays à l'établissement d'institutions démocratiques, car, dit le Kuo-min-tang, la dictature provisoire ne ressemble pas à celle des Russes et des Italiens, ni à celle des Allemands. Il n'est pas douteux que la dictature est contraire aux principes démocratiques. A notre époque, la dictature ne peut être admise que sous certaines réserves ; on dit cependant que l'organisation de l'autonomie locale se fait assez bien pour garantir dans une certaine mesure la liberté politique malgré la dictature du gouvernement central.

De nombreuses causes ont fait naître les partis politiques, par exemple la défense religieuse raciste, la résistance à l'agression étrangère ; l'intérêt de classe ou de régions particulières, etc. Ces partis évolueront souvent d'après les circonstances, soit qu'ils créeront, soit qu'ils traverseront.

Le but des partis en général est de lutter pour le pouvoir dans le cadre du régime existant. Ils peuvent s'opposer à d'autres partis politiques. Nous citerons en Angleterre les partis Whig et Tory, aux Etats-Unis les partis démocrate et républicain, en France, il existe également de nombreux partis qui ont duré jusqu'à l'heure actuelle. Souvent un parti seul renversa avec violence le pouvoir actuel et se mit à sa place. C'est cet état de choses qui a triomphé en Italie sous la forme fasciste et en Russie sous la forme bolcheviste.

Les partis, en général, déclarent d'abord leurs buts et leurs principes et font de la propagande pour leur pro-

gramme qu'ils exposent sous son meilleur aspect parmi les masses, pour obtenir le succès de leurs candidats aux élections. Le fonctionnement de la démocratie politique ne s'exerce qu'au moyen du suffrage universel, chaque citoyen a le droit de voter, mais la puissance politique reste aux délégués du peuple.

Enfin, pour obtenir le plus grand nombre de voix qui puissent porter ses chefs au pouvoir, chaque parti est astreint à une propagande incessante pour augmenter son action et son influence sur l'opinion publique.

Car pour remporter la victoire aux élections, il a besoin de la sympathie du peuple. Il doit donc montrer qu'il travaille sincèrement et fidèlement pour la nation. Pour atteindre ses buts, il faut que le parti ait des doctrines ou une politique bien formés ou qu'il agisse au mieux des intérêts du pays. Les partis deviennent de véritables organes politiques, lorsqu'ils acquièrent dans n'importe quel état une sérieuse influence.

En général, les partis d'un pays luttent librement pour leur opinion politique. Depuis l'établissement de la dictature d'un seul parti comme en Italie, en Russie et en Allemagne actuellement, les pays sont vraiment soumis à une nouvelle forme de gouvernement, il n'est plus douteux que cette forme ne soit contraire au principe démocratique ; en Chine, à notre époque, la dictature ne peut être admise qu'avec certaines restrictions ou pour une certaine époque.

Actuellement la Chine est aussi sous le régime de la dictature, on dit que ce n'est qu'un passage provisoire et que nous arriverons bientôt à la période de constitution ; peut-être que nous réaliserons un jour la liberté politique.

La Chine à cause de sa mauvaise situation extérieure, comme nous l'avons souligné plus haut, a besoin de rétablir la paix, et le bon ordre intérieur, de sorte que la trêve des partis se réalise naturellement. Il ne faut plus revoir le désastre de la guerre civile et les partis dressés l'un contre l'autre, car alors la liberté des opinions est sans garantie ; la désorganisation de la société est sans espoir, aucun parti ne peut plus poursuivre le but du bien et du bonheur du pays, l'intérêt de chaque parti en souffre aussi.

Nous espérons d'abord que le parti communiste n'accomplira plus d'actions violentes. Nous avons tant regretté la pitoyable action de ce parti dont on comprend cependant qu'il voudrait réaliser ses rêves.

Malheureusement à l'heure actuelle, la Chine n'a pas encore besoin de pratiquer ou d'adapter de système du Bolchevisme, cette doctrine aussi bien que les autres peut être bonne pour le pays. Lorsqu'elle sera appliquée, ce sera au profit des classes des ouvriers ou des pauvres paysans, mais il est encore trop tôt, car la Chine ne peut être comparée à d'autres nations. Parmi le peuple Chinois, il n'y a presque personne qui soit vraiment riche, la grande richesse ne se trouve pas en Chine, en tous cas, la Chine est une très pauvre nation. La crise actuelle paraît sans issue. Enfin nous n'empêcherons pas au point de vue de la liberté politique, que la situation actuelle du parti communiste ne puisse plus lui garantir aucun succès. Je ne discute pas ici la question du communisme qui est en dehors de notre sujet. Nous désirons avant tout la réorganisation intérieure de la nation chinoise pour qu'elle puisse résister aux menaces de guerre et même résister à l'agression extérieure.

Notre plus grand ennemi, le Japon, nous a appris bien des choses ; depuis quelques années, combien d'exemples ne nous a-t-il pas donnés ? La paix serait le rêve pour nous, mais la sécurité n'est pas assurée ; notre pays est toujours en danger, le désarmement n'est qu'un idéal mensonger. C'est vrai que la Chine a trop le caractère pacifique. C'est ce caractère qui est cause de nos malheurs, hélas ! Les provinces ont été occupées sans résistance de notre part et sans effort de la part de nos ennemis ; enfin la paix n'existe pas, les pactes sont devenus des chiffons de papier, la force militaire est toujours maîtresse de tout. La crise morale du pays est de plus en plus grave. Devant cette horrible situation et pour rendre à la Chine son indépendance, il n'y a qu'un seul moyen, c'est de réarmer la nation entière ; peut-être serons-nous amenés ainsi au niveau des autres nations à être en équilibre avec elles. Nous travaillons pour l'unification à l'intérieur, pour l'amélioration entre les groupes ou les partis qui dirigent la défense des classes, dans les régions particulières, chaque parti peut défendre les intérêts du pays, donc l'unification de la nation ne peut être réalisée que pendant la période de constitution. Bien sûr, la liberté de la politique sera garantie par la constitution, elle sera pour nous, la grande lumière qui conduit la nation dans le vrai chemin, vers la paix. Elle assurera la sécurité de la nation et améliorera la fâcheuse situation extérieure, car les partis de Chine, au cours de cette dernière guerre à Shanghai ont bien vu le peuple verser son sang pour sauver sa chère patrie. Enfin, on a compris ce qui est le plus important et par quel moyen on peut sauver la Chine ; il s'agit seulement de concilier et d'allier les divers partis, la révolution et la guerre

civile mettent la nation en danger et peuvent la mener à sa fin. Par conséquent la trêve des partis est nécessaire ; même le gouvernement actuel du parti Kuo-min-tang pensait qu'il n'y a que la trêve pour faire cesser le conflit à l'intérieur. Par exemple, en France, depuis la Journée émouvante du 6 février 1934 à Paris jusqu'au 4 novembre, un cabinet collectif fut dirigé par l'ancien président, M. Doumergue. Mais la demande de réforme de l'Etat et de revision de la Constitution fit échouer la cause du gouvernement. Donc à l'heure actuelle et presque partout, on entend parler de la crise du régime politique. Par la trêve des partis et la conciliation entre les divers partis on pourra peut-être réaliser le désir de paix et la sécurité en même temps que l'unification de la nation.

La volonté du peuple doit être solidement établie ; ensuite la démocratie sera véritablement accomplie et la souveraineté perdue restituée à la nation chinoise.

Nous travaillons pour la paix et l'unification réelle à l'intérieur en sacrifiant notre intérêt particulier à la paix et à l'égalité de la nation pour l'amélioration de la situation de la Chine actuellement, et ensuite pour arriver à la paix et à la sécurité du monde entier.

TROISIÈME PARTIE

ÉTUDE SUR LE PROJET
DE LA CONSTITUTION CHINOISE
DU YUAN LÉGISLATIF (16 OCTOBRE 1934)

TABLEAUX SCHÉMATIQUES DONNANT LA STRUCTURE
DU PROJET DE CONSTITUTION

*Explication du projet de la constitution chinoise
du Yuan législatif*

Ces tableaux faciliteront l'explication de ce projet de la constitution, cette politique présente sous une forme nouvelle un régime spécial ; on peut dire que cette institution publique est nouvelle à côté de la constitution européenne, mais à côté de la Chine, elle n'est qu'un renouvellement. En effet, nous retrouvons déjà dans le passé ces deux pouvoirs de contrôle et d'examen qui vont exister concurremment avec les trois autres pouvoirs. Les cinq pouvoirs, lorsqu'ils fonctionnent n'ont pas les mêmes effets que les trois pouvoirs. Voici les deux tableaux :

1° Les trois pouvoirs dans les pays étrangers :

cinq éléments	{	1 : pouvoir exécutif	1	}	trois pouvoirs
		2 : pouvoir d'examen.			
		3 : pouvoir législatif	2		
		4 : pouvoir de contrôle.			
		5 : pouvoir judiciaire	3		

2° Les trois pouvoirs dans la constitution coutumière de l'ancienne Chine.

Le pouvoir de l'empereur s'exerce sur :

cinq éléments	{	1 :	le législatif.	}	1
		2 :	l'exécutif.		
		3 :	le judiciaire.		
		4 : Le pouvoir d'examen . .	2	}	s'exercent concurrentement
		5 : Le pouvoir de contrôle.	3		

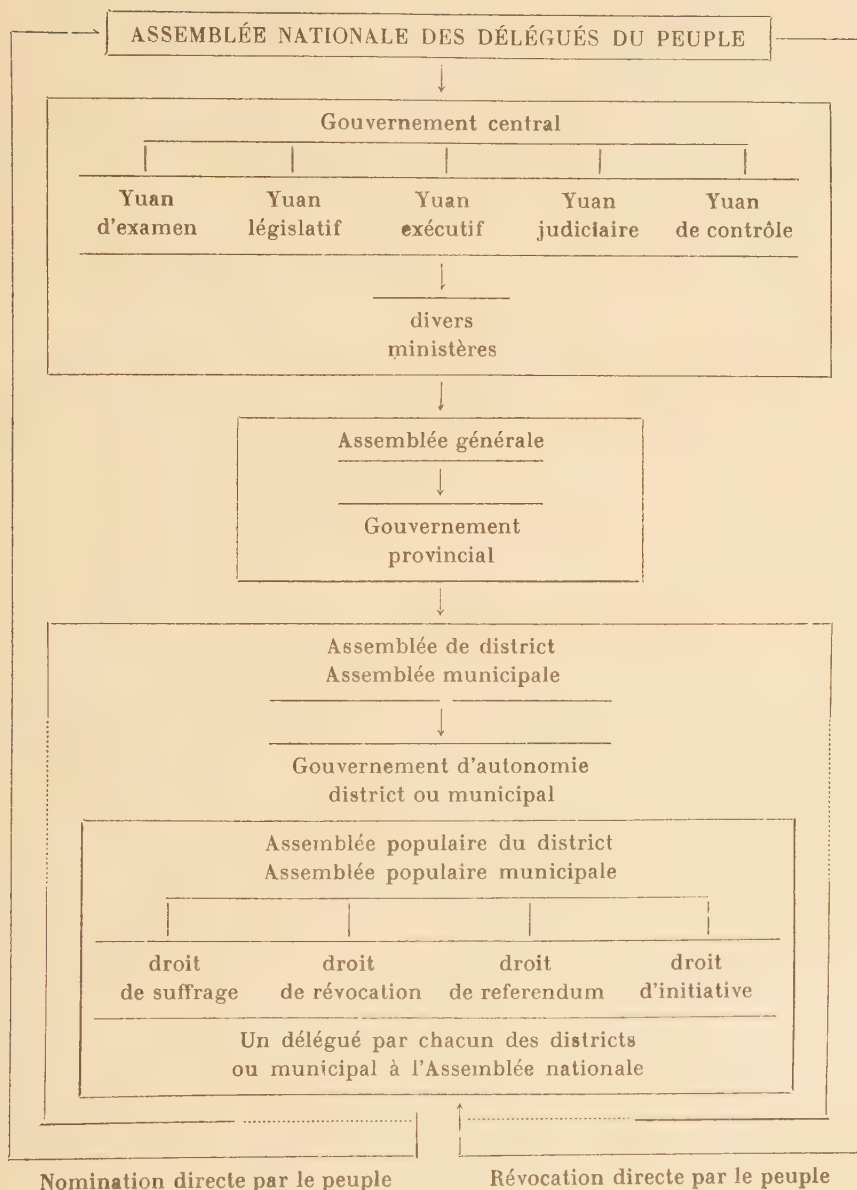
3° Pour rechercher les avantages, pour éviter tous défauts et inconvénients, pour renouer la tradition sous une forme nouvelle, le projet de la constitution du Yuan législatif se présente de la manière suivante :

La puissance du gouvernement s'exerce par :

cinq pouvoirs	{	1 : Le pouvoir exécutif.
		2 : Le pouvoir législatif.
		3 : Le pouvoir judiciaire.
		4 : Le pouvoir d'examen.
		5 : Le pouvoir de contrôle.

Dans ce nouveau régime le pouvoir du gouvernement doit être soumis à la puissance souveraine du peuple ; cette puissance se manifeste par quatre droits directs : le droit de suffrage, le droit de révocation, le droit de referendum et le droit d'initiative. Sun Yat Sen avait

ORGANISATION COMPLÈTE DE L'ÉTAT



dit : « Le gouvernement est comme une machine dont la puissance du peuple est le conducteur » ; donc le pouvoir gouvernemental est la conséquence de la puissance du peuple par suite de la théorie fondamentale du démisme. De là la distinction entre la puissance souveraine du peuple et le pouvoir de diriger du gouvernement (article 117-30 du projet de la constitution).

4° La puissance du peuple et le pouvoir du gouvernement.

les droits	{	1 : droit de suffrage universel.
du		2 : droit de révocation.
peuple		3 : droit de referendum.
		4 : droit d'initiative.
le pouvoir	{	1 : pouvoir exécutif.
du		2 : pouvoir législatif.
gouvernement		3 : pouvoir judiciaire.
		4 : pouvoir d'examen.
		5 : pouvoir de contrôle.

La puissance du peuple aura comme instrument pour la nation entière une Assemblée nationale des délégués du peuple (art. 27) qui sera l'organe suprême de la nation, le pouvoir central sera exercé par un gouvernement central, les ministres seront soumis au seul pouvoir exécutif. Les différents organismes seront en liaison (art. 123 et art. 128) ; ce tableau va comprendre le gouvernement du district et le gouvernement municipal qu'on appelle la base gouvernementale de l'autonomie. Entre eux et le gouvernement central se place un intermédiaire, le gouvernement provincial, dont la région ou local, qui n'est pas organisé en districts, sera soumis à la même autorité que le district (art. 27). Voir le tableau précédent.

CHAPITRE PREMIER

LE PROJET DE LA CONSTITUTION DU YUAN LÉGISLATIF DEVANT LA PROCHAINE ASSEMBLÉE NATIONALE

Il y a des années, la théorie du triple démisme et du régime des cinq pouvoirs de la constitution a été proposée par le chef du parti Kuo-min-tang. Les lois organiques du gouvernement national actuel ont été adoptées par la commission exécutive centrale du parti Kuo-min-tang. Ces lois étaient inspirées par le principe du triple démisme et des cinq pouvoirs. On a jugé nécessaire d'établir la constitution des cinq pouvoirs et de former le peuple à l'exercice de ses droits politiques, dans l'espoir que dans l'avenir, le gouvernement constitutionnel pourra remettre les pouvoirs à la nation.

Le programme du parti Kuo-min-tang avait fixé un minimum de six ans pour l'accomplissement de la période de tutelle politique, depuis le 8 octobre 1928 jusqu'à nos jours à peu près. Au bout de six ans à peine le Yuan législatif a dû rédiger le projet de la constitution dans son rapport aux commissions politiques du gouvernement central. Nous y avons vu que l'assemblée sera convoquée en mars 1935 et le projet de la constitution du

Yuan législatif doit être déposé et voté par elle. C'est sur l'ordre des commissions politiques que le Yuan législatif doit préparer le projet. A cet effet une commission constituante fut convoquée le 20 janvier 1933. Elle fut présidée par le président du Yuan législatif et 42 commissaires constituants furent choisis parmi les législateurs du Yuan législatif, elle fixa tout de suite les matières de la constitution (du 23 février au 27 avril 1933) et les mit à l'étude. Du 1^{er} mai au 16 novembre 1933, elle discuta le premier projet ; à partir du 30 novembre jusqu'au 23 février 1934, la commission se réunit 21 fois pour terminer le premier projet de la constitution ; puis elle le publia pour consulter l'opinion du peuple.

Enfin la commission termina ses travaux vers le 28 février 1934.

Le 22 mars 1934, trente-six législateurs furent nommés pour la révision du premier projet de la constitution ; leur assemblée était présidée par le législateur M. Fou. Il avait étudié le projet article par article. La révision fut votée après huit réunions continues ; puis après neuf réunions de la totalité des membres du Yuan législatif la révision du premier projet de la constitution a été enfin rédigée.

Le premier projet de révision fut repris par l'Assemblée du Yuan législatif qui avait été convoquée pour le 14 septembre 1934. Le 12 octobre, après des réunions successives de la 3^e assemblée (N^o 66, 68, 69, 70, 71, 72 et 73), le 2^e projet fut voté en deuxième lecture puis le 16 octobre 1934 (réunion n^o 76) le projet fut voté en troisième lecture.

Depuis la préparation de ce projet jusqu'au jour du vote il s'était passé presque un an. Il est évident que la

Chine à cause de sa fâcheuse situation extérieure et sous la menace de l'agression du Japon, par suite aussi de l'inquiétude à l'intérieur, a besoin d'une constitution simple, originale, pratique et facile. La constitution est faite par l'homme, elle doit se plier aux circonstances qui changent périodiquement ; si nous disons que la constitution doit être simple, c'est pour qu'elle soit facilement comprise par la plus grande partie du peuple ; originale, c'est que mise au point elle ne doit avoir ni l'inconvénient d'être trop théorique ni trop pratique, c'est-à-dire qu'elle ne doit être basée ni sur une simple théorie ni sur un idéal irréalisable. Enfin facile, c'est que sa mise en vigueur ne doit rencontrer aucune difficulté. Bien que la loi constitutionnelle ne puisse être votée que pour un certain temps, dès qu'elle est rédigée elle doit être appliquée pour servir au développement et aux intérêts du pays.

Le projet de la constitution est basé sur les théories générales de M. Sun Yat Sen. Ces théories toutes scientifiques ont besoin pour être appliquées de s'affirmer dans des institutions positives.

Si on ne trouve pas le moyen de les mettre en pratique la constitution ne se réalisera pas.

Ce régime, à strictement parler, est la seule doctrine du parti Kuo-min-tang. Son institution positive, après avoir été mise en pratique, sera comme la puissance de la nation qui émane du peuple, car les délégués de l'Assemblée nationale seront nommés ou révoqués par l'Assemblée populaire du district ou l'Assemblée populaire municipale, c'est-à-dire directement par le peuple. Ce régime est proposé par le chef du parti Kuo-min-tang et rédigé par le dictateur du parti Kuo-min-tang,

mais la constitution, si un jour elle est mise en pratique, s'exercera sur la base de la doctrine démocratique. Nous allons étudier successivement les divers organismes et les différentes catégories de gouvernement dont la base est le gouvernement de district ou le gouvernement municipal. Comme le projet de la constitution nous l'indique, le district est l'unité de l'autonomie locale. Le parti Kuo-min-tang ne sera plus dictateur.

D'ailleurs le parti Kuo-min-tang déclare lui-même que la dictature du parti n'est que provisoire pendant la période de tutelle politique du programme du parti Kuo-min-tang.

Le régime sera mis en pratique si on juge qu'il est intéressant et soutenable pour le pays. Bien sûr, par suite d'expériences acquises, ces formules subiront des changements. Pour le moment ce régime convient à la Chine seule, mais peut-être qu'il aura une valeur universelle après avoir été appliqué en Chine.

Avant la session de la prochaine assemblée nationale, nous pouvons toujours donner un avis. Les projets seront certainement susceptibles de changement dans la forme, quoique pour le fond le régime essentiel doive rester immuable. Nous avons déjà dit que ces textes étaient déposés par le Yuan législatif devant le public pendant un certain temps, pour consulter l'opinion. Les journaux et revues avaient publié de nombreux articles rédigés sur ces divers sujets par les citoyens chinois ; on a vu aussi qu'entre le premier projet et celui qui a été voté le 16 octobre 1934 sur les matières mêmes de la constitution il y avait de grandes différences ; certainement qu'entre temps le Yuan avait bien étudié ce projet et adopté les meilleures parmi les opinions populaires.

Le gouvernement actuel est contrôlé jusqu'à présent par le parti Kuo-min-tang. Au sujet de la situation de ce parti nous pouvons dire qu'il est organisé presque partout dans les villes et même dans les campagnes ; car ce parti depuis 1928 a fait une propagande publique dans toutes les provinces et tous les districts au point de vue de l'éducation populaire. Le parti Kuo-min-tang y a institué des leçons spéciales pour instruire les petits écoliers sur la doctrine du triple démisme de Sun Yat Sen. Cette doctrine depuis 1928 a une tendance nationaliste et populaire. En réalité si la doctrine est affirmée par la plus grande partie du peuple, si on estime qu'elle a beaucoup de valeur, si, une fois réalisée dans le pays, elle amène une grande prospérité et beaucoup de bien, son application peut être considérée comme un nouveau régime du pays.

Le projet va être remis bientôt à l'Assemblée nationale ; nous allons voir quel en sera le résultat.

Nous étudierons dans la section suivante la puissance souveraine et le pouvoir gouvernemental.

SECTION I

PRINCIPE DE L'EXERCICE DE LA PUISSANCE SOUVERAINE DU PEUPLE

Pour que le peuple puisse exercer la puissance souveraine il faut qu'il réalise certaines conditions : D'abord le peuple doit avoir une expérience et une éducation politique suffisantes ; d'autre part il doit posséder un esprit démocratique et social bien développé. Au cours de la

période éducative le peuple avait reçu une certaine instruction pour l'aider à exercer la puissance souveraine. Ce régime comporte quatre droits par lesquels s'exerce la puissance souveraine.

Comme le projet l'avait indiqué dans son article 115, le district est l'unité d'autonomie locale. Le peuple exercera lui-même les quatre droits directs de la puissance souveraine.

Mais la puissance souveraine n'est pas suffisamment garantie par l'autonomie locale, car la loi a été fixée pour réaliser un vrai régime politique démocratique ; donc la puissance du peuple sera assurée par une Assemblée nationale. Les membres de cette Assemblée seront les délégués du peuple, ils seront élus directement par chacun des districts (articles 27 et 29). Dans ces conditions, le gouvernement central sera confié à l'Assemblée nationale, l'Assemblée nationale contrôlera le gouvernement central par le moyen des quatre droits directs (art. 32) de même que le peuple contrôle le gouvernement local (art. 117).

Dans ce projet on a posé le droit direct pour les gouvernements locaux et le système de délégation au gouvernement central, mais le peuple jouira du droit de révoquer ses délégués (art. 30) ; enfin il n'exerce ses deux autres pouvoirs que dans le district.

L'Assemblée nationale dans son organisation et ses pouvoirs ne ressemble pas à un parlement, car en elle coexistent en même temps les droits directs et la délégation.

Le peuple ne pourra faire tout, il confie une partie de sa puissance à ses représentants ; c'est ce que Montesquieu a déjà observé.

La puissance populaire sera exercée directement au moyen des quatre droits mais au commencement certains tempéraments sont indispensables pour réaliser les buts du régime. L'inexpérience politique du peuple occasionnerait peut-être des inconvénients et ferait obstacle à la constitution ; qu'on se rappelle la Révolution française qui nous a vraiment donné un bon Conseil.

En fait de droit politique dans les pays étrangers le peuple n'a en général que le droit de suffrage ; parfois, il a le droit d'initiative et le droit de referendum, mais l'application de ces derniers droits est peu étendue et très rare. Actuellement pour les quatre droits directs du peuple, surtout pour le droit de révocation des fonctionnaires nous allons presque dans l'inconnu. Pour travailler à leur réalisation il faut que nous trouvions le moyen de donner au peuple le temps de s'inspirer du triple démisme et de la doctrine des cinq pouvoirs afin de réaliser vraiment la théorie démocratique. Si nous voulons appliquer complètement cette théorie, il faut d'abord essayer de la fortifier, car la démocratie moderne à notre époque est encore très faible.

L'application du droit de révocation dans le projet portera sur les agents élus ou non élus et même sur les hauts fonctionnaires. Le président du Yuan exécutif sera aussi responsable devant le président de la République et le Yuan de contrôle (art. 59 et 98).

Ce droit sera exercé par l'Assemblée nationale sur le président de la République et sur les présidents des quatre Yuan (du Yuan législatif, du Yuan judiciaire, du Yuan d'examen, du Yuan de contrôle (art. 32, 45) ; les hauts fonctionnaires des ministères sont responsables devant le président de la République (art. 59) et le Yuan de con-

trôle (art. 98). Le pouvoir exécutif sera chargé d'assurer ces fonctions et sera contrôlé par le président de la République (art. 44).

Les délégués de l'Assemblée nationale seront élus et révoqués directement par l'Assemblée populaire du district (art. 30, p. 1) à raison d'un délégué à l'Assemblée nationale par chaque district (art. 27, p. 1).

Les fonctionnaires non élus ne peuvent être révoqués par le peuple que d'une façon indirecte. Le Yuan de contrôle sera évidemment compétent pour le contrôle de cette matière, que nous étudierons plus tard dans le chapitre 4 de la section du Yuan de contrôle.

SECTION II

PRINCIPE DE L'EXERCICE DU POUVOIR DIRIGEANT DU GOUVERNEMENT

Le régime moderne des cinq pouvoirs assurera l'exercice du pouvoir gouvernemental ; il sera le moyen de le consolider et de réaliser le but définitif de la constitution qui est la puissance souveraine du peuple.

Le progrès des idées générales, c'est-à-dire de l'opinion publique de la société, est une question très importante. Nous avons parlé dans la deuxième partie de la situation actuelle de notre pays. Le peuple vit la plus grande partie dans une grande pauvreté, car la vie économique populaire est restée misérable ; elle a besoin d'un développement général, il faudra un grand effort pour arriver à l'indépendance économique pour améliorer la vie populaire et pour rendre le peuple capable de diriger le gou-

vernement. Lorsque le peuple aura vraiment reçu une certaine éducation civique pendant la période de tutelle politique, cette éducation aidera à l'amélioration de la politique générale du pays. Au contraire si le peuple est ignorant des choses publiques il ne pourra jamais utiliser sa propre puissance souveraine.

Enfin si le peuple est incapable il sera bien difficile d'assurer la direction du gouvernement.

L'éducation est aussi nécessaire au peuple que la vie matérielle ; il faut chercher le moyen de la lui donner. Bien entendu l'éducation civique n'a encore duré que quelques années ; elle n'est peut-être pas suffisante pour que le peuple, instruit de ses droits et de ses devoirs, puisse en faire usage et exprimer librement et en connaissance de cause ses opinions publiques. Ce sont les imprimés publics, les revues, les journaux qui représentent le mieux l'opinion publique. Ils seront comme les instruments de transmission des idées populaires. Si le peuple arrive à se servir de ces instruments avec discernement, il sera bien capable de prendre la direction du gouvernement et le gouvernement sera fondé sur la base la plus solide.

En vue d'un gouvernement fort, il faut strictement exiger d'abord le respect réciproque, indispensable entre les citoyens et le gouvernement, car si le gouvernement viole la loi, ou fait un usage nuisible de la liberté et du droit du peuple, il est responsable sérieusement devant le peuple et sans excuse (art. 26).

La séparation des pouvoirs est claire et simple ; les cinq Yuan sont indépendants les uns des autres ; ils exercent les pouvoirs suivant leur compétence ; on évitera ainsi tous les conflits entre les pouvoirs. L'idée de

ce régime de la séparation des pouvoirs est basée sur l'équilibre des forces politiques plutôt que sur la nature des fonctions qui vont être distribuées suivant leur qualité.

Nous allons voir dans le chapitre quatre de ce travail que les divers ministères appartiennent tous au seul organisme du Yuan exécutif qui exercera les fonctions exécutives dans n'importe quelle matière. Les divers organismes ne dépendront donc pas toujours de leur Yuan direct, par exemple le ministère de la justice ne sera pas subordonné au Yuan judiciaire, le contrôle des comptes ne sera plus dépendant du ministère des finances, ce sera un département du Yuan de contrôle (art. 101).

La future constitution est fondée sur la démocratie ; la puissance de la nation émane du corps du peuple tout entier, mais le peuple ne peut s'occuper directement de tout, en raison de son incapacité relative et du nombre de la population ; ce serait impossible en Chine surtout. Il faut revenir au système de la délégation à une Assemblée nationale pour que celle-ci fasse ce que le peuple ne peut pas faire lui-même, car l'Assemblée nationale sera déléguée par le peuple et établie sur la confiance du peuple. Elle sera fortement organisée et les membres délégués seront chargés des affaires qui intéressent le pays. Ces délégués seront contrôlés particulièrement par le peuple de leur district natal qui les a élus ; d'autre part les délégués du peuple seront chargés d'un contrôle direct du gouvernement, ils devront exercer le pouvoir de contrôle comme si le peuple se contrôlait lui-même.

Le Yuan exécutif est un organe un peu spécial dans la fonction du gouvernement. Le Yuan de contrôle est

un pouvoir gouvernemental qui exerce une fonction spéciale dans certains cas ; par exemple la révocation des ministres, ou celle du président du Yuan exécutif qui ne sont pas soumises à l'Assemblée nationale. On peut constater qu'il est en quelque sorte un organe auxiliaire de l'Assemblée nationale.

Quand le statut des fonctionnaires sera sérieusement établi et strictement appliqué, une garantie légale sera nécessaire aux magistrats publics car les magistrats doivent être assurés d'une stabilité solide et suffisante pour pouvoir rester en dehors de tous les troubles et de toutes les influences, et pour conserver l'indépendance de leurs fonctions.

En ce qui concerne le droit de révocation populaire, il y a un groupe d'opinion qui veut réclamer une limitation de ce droit ; il ne s'exercerait que par suite d'une procédure ; d'autres auteurs affirment que la méfiance du peuple seul sera suffisante pour qu'on puisse intenter une action en révocation. Nous allons étudier tout cela plus tard dans notre conclusion.

Le gouvernement doit être composé de gens capables ainsi que les circonstances l'exigent. Car, pour garantir et pour assurer le bon fonctionnement des affaires publiques les fonctionnaires doivent être recrutés par le moyen d'examens qui prouvent leurs vraies capacités avant leur entrée en fonctions ; c'est ce que le Yuan d'examen va consacrer dans notre future constitution. Il est évident que selon les lois il y aura des cas spéciaux qui nécessiteront un travail spécial, mais en tout cas ce seront seulement les personnes les plus capables qui mériteront de s'occuper des affaires de la nation et sauront rendre à la communauté les services nécessaires.

L'idéal politique de Sun Yat Sen montre que la théorie du recrutement des agents publics ne devra jamais s'appuyer sur l'idée du partage égal des capacités dans la masse du peuple.

Pour assurer le bon fonctionnement et réaliser les vrais pouvoirs du gouvernement, le peuple doit d'abord avoir confiance dans ses agents publics puis respecter absolument le gouvernement. La séparation des divers organes est chose à la fois essentielle et nécessaire. Afin qu'un gouvernement ait un bon fonctionnement il faut d'abord qu'il soit fondé sur une Assemblée nationale qui soit véritablement déléguée par le peuple ; elle pourra diriger les affaires du peuple quand le recrutement et la révocation des fonctionnaires seront comme une machine conduite directement par le conducteur, c'est-à-dire par le peuple, car le peuple doit être puissant et capable. Dans le cadre de la démocratie moderne on créera ainsi un système tout à fait nouveau.

CHAPITRE II

LE FONCTIONNEMENT

DE LA PUISSANCE SOUVERAINE DU PEUPLE

On peut diviser le fonctionnement de la puissance souveraine du peuple en organisation de la puissance souveraine d'une part, et en attribution de ses divers organes populaires d'autre part. La première a trait aux deux droits que le peuple va exercer directement sur les délégués populaires et la deuxième aux deux droits dont l'exercice est réservé au gouvernement central par le mode indirect, au gouvernement du district par le mode direct. Pour ces divers droits le peuple aura à jouer un rôle sous une double forme. Nous allons en examiner successivement les détails.

SECTION I

L'ORGANISATION DE LA PUISSANCE SOUVERAINE

L'idée de souveraineté populaire qui s'exprime d'après la théorie directement par le vote et la volonté de la nation avait été maintenue depuis son origine jusqu'à

nos jours dans le système représentatif. Le peuple n'a que le droit d'élire directement ou indirectement les organes de représentation ; et aussi un certain nombre d'agents ou de corps qui n'ont pas le caractère représentatif. M. L. Duguît dans son ouvrage *Traité de droit constitutionnel* (volume IV, p. 1) maintient cette opinion.

Dans la future constitution chinoise le projet de la constitution du Yuan législatif a déclaré dans son article 27 : l'Assemblée nationale est composée par des membres délégués ; ils sont élus par chaque district ou municipalité à raison d'un délégué chacun. Le très remarquable article 28 indique le mode d'élection par le suffrage universel secret. L'article 30 fixe strictement les mesures à prendre lorsqu'un délégué, soit manque à son devoir, soit viole la loi. Il sera révoqué par le district qui l'avait élu. Ces articles assurent au peuple l'exercice de sa puissance et de ses droits populaires.

Selon les lois, les délégués du peuple exerceront réellement leurs droits dans une région déterminée du territoire entier du pays. Ils seront chargés également de la puissance souveraine en vue du contrôle des fonctionnaires et des actes du gouvernement.

Dans le régime des cinq pouvoirs, les quatre droits sont issus de la puissance souveraine. Nous avons déjà dit que l'Assemblée nationale exercera la puissance souveraine du peuple par l'intermédiaire des délégués populaires. D'autre part le peuple exercera son pouvoir directement par l'assemblée du district et de la municipalité (art. 118-126). Dans ce système on peut diviser les assemblées en deux sortes : l'une l'Assemblée indirecte des délégués du peuple, l'autre l'Assemblée directe du peuple lui-même. Il serait impossible que les masses du

peuple exercent la puissance souveraine vis-à-vis du gouvernement, dirigent les affaires publiques, autorisent les fonctionnaires. Elles confient leur puissance à leurs délégués pour faciliter l'action pratique. Ce régime ressemble beaucoup par la forme au régime représentatif, mais en réalité par le fond il est différent, car le délégué est responsable vis-à-vis de ses électeurs (art. 30).

L'exercice du pouvoir dans l'Assemblée populaire du district ou de la municipalité se présente sous une forme bien plus facile, car le peuple réside dans le district ou la municipalité, il en est le citoyen. Dans ces conditions une assemblée de citoyens dans un petit territoire déterminé pourra se réaliser d'une façon très intime. Si on trouve dans le district que l'assemblée populaire est un peu trop nombreuse, on peut la diviser en quelques sections pour que le peuple puisse facilement et sans obstacle réaliser sa puissance souveraine.

D'après le projet du Yuan législatif, l'Assemblée nationale est un corps souverain. Les délégués restent en fonction pendant quatre ans (art. 30), mais ils sont responsables devant le district qui les a élus, car ils sont simplement les délégués du peuple. Si pendant la durée de leur mandat ils manquent à leurs fonctions ou violent les lois, ils seront révoqués par le district. Nous avons déjà dit que si dans un petit territoire déterminé le peuple est puissant, il sera très facile à l'assemblée populaire du district d'exercer le contrôle sur ses délégués à l'assemblée nationale. Dans ce cas le délégué du peuple ne ressemblera pas à un député à la Chambre.

Nous étudierons séparément les diverses assemblées indirectes en suivant :

1° *L'Assemblée nationale*

L'assemblée nationale sera composée par les délégués du peuple (art. 27) à raison d'un délégué élu par chaque district. Lorsque la population du district dépasse 300.000 habitants, autant de fois il aura 500.000 habitants autant il y aura de délégués.

Le local autant qu'un district doit se conformer aux lois (art. 27, p. 1).

Le nombre des délégués des assemblées populaires de la Mongolie, du Thibet et des colonies est en conformité avec les lois (art. 27, p. 2, 3).

A l'assemblée nationale, le peuple participera aussi à la politique gouvernementale, le district autonome étant la base de l'élection des délégués.

Le régime électoral dans cette constitution sera fondé sur l'intérêt du peuple entier. Il ne favorisera ni tel groupe, ni telle profession, ni tel milieu. Les délégués doivent être choisis parmi les hommes les plus capables et les plus énergiques et pouvoir réellement exercer la fonction d'un bon délégué du peuple. L'article 30, p. 1, stipule que le délégué du peuple doit être responsable sérieusement devant le peuple électeur de son district ; le peuple exerce lui-même et directement le droit d'élection et le droit de révocation sur les délégués de son district (art. 27, p. 1 et 30, p. 1). Le système électoral sera le suffrage universel direct secret (art. 28). Pour être délégué de la République il faut être citoyen de la République chinoise et avoir vingt ans accomplis. Le citoyen ayant vingt-cinq ans accomplis pourra être élu lui-même délégué à l'Assemblée nationale (art. 29).

L'assemblée se réunira tous les deux ans ; la durée de la session sera d'un mois ; en cas de nécessité, elle peut être prolongée d'un mois encore (article 31).

L'assemblée nationale peut être convoquée sur l'assentiment d'un quart de ses délégués (art. 31, p. 1).

Les pouvoirs de l'assemblée nationale sont les suivants :

1) Election du président et du vice-président de la République, du président du Yuan législatif, du président du Yuan de contrôle, des membres du Yuan législatif, des membres du Yuan de contrôle ;

2) Révocation du président et du vice-président de la République, du président du Yuan législatif, du président du Yuan judiciaire, du président du Yuan d'examen, du président du Yuan de contrôle, des membres du Yuan législatif, des membres du Yuan de contrôle ;

3) Initiative des lois ;

4) Referendum des lois ;

5) Révision du droit constitutionnel ;

6) Et l'autre pouvoir conféré par le droit constitutionnel.

a) La garantie de la fonction de délégué du peuple (art 33) déclare que le délégué à l'assemblée nationale n'est responsable en dehors de l'assemblée ni de ses paroles ni de ses votes dans l'assemblée ; l'article 34 ajoute que les délégués de l'assemblée nationale ne peuvent pas pendant la durée de la session être arrêtés ou emprisonnés sans l'approbation de l'assemblée à laquelle ils appartiennent.

b) La question de l'organisation pendant la session.

L'assemblée nationale pourra nommer des commissions de différents genres pour examiner ou discuter certaines questions. Les commissions présenteront le résultat de leurs délibérations à l'assemblée nationale.

c) Un secrétariat sera constitué en vue des travaux quotidiens ou documentaires. Cette institution sera chargée de convoquer les sessions ordinaires et les sessions extraordinaires ; elle se trouvera évidemment sous la direction de l'assemblée, selon le règlement de l'assemblée. Le secrétariat peut rester en fonctions pendant la clôture de l'assemblée. Le projet de la constitution sur ces divers points n'est pas encore fixé.

Le Yuan de contrôle collaborera avec l'Assemblée nationale dans l'exercice du droit de révocation ; l'article 100 déclare que la proposition de révocation du président et du vice-président de la République, du président du Yuan législatif, du président du Yuan judiciaire, du président du Yuan d'examen et du président du Yuan de contrôle doit être présentée devant l'assemblée nationale. Pendant la clôture de l'assemblée, les délégués du peuple doivent demander, conformément aux lois, que soit convoquée une assemblée nationale extraordinaire pour décider de la proposition de révocation.

La censure est toujours faible dans les pays modernes, surtout en ce qui concerne les hauts fonctionnaires. Pour que le gouvernement soit fort et capable, il importe, d'après l'article 100, que l'assemblée puisse le soutenir et en même temps exercer sur lui une surveillance réelle par l'entremise du Yuan de contrôle qui devra remplir ses fonctions en toute indépendance. Les inconvénients de la surveillance des hauts fonctionnaires disparaîtront par ce fonctionnement du nouveau régime.

2° *L'Assemblée générale de la province*

Dans les projets de la constitution concernant les provinces une assemblée générale de province a été prévue, mais le gouvernement provincial n'a pas de qualité autonome ; il est simplement composé d'une Assemblée de délégués de la province. Les fonctions de cet organe sont beaucoup plus limitées que celles de l'Assemblée nationale, ce n'est que l'organe de la province, et il se place entre le gouvernement central et le gouvernement de la base autonome du district ou de la municipalité pour servir de liaison entre eux. La raison pour laquelle la province n'aura pas d'organisme jouissant de la puissance souveraine vis-à-vis des autorités provinciales est donnée par le programme de la reconstruction nationale (art. 18). Pour réaliser la vraie démocratie, il sera plus prudent de faire exercer le droit direct par le peuple. On se servira donc le moins possible des organismes de délégation pour que les intérêts généraux du pays soient respectés et pour atteindre à la véritable souveraineté du peuple. L'administrateur de la province ne jouira du droit parfait comme le district ni dans ses fonctions ni pour résoudre les questions de la province. Elle aura une Assemblée générale qui sera composée de délégués des districts à raison d'un délégué par chaque district. Le délégué sera élu par l'assemblée du district et l'assemblée municipale. La durée de son mandat est de trois ans ; s'il est réélu il pourra rester en fonctions (art. 110). L'assemblée générale se réunira une fois par an, la session durera un mois ; en cas de nécessité, on pourra convoquer une assemblée extraordinaire (art. 111). Les

pouvoirs de l'assemblée générale sont énumérés ci-dessous :

1) La proposition des budgets du gouvernement provincial au gouvernement central ;

2) La proposition des projets de loi de la province au Yuan législatif ;

3) Le vote pour conformer les lois avec les disciplines et les règles provinciales ;

4) La proposition des améliorations et du renouvellement de l'administration des provinces respectives au Yuan législatif ;

5) La proposition de révocation des fonctionnaires de la province au Yuan de contrôle ;

6) L'examen du rapport du président de la province ;

7) La proposition de toutes affaires et projets concernant la province au président de la province (art. 112) ; enfin l'organisation de l'assemblée générale, l'élection et la révocation des membres de l'assemblée générale de la province sont établies par la loi (art. 113).

3° L'Assemblée populaire du district et de la municipalité

L'Assemblée de district et l'Assemblée municipale

Dans le district et dans la municipalité il y aura une double organisation : 1° L'Assemblée populaire de district ou de la municipalité ; c'est véritablement une organisation de la puissance souveraine du peuple dans laquelle les quatre droits du peuple seront fixés par la loi de reconstitution nationale (art. 9). Ce sera la base

essentielle de la démocratie. Cette Assemblée sera composée par tous ceux qui ont la qualité de citoyens dans le district (art. 118 et art. 127).

L'article 117 est très remarquable. Il déclare que le peuple du district doit jouir de l'autonomie ; il doit selon les lois exercer les pouvoirs de referendum et d'initiative, il peut élire et révoquer le président et les autres fonctionnaires du district. L'Assemblée des délégués du district ou de la municipalité qui est encore un autre organisme dans le projet de la constitution du Yuan législatif (art. 118 et art. 126), les membres de l'assemblée des délégués du district sont élus par l'assemblée populaire du district. La fonction des membres de l'assemblée populaire du district a une durée de trois ans ; si le membre est réélu, il pourra rester en fonction mais l'assemblée municipale est renouvelée d'un tiers chaque année d'après l'article 119. L'assemblée du district se réunit tous les six mois, la durée de la session est d'un mois ; en cas de nécessité, on pourra convoquer une assemblée extraordinaire. Les pouvoirs de l'assemblée du district sont énumérés ci-dessous :

- 1) Le vote des articles du budget et le contrôle des comptes définitifs du district ;
- 2) Le vote des impôts par suite de l'augmentation des charges du trésor du district ;
- 3) Le vote concernant la gestion des propriétés du district et la disposition de ces propriétés ;
- 4) Le contrôle des finances du district ;
- 5) Le vote des règlements et des disciplines du district.
- 6) La proposition concernant les améliorations et le

renouvellement de l'administration du gouvernement du district ;

7) Le vote des rapports du président du district ;

8) Les demandes concernant toutes les affaires par le président du district (art. 120).

L'organisation de l'assemblée du district et de l'assemblée municipale, l'élection et la révocation des membres de l'assemblée du district sont établies par la loi (art. 124, 129).

Quand le chiffre de la population atteint au moins 63.800 on pourra convoquer une assemblée populaire de district ou assemblée populaire municipale ; le chiffre de la population dans la province de Kiang-si atteint 568.760 habitants. Le seul moyen de convoquer l'assemblée populaire est de diviser le district par sections en procédant le même jour à tous les scrutins sous la direction de l'assemblée populaire. Un bureau ou secrétariat permanent est nécessaire pour conserver les documents, examiner les projets présentés par des citoyens et pour diriger les travaux préparatoires à la délibération de l'assemblée.

La convocation de l'assemblée sera faite deux fois par an à date fixe. En cas de besoin, on pourra convoquer une session extraordinaire sous certaines conditions. La session ne dure que quelques jours ou même un seul jour dans la semaine.

La division du district en sections, division dont nous avons déjà parlé, est publiée dans les journaux ou les revues. Les villes, les communes ou les campagnes formant deux ou trois sections selon le nombre de leurs habitants, cette division sera fixée dans chaque district

par la loi locale ; cette organisation facilitera beaucoup l'appel des citoyens dans les diverses sections. Un organe fondamental comme l'autonomie du district est nécessaire pour que le citoyen soit capable d'exercer la puissance souveraine.

SECTION II

LES DROITS DU PEUPLE SOUVERAIN

L'article 9 du programme de la reconstruction nationale déclare que le citoyen du district complètement autonome a le droit d'élire et de révoquer directement les fonctionnaires, ainsi que le droit de légiférer et le droit de referendum : ce sont les quatre droits du peuple. Ces droits dans le futur droit constitutionnel seront comme les organes de direction des différents gouvernements et comme les éléments de la vraie puissance souveraine du peuple. Nous allons examiner séparément en suivant :

I. — *Le droit de suffrage politique*

C'est le suffrage universel sous certaines conditions d'âge, de domicile, de dignité ou de capacité. On ne tiendra pas compte du degré d'instruction ou même de sexe, sinon ce serait le suffrage restreint dans le pays. Aujourd'hui on ne trouve plus dans les pays démocratiques d'arguments en faveur du suffrage restreint car celui-ci reflète toujours la politique d'un certain milieu. La nouvelle constitution chinoise sera donc basée sur le suffrage universel sans distinction des sexes (art. 19). Les modes

de suffrage sont distincts : 1) direct ou indirect ; 2) public ou secret ; 3) uninominal ou par scrutin de listes ; 4) majoritaire ou proportionnel. Ces quatre points seront examinés successivement :

A) Suffrage direct ou suffrage indirect.

Quand le suffrage est direct les électeurs nomment les représentants sans intermédiaires.

Le suffrage indirect a souvent deux degrés, ou bien les électeurs d'un premier degré désignent des électeurs qui au second degré nommeront des représentants, ou bien ils seront appelés eux-mêmes au deuxième degré pour procéder à l'élection définitive.

Evidemment en Chine on préfère le mode de suffrage direct comme l'article 180 l'a exposé ; mais si l'on tient compte du but électoral, il semble bien que l'élection indirecte soit préférable, car le choix des masses est très peu éclairé encore. Ainsi M. L. Duguit (T. II, p. 563) déclare que dans un pays où l'instruction est peu développée, il sera prudent d'établir le suffrage à deux degrés ; il ajoute que depuis la suppression des inamovibles, le Sénat français n'a pas un niveau intellectuel supérieur à celui de la Chambre des députés (T. II, p. 562).

Dans notre constitution on nomme les délégués de l'assemblée nationale au moyen du suffrage direct ; le peuple exerce lui-même le droit d'élection directe dans le district et dans la municipalité, tandis que les membres du Yuan de contrôle, les membres du Yuan législatif, le président et le vice-président de la République, le président du Yuan législatif et le président du Yuan de contrôle sont élus par l'assemblée nationale (art. 32, p. 1). Les membres de l'assemblée générale de la province sont

élus par les membres de l'assemblée du district et de l'assemblée municipale (art. 110) ; ces deux procédés peuvent être considérés comme une élection indirecte pour la raison que le peuple ne peut exercer ses droits directement ; les droits d'élection directe du peuple s'exercent seulement pour les délégués à l'assemblée nationale, il est donc logique que le délégué soit responsable devant le district ou la municipalité qui l'a envoyé à l'assemblée nationale. Le peuple exerce aussi ses droits dans le district pour l'élection des membres de l'assemblée de district ou l'assemblée municipale ; ces membres sont chargés des affaires et des règlements qui relèvent de l'autonomie de leur district ou municipalité.

B) *Public et secret.*

Montesquieu avait défendu la théorie de la publicité de vote ; il la considérait comme le fondement de la démocratie (*Esprit des lois*).

Mais le vote public ne garantit pas aux électeurs l'indépendance absolue, car les électeurs qui ont été achetés votent suivant leurs engagements ; mais si le vote est strictement secret sans que l'électeur puisse rien craindre pour sa situation, ce même électeur qui s'était engagé envers un candidat à la délégation ou qui avait été acheté votera selon sa conscience. Le secret du vote a donc un double avantage : 1° réduction du nombre des bulletins nuls et 2° affaiblissement notable des influences particulières sur la décision des électeurs. C'est le système adopté en Angleterre, en Belgique, en Australie, en France. Il a été adopté également en Chine par la loi du 29 juillet 1913 et même dans le dernier projet de la constitution du Yuan législatif (art. 28).

C) *Uninominal ou de liste.*

Pour faciliter les opérations électorales, il faut diviser les régions en un certain nombre de circonscriptions, dans lesquelles on adopte soit le scrutin uninominal soit le scrutin de liste. Le scrutin est uninominal quand l'assemblée des électeurs ne nomme qu'un représentant ; chaque bulletin de vote ne contiendra donc qu'un seul nom. Si la circonscription électorale est plus vaste, elle a droit à plusieurs représentants et les électeurs inscrivent sur leurs bulletins de vote autant de noms qu'il y a de députés à élire, les bulletins renferment dans ce cas une liste de noms, c'est ce qu'on appelle le scrutin de liste.

Pour la délégation nationale, notre constitution va adopter le régime du scrutin uninominal (art. 14). Le programme de la reconstruction nationale stipule (art. 27, p. 1) que chaque district a le droit d'élire un délégué pour organiser l'assemblée nationale, le même principe s'appliquera dans l'assemblée de district et l'assemblée municipale.

D) *Majorité ou représentation proportionnelle.*

La représentation proportionnelle a pour but d'assurer l'égalité entre les divers partis politiques par un nombre de représentants en rapport avec l'importance de chacun d'eux.

La représentation des minorités s'oppose à la représentation proportionnelle parce que la minorité pour être représentée doit profiter d'un nombre de sièges fixé à l'avance par la loi, la loi de la majorité qui est appliquée a reçu le nom de système majoritaire car il peut aboutir à l'élection d'une assemblée par la moitié plus

un des électeurs tandis que la moitié moins un est privée de tout représentant.

Ce système n'établit aucune équivalence entre les circonscriptions de 30.000 habitants et celles de 50.000. A partir de 50.000 habitants, chaque circonscription a un député ; c'est l'incohérence, et l'expression de la volonté nationale se trouve complètement faussée.

D'autre part la représentation proportionnelle ne donne pas seulement satisfaction au principe de justice, elle équilibre les forces du pays. La représentation proportionnelle assure également la paix.

Il semble aussi au point de vue de la souveraineté nationale que le système de représentation proportionnelle est plus juste ; ce système va assurer une représentation aux minorités mêmes, il expose la volonté du plus grand nombre et arrivera à représenter l'ensemble du pays plus exactement. En Chine on devrait essayer d'adopter le système électoral de la représentation proportionnelle peut-être en lui donnant un rôle restreint, mais le projet de la constitution du Yuan législatif du 16 octobre 1934 (art. 27, p. 1) adopte le système majoritaire, c'est-à-dire la proposition des minorités. Ce serait un danger pour le pays. Enfin le texte sera présenté à l'assemblée nationale sans doute et sur ce point il y aura certainement des changements.

E) *L'éligibilité comprend les conditions exigées pour être élu, dans la démocratie moderne, importante question, car on exige certaines qualités du candidat à l'élection.*

Dans la plupart des Etats actuels nous trouvons les conditions exigées pour être élu : a) la nationalité ; b) le domicile ; c) l'âge ; d) la profession (art. 39 et 46).

Ces conditions sont utiles, car le but de l'élection est de choisir parmi le peuple des individus aussi capables que possible d'être des fonctionnaires. L'examen est un procédé bien important pour éprouver la capacité des candidats ; ensuite on procède à une classification publique des rangs des fonctionnaires.

Le projet fixe que le candidat à la présidence du district ou de la municipalité doit subir un examen public ou classification publique (art. 122, p. 1 et art. 127, p. 1). Cet examen une fois passé suffira pour la vie. La commission du Yuan d'examen se réunira périodiquement. Les personnes capables peuvent prendre à l'avance la qualité d'éligibilité pour être candidat à la future présidence du district ou de la municipalité. Les électeurs seront librement choisis parmi les candidats éligibles ; on limitera l'éligibilité parmi la masse des citoyens. Donc le peuple du district exercera plus facilement son droit d'élection.

II. — *Le droit de révocation*

Nous pouvons traiter en deux sections l'application du principe du droit de révocation populaire :

1° Pour soumettre au vote de révocation populaire directe, un délégué de l'assemblée nationale, un fonctionnaire, le président ou un délégué à l'assemblée de district ou de la municipalité, il faudra que la procédure soit bien prudente pour éviter tout danger d'une action contraire, il faudra que la demande porte les signatures d'un certain nombre de citoyens. La majorité dans les circonscriptions de contrôle doit assurer les intérêts de la plus grande partie du peuple pour réaliser la vraie

volonté du peuple et ne pas favoriser les groupes particuliers et leurs intérêts privés, car la révocation ne servira ni l'ambition personnelle ni les profits d'un certain groupe social. Tout fonctionnaire élu peut être révoqué par un vote populaire avant l'expiration légale de son mandat électif, mais la demande signée des citoyens est indispensable. Le peuple doit en prendre la responsabilité, c'est la garantie de sa propre action, car le vote aura eu lieu et sera publié après avis motivé des décisions populaires.

L'application directe des principes du droit de révocation par le peuple du district ou de la municipalité est fixée dans le projet par l'article 30 (p. 1, art. 117).

En dehors de ces articles il y a la loi actuelle qui stipule que l'élection et la révocation du personnel des municipalités et des districts sont publiques, (19 juillet 1930 par le gouvernement national de Nankin).

Le droit de révocation des membres élus de la municipalité s'exerce sous deux formes : ou bien la commission de contrôle de la municipalité met le membre incriminé en accusation selon la loi ; ou bien un certain nombre de citoyens réclament la révocation par requête signée, cette requête est soumise à une instruction chargée d'éclaircir le cas (art. 32).

La demande de révocation ne pourra être faite que par un certain nombre de personnes équivalant à trente pour cent des citoyens qualifiés de la municipalité (art. 33) ; la commission de révocation de la municipalité est compétente pour examiner la proposition (art. 34).

Le droit de décision sur la proposition appartiendra à l'assemblée des citoyens de la municipalité (art. 32).

La demande de révocation est faite par les signataires

d'une requête à laquelle l'accusé peut également donner une réponse (art. 41).

En cas de fraude ou de procédure irrégulière, il peut soumettre la décision qui le frappe à l'appréciation des tribunaux (art. 48).

2° Les fonctionnaires ou membres du Yuan législatif, les membres de contrôle, le président et le vice-président de la République, les divers présidents des Yuan législatif, judiciaire, d'examen et de contrôle sont responsables devant l'assemblée nationale. La proposition de leur révocation peut être faite par le Yuan de contrôle (art. 32, p. 2 ; art. 98 et 99). Le président du Yuan exécutif, les ministres et d'autres fonctionnaires sont dirigés et contrôlés par le président de la République. Le président de la province est nommé aussi par le gouvernement central, il n'est responsable que devant le président de la République (art. 58 et art. 109), car le chef du gouvernement est lui-même responsable devant l'assemblée nationale. C'est assez pour garantir l'exercice des fonctions publiques.

Le Yuan de contrôle a le droit de faire une enquête sur les actes de tout haut fonctionnaire soupçonné d'avoir violé les lois ou manqué à son devoir. La révocation d'un membre de l'assemblée de la province, d'un membre du district (art. 98 et 99) ou de l'assemblée municipale peut être faite par le peuple à la condition que la demande de vote populaire soit approuvée par les censeurs chargés spécialement par le Yuan de contrôle de surveiller la province ; son pouvoir sera fixé par la loi (art. 113, 124, 129).

Les agents publics du district qui sont élus directement par le peuple pourront être révoqués par leurs

électeurs (art. 117) ; la révocation ne fait pas obstacle à la stabilité de l'administration à la condition qu'elle conserve la bonne gestion des intérêts communs et qu'elle assure l'activité régulière de la plupart des fonctions publiques.

La révocation a deux objets :

1° La garantie de la véritable puissance du peuple dont le contrôle a une force active sur le gouvernement.

Les hauts fonctionnaires, les administrateurs, les membres législateurs et les membres du contrôle ne sont pas soumis à la révocation directe du peuple.

Les membres spécialistes et chargés de travaux techniques n'y sont pas soumis non plus dans l'intérêt général.

2° Le droit de révocation personnel s'applique aux fonctionnaires ; c'est le cas le plus logique. Par exception il peut y avoir révocation collective par suite d'une action nuisible d'un corps entier qui entraînera la responsabilité de l'ensemble. Il y a des fonctions qui exigent des garanties spéciales comme la magistrature, l'armée et certaines fonctions de spécialistes.

Le projet de la constitution dans son article 100 propose une condition spéciale pour la révocation du président, du vice-président de la République, des présidents du Yuan législatif, du Yuan judiciaire, du Yuan de contrôle, du Yuan d'examen. La décision doit être prise par l'assemblée nationale ; c'est une question assez importante et on comprend pourquoi le Yuan législatif a rédigé cet article 100, mais afin de respecter la volonté générale du peuple, de révoquer le président ou quelque autre fonctionnaire devant le Yuan de contrôle, il faut

que la proposition soit faite par dix membres du contrôle et la décision prise par la moitié plus un des membres du Yuan de contrôle. C'est déjà assez sérieux, mais il faut encore que la proposition soit présentée devant l'assemblée nationale et votée par elle. Dans ces conditions, et étant donnée cette procédure de détails, il vaudrait mieux que le Yuan de contrôle ne contrôle pas, puisque l'autorité en ces matières appartient purement à l'assemblée nationale.

III. — *Le droit de referendum*

Le droit de referendum est en principe le droit que le peuple possède de participer à la législation du pays ou de la région ; son but est de corriger les erreurs et de sanctionner les lois constitutionnelles ou les lois ordinaires.

Le mode de ce droit peut se diviser en referendum consultatif et referendum facultatif. Le referendum consultatif consiste dans le fait que le parlement soumet au vote populaire le principe d'une réforme qu'il veut accomplir, le parlement légifère conformément à la volonté du pays et la loi a plus d'autorité.

Le referendum facultatif consiste dans le fait qu'un nombre minimum donné de citoyens a le droit dans un délai fixé de demander la consultation populaire. Si le nombre de signatures exigé pour le referendum n'a pas été remis dans un temps déterminé, le projet voté par l'assemblée législative devient une loi définitive. Le referendum facultatif diffère peu du vote populaire.

En Suisse, le referendum facultatif a apparu d'abord puis il se transforma en referendum consultatif. La cons-

titution fédérale et des cantons (celle du canton de Fribourg) doit soumettre au vote populaire les matières législatives ou appliquer le referendum facultatif aux lois fédérales et le referendum obligatoire aux lois des cantons.

En Allemagne, la constitution allemande de 1919 a institué le referendum facultatif pour le droit constitutionnel et pour les lois ordinaires. On y a recours sur la demande de certains citoyens ou par suite du droit de referendum du président du Reich ; mais certaines restrictions s'imposent sur quelques catégories de lois, par exemple le budget et les impôts et les traitements (section V, art. 73, 1919).

En Autriche, la constitution fédérale exerce aussi le droit de referendum ; une modification d'ensemble de la constitution fédérale doit avant sa promulgation être soumise au referendum de la nation entière. Il en est de même pour les modifications partielles si le tiers des membres du conseil national ou du conseil fédéral en fait la demande (art. 44, p. 2, 1920 remise 1925).

En Amérique du Nord, on a adopté unanimement le referendum constitutionnel. Il y a également lieu d'appliquer le referendum aux matières législatives ordinaires, mais pour la législation fédérale le referendum n'est ni pratiqué dans la constitution ni introduit dans la loi ordinaire.

Le referendum pratique en Suisse et en Amérique a eu un bon résultat. Généralement l'utilité du droit de referendum dépend de l'éducation politique du peuple, il faut certaines dispositions, capables d'atténuer les défauts des législateurs.

Ce régime, difficilement exercé dans les Etats moder-

nes, peut pratiquement s'appliquer aux régions que le peuple s'entendra mieux à gouverner.

Pour que le referendum soit valable, il faut que les signatures donnent un minimum de huit ou dix pour cent du nombre total des citoyens.

Dans le projet de constitution le droit de referendum du peuple ne s'applique qu'au district ou à la municipalité (art. 117), c'est-à-dire à la législation régionale ; quant à la législation centrale comme le projet de la constitution l'indique, c'est l'assemblée nationale qui a toute l'autorité, car elle exerce au nom du peuple la puissance de la nation entière.

Les principes fondamentaux pour la reconstruction nationale par l'article 23 autorisent l'assemblée des représentants du peuple à décider de la promulgation de la constitution, et à exercer le droit de referendum sur le texte d'une loi ordinaire. Dans ce cas ces droits sont exercés par l'assemblée nationale (le projet, art. 32, p. 4, 5).

Le peuple exercera le droit de referendum dans le district ou la région ; le nombre de signatures exigées sera au minimum de trente pour cent, car le but du referendum est d'obtenir l'avis sincère des citoyens ; ce minimum exigé peut empêcher l'action des groupes ou des intérêts particuliers, ou une agitation dangereuse.

IV. — *Le droit d'initiative*

Le droit d'initiative populaire permet aux citoyens de proposer un projet de loi et de le soumettre à l'approbation d'un vote populaire (constitution ou loi ordinaire) ; en général il s'exerce de deux façons : ou bien le projet

de loi est conçu en termes généraux ; il réunit un certain nombre de signatures qui obligent le corps législatif à faire la loi demandée, ou bien les citoyens rédigent eux-mêmes un projet complet et l'envoient à l'assemblée qui est tenue de pourvoir au vote populaire ; mais si l'assemblée le juge utile, elle peut présenter au peuple un contre-projet en raison des difficultés pratiques que l'on rencontre dans l'application du premier. Les principes du droit d'initiative sont plus sévères que ceux du droit de referendum parce qu'il y a plus d'erreurs à éviter. Il est possible que le projet de loi soit mal rédigé, contradictoire, inapplicable, le contre-projet remédiera à ces inconvénients.

Dans la plupart des pays actuels, l'initiative populaire est moins développée que le droit de referendum. En Amérique du nord, quelques Etats particuliers (South-Dakota) l'appliquent pour toutes les lois, mais il n'est pas pratiqué dans la législation fédérale.

En Suisse, le droit d'initiative du peuple n'existait plus depuis 1891 pour la confédération qu'en matière constitutionnelle, dans tous les cantons, sauf Fribourg qui a à la fois l'initiative législative. En Allemagne (art. 73), l'initiative populaire ne peut porter que sur un projet de loi détaillé, ce projet doit être soumis au Reichstag par le gouvernement avec avis favorable ou non.

En Autriche, la constitution sur l'initiative populaire stipule dans l'article 41 que toute proposition faite par 200.000 électeurs ou par la moitié des électeurs dans trois provinces (initiative populaire) doit être soumise au conseil national par le gouvernement fédéral pour y être discutée dans la forme réglementaire. L'initiative populaire doit être présentée sous forme de projet de loi. La

constitution prussienne stipule dans l'article 6 que la condition sur la modification de la charte est valable sur la demande d'un cinquième des électeurs. Le projet de modification ou d'abrogation d'une loi peut être déposé par un vingtième des électeurs. Pour la dissolution de la diète, le cinquième des citoyens peut déposer le projet. Tout projet doit être transmis par un ministère.

En Irlande, la constitution (art. 48) déclare que le parlement pourra organiser l'exercice d'un droit d'initiative populaire en ce qui concerne les propositions de loi ou les amendements à la constitution. S'il ne l'a pas fait dans un délai de deux ans et si soixante-quinze mille électeurs au moins en font la demande, il sera tenu d'y pourvoir ou de soumettre la question à la décision du peuple par voie de referendum.

Le droit d'initiative direct dans le projet de la constitution du Yuan législatif déclare simplement que le peuple exerce l'autonomie dans son district (art. 117) ; par la raison que le peuple est peu nombreux dans le district, il y est bien plus facile de réaliser le but de l'initiative.

Le nombre de signatures peut être valable pour un double usage.

Un projet d'initiative populaire devra naturellement être soumis à l'examen du législateur. Celui-ci peut donner son avis et il peut également présenter un contre-projet au peuple s'il le juge nécessaire et utile. La solution en ce cas sera laissée au referendum.

Le droit d'initiative dans le projet de la constitution est considéré comme une manifestation de la puissance souveraine du peuple ; il est fixé par la constitution (art. 117), mais le règlement pour l'exercice de cette puissance

ne consiste pas seulement en la réunion de nombreuses signatures. Le projet doit être déposé devant le président du district qui sera l'intermédiaire entre l'assemblée du district et le peuple du district ; un contre-projet peut être présenté par l'assemblée du district au peuple du district. En ce cas le projet de loi ne sera rédigé naturellement qu'après un referendum.

Lorsque le projet est rejeté, il ne pourra être repris que trois ans ou au minimum deux ans plus tard pour éviter les conflits et pour maintenir la paix sociale.

L'assemblée nationale des délégués du peuple dans le projet de la constitution du Yuan législatif (art. 32, p. 3) a le droit de proposer sous la forme d'initiative populaire un projet de loi centrale. Les membres de l'assemblée provinciale (art. 112, p. 3) et les membres de l'assemblée du district (art. 120, p. 5) ont également le droit d'initiative pour la proposition des règles locales.

Dans la province, il n'y a aucun droit direct du peuple, car l'autonomie n'existe que pour le district. Il est logique qu'on ne connaisse pas ces droits dans la province. Quant à ce qui concerne les lois de la province, les membres de l'assemblée du district pourront en général proposer à la province un projet de loi provincial.

La loi ordinaire sera faite par le Yuan législatif (art. 64) ; la rédaction du projet appartient aussi au Yuan législatif. L'assemblée nationale ne présente que les principes généraux. La loi peut être soumise au referendum par l'assemblée des délégués du peuple.

CHAPITRE III

SECTION I

LE PRINCIPE DES DROITS ET DES DEVOIRS DU PEUPLE

L'Etat n'a pas sur tous les individus des pouvoirs absolus, il existe un certain nombre de principes concernant la liberté du peuple. Dans une certaine mesure l'Etat ne peut pas reconnaître à la société une liberté entière, il est obligé de fixer certaines limites. Le droit privé du peuple ne doit pas être confondu avec ses droits politiques.

Le droit politique du citoyen est la puissance souveraine du peuple, le droit du peuple est simplement le droit que le peuple possède, par une limitation du pouvoir de l'Etat.

La théorie du droit du peuple était inconnue jusqu'au moyen âge et pendant la première moitié de la période moderne. Elle est apparue vers le xvii^e siècle et a été fixée d'une façon définitive au xviii^e siècle par J.-J. Rousseau, Blackstone, Voltaire. La Révolution française, qui consacra législativement les principes du « Contrat social », le fit dans la célèbre Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789.

Les droits individuels peuvent être divisés en deux grands principes :

- I) Le principe de l'égalité civile ;
- II) Le principe de la liberté du peuple.

I. — *Le principe de l'égalité civile*

Le principe de l'égalité a été proclamé par la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen en France. En Chine en 1911, la Révolution le proclame également. Le projet de la constitution du Yuan législatif déclare dans son article 8 : « Les citoyens de la République chinoise sont tous égaux devant la loi », on a créé même un chapitre spécial sur les droits et les devoirs (chap. 2) du peuple.

La pratique du principe de l'égalité du peuple porte sur quelques points importants :

a) Au point de vue de la loi civile, pénale et de la justice ;

b) Au point de vue du sexe.

(Les femmes et les hommes sont tous égaux devant la loi).

A) Au point de vue du droit du peuple (art. 19). Le citoyen de la République chinoise a le droit électoral et le droit de révocation, le droit de referendum et le droit d'initiative selon les lois. Nous avons déjà étudié en détail ces quatre droits politiques du peuple dans le 2^e chapitre.

ART. 20. — Le citoyen de la République chinoise a le droit de se présenter aux examens publics selon les lois ;

nous avons déjà dit, quelque part, que les fonctionnaires publics qui veulent être candidats à la présidence du district ou de la municipalité devront d'abord passer un examen public et être classés par le gouvernement central. Ils sont comme les candidats de leurs districts s'ils sont éligibles (art. 122, p. 2 ; art. 127, p. 2).

B) Au point de vue du devoir du peuple.

1) Egalité des fonctions publiques.

L'article 23 du projet de la constitution déclare que le citoyen de la République chinoise a l'obligation d'accepter une fonction publique s'il est nommé selon les lois ; car un fonctionnaire nommé ne peut refuser sa charge, le service public étant considéré comme un devoir du citoyen. Les citoyens capables doivent être chargés du service public pour le bien et la prospérité de ceux qui n'ont pas les mêmes dons, car les capacités du peuple ne sont pas toutes égales et il faut à la tête des affaires publiques des hommes intelligents pour qu'ils dirigent ceux qui le sont moins.

2) Egalité des charges des impôts.

Tous les citoyens sont égaux devant l'impôt. Le projet (art. 21) déclare que « le citoyen de la République chinoise a l'obligation de payer les impôts selon les lois ».

3) Egalité de la charge du service militaire.

L'article 22 déclare que le citoyen de la République chinoise a l'obligation de fournir le service militaire selon les lois. Le principe de l'égalité au point de vue du service militaire est indiqué dans ce texte, mais il n'y a pas d'indication ni sur les différences de sexes ni sur la situation des gens incapables ; on considère que tout citoyen est capable de fournir le service militaire. C'est

un principe un peu absolu mais à l'heure actuelle la Chine a vraiment besoin du service militaire de la nation entière. Depuis deux ans après la dernière guerre de Shanghai le mouvement du service militaire est de plus en plus grand. Pendant les grandes vacances, les étudiants font l'exercice durant un certain temps pour apprendre la science militaire et le maniement des armes : Même les étudiants des cours secondaires et supérieurs font des exercices volontaires. Ce n'est du reste pas là notre sujet, nous avons simplement voulu montrer ce qui s'est passé dans le pays.

II. — *Principe de la liberté du peuple*

Dans la Chine actuelle la liberté personnelle existe dans une sphère de plus en plus grande. Les bornes des droits naturels de chaque individu et la jouissance par les autres membres de la société de ces mêmes droits sont déterminés selon les lois.

La liberté peut se présenter sous plusieurs formes :

- 1) La liberté individuelle ;
- 2) La liberté de conscience ;
- 3) La liberté de la propriété ;
- 4) La liberté de réunion et d'association ;
- 5) La liberté de la presse.

1) La liberté individuelle consiste pour tout individu à aller, à rester, à partir, sans pouvoir en être empêché par d'autres personnes ; car le projet de la constitution dans son article 9 nous déclare : « Les citoyens de la République chinoise sont libres, ils ne peuvent être arrêtés,

emprisonnés, jugés ou punis que selon les lois ». Si un citoyen a été arrêté et emprisonné à cause d'un délit ou parce qu'il est suspect, l'autorité doit en dire les raisons à cette personne ou à sa famille au plus tard dans les 24 heures et renvoyer aussitôt l'affaire devant un tribunal ou une cour qui l'instruira et l'examinera. Le tribunal ou la cour peuvent sur la demande de l'inculpé ou de son parti faire dans les 24 heures remettre l'affaire entre les mains de l'autorité pour être examinée et instruite.

« Le tribunal ne peut pas refuser la demande précédente et l'autorité ne peut repousser la demande du tribunal. »

Ce texte est pour garantir la liberté individuelle et prévenir par conséquent toute fausse agitation. L'autorité locale s'exerce par la police ou par la sûreté nationale.

Depuis la révolution, la juridiction militaire produit souvent des abus jusque sur les personnes civiles. Dans le projet de la constitution du Yuan législatif, par mesure de précaution et pour éviter tous les conflits, on a inscrit un article spécial pour garantir la justice ordinaire. En voici le texte, article 10 : « La juridiction militaire ne peut juger que les militaires en service actuel ».

Enfin l'inviolabilité du domicile est sacrée ; le domicile des citoyens est libre et ne peut être envahi ni soumis à aucune perquisition, on ne peut y apposer de scellés que selon les lois.

L'article 12 : « Le citoyen de la République chinoise est libre d'élire son domicile et d'en changer sans être inquiété autrement qu'en vertu des lois ».

2) La liberté de conscience.

La liberté en matière religieuse est le droit pour tout

individu de croire ou de ne pas croire à une religion quelconque.

Le projet (art. 15) déclare que le citoyen de la République a la liberté de conscience sans restriction, sinon en vertu des lois.

3) La liberté de la propriété.

Le projet de la constitution a fixé dans l'article 17 le droit de propriété des citoyens de la République chinoise. Ils ne peuvent subir pour cause d'utilité publique ni expropriation, ni saisie publique ou privée qu'en vertu des lois.

L'expropriation ne peut se faire que sous deux conditions dans la plupart des pays : 1° de la nécessité publique légalement constatée ; 2° d'une juste et préalable indemnité. Dans notre constitution elle sera appliquée de la même façon à moins que la richesse n'empêche l'égalité de la vie nationale. En cas urgent, l'Etat peut faire des expropriations, mais il faut que les indemnités soient justes (art. 137, p. 1).

4) Liberté de réunion et d'association.

La réunion est le rapprochement momentané de plusieurs personnes dans un même lieu pour discuter ou s'entendre sur certains sujets déterminés.

L'association est un organe permanent qui réunit un certain nombre d'individus par suite d'une entente commune orale ou écrite. Le projet de la constitution du Yuan législatif pour garantir la liberté de réunion et d'association a déclaré dans son article 16 : « Les citoyens de la République sont libres de s'assembler ou de s'associer sans empêchement ni restriction autrement qu'en vertu des lois,

5) La liberté de la presse.

Depuis la révolution on ne peut pas considérer que la profession d'imprimeur soit tout à fait libre. Avant d'être imprimé, tout écrit doit passer par l'examen des censeurs ; l'autorisation est indispensable.

L'article 13 du projet de la constitution garantit la liberté d'écrire et de parler.

Le secret des lettres a également été garanti par l'article 14. Le peuple a le droit de secret pour ses lettres personnelles, sans qu'il puisse en être privé autrement qu'en vertu des lois.

SECTION II

GARANTIE DES DROITS INDIVIDUELS

Il ne suffit pas de reconnaître un certain nombre de droits aux individus, il faut encore les garantir pour les assurer contre toutes atteintes. Dans l'article 18, le projet déclare que le citoyen chinois a le droit de présenter des pétitions, d'exposer ses griefs et d'intenter des procès devant les cours de justice. L'article 24 assure et garantit la liberté des citoyens de la République, si ces citoyens ne sont pas un danger soit pour l'ordre social soit pour l'intérêt public. Les garanties données au peuple par cet article sont assez fortes. Enfin l'article 24 garantit la liberté du peuple contre les empiètements des services publics. Le texte dit que la loi ne peut restreindre le droit à la liberté du peuple de la République. Une procédure est nécessaire pour garantir la sûreté nationale, pour éviter les dangers pressants, pour soutenir

l'ordre public et pour développer le bonheur et les intérêts de la société. En ce qui concerne les fonctionnaires qui ont violé la loi, ont fait un usage nuisible de la liberté et du droit du peuple, la loi déclare qu'ils doivent subir une punition. Ils sont responsables devant le droit civil et pénal et la victime peut demander des dommages-intérêts à l'Etat et en vertu des lois dans la mesure où elle a été lésée.

CHAPITRE IV

LE POUVOIR DIRIGEANT DU GOUVERNEMENT

Nous allons étudier dans ce chapitre les différents organes gouvernementaux. Ces organes seront chargés des services publics dans leurs diverses catégories qui seront divisées en trois :

- 1) Le gouvernement central ;
- 2) Le gouvernement provincial ;
- 3) Le gouvernement local.

Le gouvernement central sera composé d'un président, d'un vice-président de la République et de cinq Yuans. Le gouvernement exercera le pouvoir central en tant qu'organe suprême de la nation entière. Il assurera la direction générale de tous les services publics dans la sphère déterminée par la constitution.

Le gouvernement provincial et le gouvernement de district ou de la municipalité seront les gouvernements locaux, sauf que le gouvernement provincial ne jouit pas de l'autonomie. Il est intermédiaire entre le gouvernement central et le gouvernement du district ou de la municipalité. L'action du gouvernement provincial est moins complète que celle du gouvernement central ; on peut dire qu'il lui est subordonné directement. Le pouvoir judiciaire et le pouvoir d'examen n'existent ni dans le gou-

vernement provincial ni dans le gouvernement de district.

Ces gouvernements seront contrôlés par la puissance souveraine, c'est-à-dire par le peuple, et surveillés par l'organe de contrôle afin de pouvoir rendre de réels services à l'intérêt public.

La division des fonctions politiques suivant le projet de la constitution du 16 octobre 1934 :

Le projet prévoit deux pouvoirs supplémentaires. De ces deux pouvoirs, l'un recrutera les fonctionnaires capables, l'autre surveillera tous les fonctionnaires. Dans tous les cadres du gouvernement, ils pourront assurer et renforcer la capacité de la classe dirigeante. Ces deux organes permettront une bonne organisation politique.

Le gouvernement sous ce régime est subordonné au peuple contrôlé par lui, ce qui évitera tout abus et assurera le bien public.

Grâce à cette organisation, le peuple sera satisfait et travaillera à collaborer avec le gouvernement pour réaliser la paix universelle et la sécurité mondiale.

Ces deux pouvoirs éviteront tout danger de troubles politiques, car ils sont simples et faciles à pratiquer. Les fonctionnaires sont pour la plupart recrutés par une nomination publique qui sera garantie par une procédure d'examen public. Par la suite, ils peuvent être privés de leur charge par une révocation publique.

Enfin le gouvernement central est basé sur les cinq pouvoirs ; ces pouvoirs sont séparés entre eux. Ce système de la constitution chinoise fondé sur une méthode technique et sur une philosophie idéale sera peut-être considéré comme le meilleur système de la démocratie moderne.

SECTION I

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Le président de la République est le chef du gouvernement central. La présidence existe sous différentes formes ; tantôt elle est remise à un homme seul, d'autres fois elle est remise à un groupe d'hommes sous la forme de collégialité. Par exemple en Suisse on a beaucoup favorisé la formule de collégialité car ce système est facile pour éviter la monarchie et empêcher le despotisme. D'autre part on dit que de placer un homme seul à la tête du gouvernement provoque des inconvénients. D'après le projet de la future constitution la présidence sera remise à une seule personne ; à la tête de la nation, comme le chef de l'Etat (art. 36), il est le représentant de la République chinoise.

Dans le projet de la constitution, l'article 44 déclare que le président de la République contrôle le pouvoir exécutif. En sa qualité de chef de l'Etat, il nomme les hauts fonctionnaires comme le président du Yuan exécutif et les ministres. Les articles 52 et 53 stipulent qu'en cas de vacance de la présidence, le président du Yuan exécutif peut remplacer le président de la République pour une période maxima de six mois. D'après les articles 56 et 59, le président du Yuan exécutif et les divers fonctionnaires sont nommés et révoqués par le président de la République. Dans ces conditions, le Yuan exécutif, quoiqu'il soit un pouvoir parmi les autres, est certainement différent des autres pouvoirs. Le président du Yuan exécutif, d'après ces articles, n'est responsable que de

vant le président de la République et devant le Yuan de contrôle.

L'article 60 déclare que le Yuan exécutif comprendra une Assemblée exécutive, il sera présidé par le président de la République. Le chef de l'Etat doit prendre toutes responsabilités devant l'assemblée nationale pour assurer (art. 45) l'exercice des fonctions publiques. Il existe donc une différence profonde entre le gouvernement des cinq pouvoirs et celui des trois pouvoirs.

Nous traiterons ici le sujet de la séparation des pouvoirs. Le pouvoir du gouvernement est l'ensemble des attributions des cinq pouvoirs et ceux-ci doivent rester nettement égaux en théorie. Si l'on admet la domination du pouvoir du Yuan exécutif il n'y aura plus séparation des pouvoirs, c'est pourquoi le président de la République doit rester en dehors des cinq Yuan égaux. La fonction du président du Yuan exécutif n'est pas comparable à celle du chef de l'Etat.

I. — La nomination, la durée des fonctions, le remplacement et diverses attributions concernant le président de la République

Le projet a donné le pouvoir de nommer le président de la République à l'Assemblée nationale. La nomination se fait au suffrage indirect par les délégués du peuple (art. 36, p. 1). L'article 48 déclare que l'élection est fixée par les lois, mais beaucoup d'auteurs ont raison de dire que le président doit être choisi directement par le peuple et que l'assemblée nationale est chargée du contrôle et doit appeler le président à remplir ses devoirs envers

l'esprit populaire. Pour un choix raisonnable nous préférons toujours le vote direct par le citoyen.

Les conditions d'éligibilité. Le projet (art. 46) déclare que les citoyens chinois âgés de 40 ans pourront être élus. L'article 47 limite cette éligibilité ; le fonctionnaire militaire ne peut, s'il n'a quitté ses fonctions, être nommé. La durée des fonctions du président de la République sera de quatre ans (art. 29). Le président de la République en entrant en fonction doit prêter serment pour s'assurer la confiance du peuple (art. 50) ; en cas d'absence du président ou d'une vacance complète de la présidence, celle-ci sera assurée par le président du Yuan exécutif (art. 51). La garantie de la fonction du président de la République est clairement définie par l'article 54. Sauf en cas de haute trahison ou de désordre à l'intérieur, le président ne peut être l'objet d'aucune accusation ou poursuite en matière criminelle, avant qu'il n'ait quitté sa fonction ou qu'il ne soit révoqué.

II. — *Pouvoirs concernant l'administration intérieure*

1) Le chef de l'Etat est à la tête de la nation, il a le pouvoir de diriger et de contrôler le pouvoir exécutif (art. 44) et la politique générale dans le pays.

2) Le président de la République promulgue les lois ; lorsque l'utilité d'une loi paraît douteuse, il pourra au besoin demander un second tour de scrutin (art. 71) ; il donne des ordres et les fait contresigner par un président du Yuan compétent (art. 37).

3) Le président de la République commande les armées de terre et de mer et de l'air dans la nation entière (art. 38).

4) Le président de la République, conformément aux lois, a le droit de déclarer l'état de siège et de déclarer sa levée (art. 41).

5) Le président, conformément aux lois, a le droit d'amnistie, de grâce, de diminution de peine ou de restitution de droits (art. 41).

6) Le président de la République, conformément aux lois, a le droit de nommer et de révoquer les fonctionnaires civils et militaires (art. 42).

7) Le président de la République, conformément aux lois, a le droit de présider les cérémonies officielles (art. 43).

III. — *Pouvoir du président de la République concernant les affaires extérieures*

1) Le président de la République représente la nation devant les pays étrangers, donc les agents des pays étrangers seront accrédités auprès de lui (art. 36).

2) Le président de la République a le droit de conclure des traités avec les autres pays. Dans la plupart des pays le corps législatif a un droit d'intervention plus ou moins efficace ; il s'agit du droit de ratification. Habituellement pour conclure un traité il faut passer par trois phases : a) la négociation ; b) la signature ; c) la ratification. La question de ratification est très importante dans la constitution des cinq pouvoirs ; le président a le droit de ratifier avec le concours du Yuan exécutif et du Yuan législatif (art. 39).

3) Le président a le droit de déclarer la guerre à d'autres pays et de faire la paix, mais la ratification est né-

cessaire pour la déclaration et pour le traité. Dans certaines conditions que nous étudierons plus loin (art. 166) par exemple en cas de défense urgente, il peut déclarer sans délai l'état de siège, mais la demande de ratification rétrospective au Yuan législatif sera indispensable. La paix sera conclue par un traité (art. 39).

SECTION II

POUVOIRS DES CINQ YUAN

Le système des cinq pouvoirs, comme son créateur Sun Yat Sen l'a dit, n'existe jusqu'à présent dans aucun pays. Le gouvernement des cinq Yuan n'a son semblable ni pour la forme ni pour le fond dans les gouvernements étrangers.

Dans ce système la puissance du peuple et le pouvoir du gouvernement sont strictement distincts. Le président de la République sera responsable de la surveillance de la direction des affaires publiques. L'assemblée nationale exercera la puissance du peuple pour le contrôle des hauts fonctionnaires de la nation qui seront nommés et révoqués par elle ; cette puissance s'exercera aussi sur les lois ; elle se manifestera par le droit d'initiative et le referendum ainsi que par le droit de révision de la constitution et d'autres pouvoirs encore que la constitution autorise.

Dans le projet les cinq branches du pouvoir sont séparées les unes des autres. La puissance souveraine qui existe en dehors d'elles appartient à l'assemblée ; nous avons déjà parlé du cas d'exercice du droit d'initiative

et de référendum sur les lois ordinaires et de son droit de révision de la constitution. L'assemblée nationale contrôle le gouvernement, sauf le président du Yuan exécutif qui est responsable devant le président de la République, et contrôle par le Yuan de contrôle. Parce que le président de la République est responsable devant l'assemblée nationale, le président du Yuan exécutif est sans intervention dans la gestion des services publics.

La confection des lois, l'examen du budget seront confiés au Yuan législatif. L'assemblée nationale des délégués sera chargée proprement de la puissance souveraine ; le pouvoir gouvernemental ne lui est pas dévolu.

La conséquence de ce système sera une organisation tout à fait particulière, toutes les puissances d'autorité appartiendront au peuple, tous les pouvoirs publics appartiendront au gouvernement.

Pour éviter la tyrannie du gouvernement, ce système crée une séparation des pouvoirs aussi complète que possible ; chacun des pouvoirs aura sa propre compétence déterminée, l'usurpation d'un pouvoir sera impossible.

Dans la pratique, la liaison entre les pouvoirs est cependant indispensable. Le Yuan exécutif collabore dans une certaine mesure avec le Yuan législatif pour assurer l'exécution des lois. Le projet a promis que le Yuan exécutif aura le droit de proposition sur certains points : 1) le projet de loi du budget ; 2) la proposition d'état de siège, le projet d'amnistie ; 3) les questions de paix et de conclusion des traités et d'autres questions internationales importantes (art. 61, p. 1, 2, 3).

Pour empêcher tout abus du pouvoir exécutif, le Yuan législatif devra à son tour être consulté par le Yuan exécutif lorsque celui-ci décidera de certaines matières

extérieures de la politique générale. Le Yuan législatif aura ainsi le droit de ratification sur les traités que le Yuan exécutif conclura avec les pays étrangers.

Le Yuan judiciaire aura le pouvoir de contrôler la constitutionnalité des lois. La cour suprême pourra refuser l'application d'une loi votée si cette loi est contraire à la constitution.

Le Yuan de contrôle exercera non seulement la charge de surveillance sur les comptes financiers de toutes les administrations, mais encore il pourra demander des explications ou faire une interpellation sur tous les points douteux du budget de tous les organismes publics (art. 93).

Si la nouvelle forme de gouvernement jouit d'un bon fonctionnement, le gouvernement sera assuré par la séparation des pouvoirs contre les abus que le pouvoir personnel pourrait engendrer.

Malgré que ce système n'ait encore que peu d'années d'expérience, nous pouvons espérer qu'il aura une certaine influence dans le cadre du droit public à l'avenir.

I. — *Le Yuan exécutif*

Les Yuans du gouvernement ont en face d'eux l'assemblée nationale des délégués, elle exerce au moyen de ses quatre droits, la puissance souveraine, elle décide de toute question en dernier ressort.

Le Yuan exécutif suit le programme de la reconstitution, la fonction du Yuan exécutif sera la plus importante du pays.

Nous diviserons le projet de la constitution du Yuan exécutif en deux paragraphes.

A. — Organisation du Yuan exécutif

Le Yuan exécutif est l'organe exécutif suprême du pouvoir exécutif du pays (art. 55); il se compose d'un président et de vingt commissaires politiques qui sont nommés et révoqués par le président de la République (art. 56).

Le Yuan exécutif comprend divers ministères et commissions se partageant et exerçant le pouvoir exécutif (art. 57), donc les présidents des différents ministères et les présidents des différentes commissions seront choisis parmi les commissions politiques par le président de la République (art. 58), enfin, le président du Yuan exécutif, les commissaires politiques, les présidents des divers ministères et les présidents des diverses commissions sont responsables devant le président de la République (art. 59).

Il y a un organe très important, c'est l'assemblée exécutive. Elle se compose du président du Yuan exécutif et des commissaires politiques. Elle sera présidée par le président de la République ; en cas d'absence du président, elle sera présidée par le président du Yuan exécutif (art. 60). Les pouvoirs de cette Assemblée sont très grands, nous les examinerons dans le paragraphe suivant.

B. — Les pouvoirs de l'assemblée du Yuan exécutif (art. 61)

1) Le projet de loi.

Le Yuan exécutif a le droit de proposer une loi qui lui paraît nécessaire à établir ; s'il y a quelque règle opposée à cette loi, il pourra en demander l'annulation ou la modification au Yuan législatif (art. 61, p. 1).

2) La préparation du budget.

Le Yuan exécutif est chargé de la préparation du budget qui sera soumis au Yuan législatif (art. 61, p. 1).

3) La proposition de l'état de siège appartient en général au Yuan législatif seul, mais le projet de la constitution a permis au Yuan exécutif de proposer l'état de siège au Yuan législatif (art. 61, p. 2).

4) Le projet d'amnistie.

En général le droit d'amnistie est du ressort du législateur, le projet d'amnistie qui est proposé par le Yuan exécutif doit être soumis au Yuan législatif (art. 61, p. 2).

5) Les questions de déclaration de guerre, de négociations de paix, de conclusion des traités et autres questions internationales importantes sont à soumettre au Yuan législatif (art. 61, p. 3).

6) Les questions relatives aux divers ministères et commissions (art. 61, p. 4).

7) Le projet présenté par le président de la République (art. 61, p. 5).

8) La proposition sur les questions diverses présentées par le président du Yuan exécutif par les commissaires politiques et les divers ministères et commissions (art. 61, p. 6). L'organisation du Yuan exécutif est établie par la loi (art. 62).

II. — *Le Yuan législatif*

C'est le second organe du gouvernement des cinq pouvoirs constitutionnels. Nous avons déjà constaté qu'il est une branche du gouvernement, le pouvoir et la puissance souveraine du pays étant séparés, le Yuan légis-

latif est chargé de rédiger des lois ordinaires. Il ressemble un peu à une assemblée unique, sauf qu'il n'a pas le droit de voter la constitution, ni le droit de réviser la constitution, ni le droit de contrôle, car le vote et la révision du droit constitutionnel appartiennent dans le projet à l'assemblée nationale. Le droit de contrôle sur les actes du gouvernement et des hauts fonctionnaires est réservé à un autre organisme : le Yuan de contrôle. Le Yuan législatif reste donc un corps purement législatif, la législation ordinaire est sa fonction dans le gouvernement.

Le 8 octobre 1928 donna naissance à cette institution législative. Depuis cette époque, le Yuan législatif a rapidement travaillé. Il a obtenu d'excellents résultats en promulguant un groupe de lois. Il a voté également le projet de la constitution. Après la révolution de notre pays, aucun régime n'avait trouvé le moyen de faire des lois essentielles ; c'est au système des cinq pouvoirs qu'il faut attribuer l'honneur et le succès de la législation actuelle. La future constitution maintiendra sa confiance au régime nouveau. Nous allons examiner l'organisation et les attributions du Yuan législatif.

A. — Organisation

L'organisation du Yuan législatif d'après le projet de la constitution.

L'article 63 déclare que le Yuan législatif est l'organe suprême du pouvoir législatif du gouvernement central, il est responsable devant l'assemblée nationale ; l'article 66 déclare que le Yuan législatif comprend un président élu par l'assemblée nationale (art. 36, p. 1), pour quatre

ans. S'il est réélu, il pourra rester en fonctions. Le Yuan législatif comprend une seule chambre. Nous avons déjà dit que le Yuan législatif n'étant qu'une branche du pouvoir du gouvernement, il n'y a aucune crainte de tyrannie, car une assemblée nationale de délégués du peuple pourra toujours contrôler le Yuan, puisqu'elle exerce la vraie puissance du peuple.

Les membres du Yuan législatif.

Dans ce système, les deux tiers des candidats au Yuan seront présentés par les diverses provinces en proportion croissante suivant le nombre des habitants du local, 5.000.000 d'habitants au moins ont le droit de présenter trois candidats ; jusqu'à 35.000.000, dix candidats (art. 68, p. 2), la Mongolie, le Thibet et les colonies chinoises ont le droit de présenter six candidats chacun (art. 68, p. 2, B, 2). Un tiers des candidats au Yuan législatifs seront choisis par le président du Yuan législatif, parmi des personnes qui ont fait des études spéciales ou qui ont assez d'expérience dans les affaires, donc les candidats seront présentés devant l'assemblée nationale et ils seront élus par elle.

Dans la plupart des nations, les législateurs sont élus presque tous directement par le peuple et recrutés par le mode du suffrage universel, tout au moins pour la Chambre des Députés. Sous le régime des cinq pouvoirs, le Yuan législatif sera un organe gouvernemental et les législateurs ne seront que des fonctionnaires publics chargés de confectionner les lois et de remplir d'autres attributions déterminées par la loi. Des tierces personnes particulièrement distinguées par leurs talents et leurs études pourront être présentées à la candidature de membre du Yuan par le président du Yuan législatif.

La fonction du législateur a une durée de quatre ans ; si le législateur est réélu, il pourra rester en fonctions (art. 69). Pendant la clôture de l'assemblée nationale, au cas où le président du Yuan législatif ne peut, pour un motif quelconque, remplir ses fonctions, il sera remplacé par un membre du Yuan choisi par ses collègues (art. 67). Le projet présente quelques articles sur la garantie et la limitation des droits des membres législateurs. Nous traiterons ces questions en suivant.

1. — La garantie des membres du Yuan législatif.

Ils ne sont pas responsables de leurs paroles et de leurs votes en dehors du Yuan (art. 73).

Les membres du Yuan ne peuvent pas, pendant la durée des sessions, hors le cas de flagrant délit, être arrêtés ou emprisonnés sans l'approbation du Yuan auquel ils appartiennent (art. 74).

2. — La limitation des droits.

Les membres législateurs du Yuan ne peuvent être en même temps fonctionnaires dans les administrations publiques ou occuper d'autres situations dans le régime. Les législateurs sont en quelque sorte des spécialistes, chargés des affaires législatives. La loi prévoit des mesures de précaution pour garantir leur propre fonction, car si les législateurs doivent étudier tous les problèmes du pays, intérieurs ou extérieurs, ils n'auront plus de temps pour s'occuper des autres fonctions publiques ou d'autres affaires.

L'élection et l'organisation du Yuan législatif est établie par la loi (art. 76).

B. — Attribution du Yuan législatif

Nous avons dit que le Yuan législatif aura la confiance de l'assemblée nationale qui se chargera du contrôle pour éviter toutes les tyrannies mais qui n'interviendra pas dans les affaires du gouvernement, elle ne doit rester qu'un organe purement politique exerçant la puissance souveraine.

1. — Les matières législatives

Le Yuan législatif a le droit de voter les lois et le budget. Il a l'initiative du projet de la constitution et des impôts. Il vote les propositions du Yuan exécutif, judiciaire, d'examen et de contrôle (art. 70).

Le Yuan législatif a le pouvoir de demander des explications concernant différents actes législatifs aux divers Yuan, aux ministères et aux commissions (art. 65).

2. — Attribution des matières d'ordre intérieur et extérieur

Le Yuan législatif a le droit de déclarer l'état de siège si les circonstances l'exigent, d'accorder l'amnistie, de déclarer la guerre, de négocier la paix et de décider des questions internationales importantes (art. 6, p. 4).

B. — Le droit de veto du chef du gouvernement et la promulgation des lois

Le président de la République a le droit de demander avant de décider l'exécution de certains articles qui ont été votés par le Yuan législatif, un second tour de scrutin (art. 71). En France, la loi constitutionnelle du 16

juillet 1875, art. 7, 2^e alinéa, donne au chef de l'Etat le droit, dans un délai fixé, de demander aux deux Chambres par un message motivé une nouvelle délibération qui ne peut être refusée.

La constitution des Etats-Unis a, avec la constitution française, une différence essentielle. Si le président des Etats-Unis s'oppose à l'exécution d'un bill voté par les deux assemblées, le bill fait l'objet d'une nouvelle délibération ; on ne peut passer outre à la résistance du président que s'il se rencontre en faveur du projet de loi une majorité des deux tiers des voix dans chacune des deux Chambres. En France, il suffit pour que le président soit obligé de promulguer la loi, que les Chambres confirment leur volonté par une nouvelle délibération à la majorité simple. En tous cas, en France, le président n'use pas de la prérogative dont il s'agit.

Le projet de la constitution déclare que lorsqu'une loi est votée au second tour au Yuan législatif par les deux tiers des membres présents de la législation, le président de la République doit immédiatement mettre son exécution en vigueur. A ce point de vue-là, le système ressemble à celui des Etats-Unis d'Amérique. La décision prise est envoyée pour la promulgation par le Yuan législatif au président de la République ; il faut qu'elle soit promulguée dans les trente jours après la date de remise (art. 72).

III. — *Le Yuan judiciaire*

Le Yuan judiciaire sera un organisme indépendant vis-à-vis des autres pouvoirs dans le système des cinq pouvoirs du gouvernement.

Le Yuan judiciaire sera compétent pour juger les contestations civiles et politiques, mais aussi pour l'administration de tout ce qui intéresse la justice.

Le Yuan législatif est aussi compétent pour la juridiction spéciale du contentieux administratif. En France, cette compétence appartient au Conseil d'Etat qui rend de grands services à l'administration du pays. Les tribunaux judiciaires ne peuvent connaître des litiges soulevés par l'exécution des services publics (1920, H. Barthélémy, *Droit administratif*, p. 993). Sous sa forme actuelle, cette institution est sous la direction du pouvoir exécutif. Dans le système des cinq pouvoirs, le pouvoir judiciaire est strictement indépendant, car il appartiendra au Yuan judiciaire dont il sera un département spécial.

1) Organisation du Yuan judiciaire.

L'article 77 déclare que le Yuan judiciaire est l'organe suprême du pouvoir judiciaire du gouvernement central, il comprend un président qui reste en fonction pendant quatre ans, il est nommé par le président de la République et accepté par le Yuan législatif.

Le président du Yuan judiciaire est responsable devant l'assemblée nationale (art. 78). Le Yuan judiciaire comprend un comité de discipline des fonctionnaires et le ministère de l'administration judiciaire (art. 79). Le président du Yuan judiciaire présente au président de la République, pour être nommés et révoqués, le ministre de l'administration judiciaire, le président et les membres du comité de discipline des fonctionnaires, conformément aux lois (art. 80).

L'organisation du Yuan judiciaire et des différentes cours de justice est établie par la loi (art. 85).

2) Attribution du Yuan judiciaire.

Le Yuan judiciaire contrôle les procès en matière civile, pénale et administrative, les jugements et la discipline des fonctionnaires de l'administration judiciaire (art. 77). Le président du Yuan judiciaire a le droit de présenter toutes les demandes de grâces, de réduction de peines, et de réintégration dans les droits civils, au président de la République pour l'homologation.

Le Yuan judiciaire a le droit d'unifier et d'expliquer les lois et de donner des ordres. Nous avons déjà examiné ce point dans notre première partie, nous n'en discutons plus ici.

3) La garantie d'indépendance des juges.

Les juges sont indépendants selon les lois (art. 83); le juge doit jouir dans l'exercice de sa mission d'une suffisante indépendance. Dans la plupart des pays, le mode de nomination des juges et leur inamovibilité assurent à leurs jugements une complète indépendance, ce qui est nécessaire vis-à-vis du pouvoir exécutif. Mais dans notre système, l'inamovibilité peut être négative devant le droit de révocation du peuple et contraire au principe du régime, car les cinq pouvoirs ont un caractère indépendant et il y a suffisamment de garanties en vue de la protection de la fonction des juges. L'article 84 déclare que les juges ne peuvent à moins d'avoir subi une condamnation pénale, d'avoir été l'objet d'une punition, ou d'avoir été l'objet d'une déclaration d'interdit, être privés ni être suspendus de leur fonction, ni être déplacés ni subir une diminution de leur traitement que selon les lois.

IV. — *Le Yuan d'examen*

Pour pratiquer le pouvoir d'examen, il faut d'abord établir un pouvoir indépendant du Yuan exécutif et qui soit également une branche des fonctions gouvernementales.

On a créé ce pouvoir afin que les plus capables et les plus dignes soient appelés à gouverner le pays et à développer les questions d'intérêt général. Le but de ce recrutement est de garantir le choix des personnes particulièrement qualifiées.

Ce système a nécessité la création d'un pouvoir indépendant pour le recrutement justifié des agents publics.

1) L'organisation du Yuan d'examen.

Le Yuan d'examen est l'organe suprême du pouvoir d'examen du gouvernement central (art. 86). Il comprend un président qui reste en fonction pendant une durée de quatre ans, il est nommé par le président de la République et accepté par le Yuan législatif. Le président du Yuan d'examen est responsable devant l'assemblée nationale (art. 87).

Le Yuan d'examen comprend le ministère de la classification. Pendant la session des examens, il sera composé du comité d'examen (art. 88). Le président du Yuan d'examen présente le ministère de classification selon les lois au président de la République pour être nommé et révoqué.

Le président du comité d'examen et les membres du comité sont présentés selon les lois par le président du Yuan d'examen au président de la République pour être

nommés ou révoqués (art. 89) ; l'organisation du Yuan d'examen est établie par les lois (art. 91).

2) Attribution du Yuan d'examen.

Le Yuan d'examen contrôle les examens et classe les candidats.

Les aptitudes ci-dessous nécessitent un examen et une classification selon les lois par le Yuan d'examen :

1° Les aptitudes des fonctionnaires ;

2° Les aptitudes des candidats aux fonctions publiques ;

3° Les aptitudes à l'artisanat et aux professions spéciales.

V. — *Le Yuan de contrôle*

Le Yuan de contrôle a dans sa compétence le droit de déclarer la mise en accusation des fonctionnaires de l'Etat et le droit de vérifier les comptes du gouvernement dans toutes les catégories d'administration ; il est aussi une branche indépendante du gouvernement.

Ce pouvoir, comme le pouvoir d'examen, est issu de l'ancien système des censures. En Chine, la Cour des comptes fait partie du Yuan de contrôle, tandis que dans les pays soumis au régime des trois pouvoirs, elle est sous la direction du ministre des finances. Nous étudierons séparément ces organismes et leurs attributions.

1) L'organisation du Yuan de contrôle.

Le Yuan de contrôle est l'organe suprême du pouvoir de contrôle du gouvernement central (art. 92).

Le Yuan de contrôle comprend un président nommé

pour quatre ans ; s'il est réélu, il pourra rester en fonctions (art. 94) . Pendant la clôture de l'assemblée nationale, au cas où le président du Yuan de contrôle ne peut pour quelque motif remplir ses fonctions, il sera remplacé par un membre du Yuan choisi parmi les membres contrôleurs, élu par eux (art. 95).

Les membres du contrôle sont élus par l'assemblée nationale. Deux candidats par chaque province, Mongolie, Tirbet et colonies comprises, sont choisis parmi les délégués de l'Assemblée nationale (art. 96). Le mandat de contrôleur a une durée de quatre ans ; si le contrôleur est réélu, il pourra rester en fonction (art. 97).

Le Yuan de contrôle est composé d'un comité de contrôle des comptes ; il est chargé du contrôle des comptes et des affaires financières (art. 101). Le président et les membres du comité de contrôle des comptes sont présentés par l'entremise du président du Yuan de contrôle, conformément aux lois, au président de la République, pour être nommés et révoqués (art. 102).

Les articles sur les garanties et les limites des fonctions des contrôleurs déclarent que les membres du Yuan de contrôle ne sont pas responsables en dehors du Yuan de contrôle (art. 104). Les membres du Yuan ne peuvent pas, hors le cas de flagrant délit, être arrêtés ou emprisonnés sans l'approbation du Yuan auquel ils appartiennent (art. 105). Les membres du Yuan ne peuvent être en même temps fonctionnaires dans les administrations publiques ou occuper d'autres fonctions (art. 106).

L'élection des membres du Yuan de contrôle est établie par la loi (art. 107).

2) Attributions du Yuan de contrôle.

Le Yuan de contrôle examine la responsabilité personnelle des fonctionnaires et leur révocation et il contrôle les comptes ; il est responsable devant l'assemblée nationale (art. 92). Le Yuan de contrôle, pour exercer le pouvoir de contrôle, a le droit, conformément aux lois, de poser des questions devant les divers Yuans, ministères et comités (art. 93). Le rapport des comptes définitifs du comité de contrôle des comptes doit être examiné par le Yuan de contrôle tout entier pour être ensuite promulgué (art. 103).

Le projet propose des moyens et des conditions pour la révocation des fonctionnaires ordinaires et des hauts fonctionnaires. L'article 98 déclare que les fonctionnaires du gouvernement central ou du gouvernement local accusés d'avoir violé la loi ou d'avoir manqué à leur devoir, seront, sur la proposition d'un membre du contrôle, et à la suite d'une enquête faite par cinq membres au moins du contrôle, exposés à ce qu'une décision de révocation soit présentée, mais si l'on dépose la proposition de révocation du président de la République ou des présidents des cinq Yuans, il faut que cette proposition soit faite par dix membres du contrôle. Par suite, l'enquête ne peut être faite et la décision prise que par la moitié au moins de la totalité des membres du Yuan de contrôle. L'article 100 déclare que lorsque la situation indiquée par l'article 98 se produit, la proposition de révocation du président et du vice-président de la République et des divers présidents des cinq Yuans doit être présentée devant l'assemblée nationale. Pendant la clôture de l'assemblée nationale, le délégué du peuple doit demander conformément aux lois que soit

convoquée une Assemblée nationale extraordinaire pour décider de la proposition de révocation.

La compétence en matière de révocation (art. 99). La constitution a établi que la proposition de révocation doit être portée devant le comité de discipline des fonctionnaires à moins qu'elle ne dépende d'une autre organisation.

La proposition ayant été jugée par le comité de discipline des fonctionnaires, le fonctionnaire accusé doit être l'objet d'une punition qui sera exécutée par le président de la République ou par l'autorité des fonctionnaires en chef (art. 99).

SECTION III

LES GOUVERNEMENTS LOCAUX

I. — *Le gouvernement provincial*

Après la Révolution en 1912, au moment où la monarchie Tsing disparut, il y eut trois mouvements : 1) la centralisation, 2) la décentralisation, et 3) les provinces unies. La première réunit tous les services généraux, provinciaux ou locaux entre les seules mains du gouvernement central, la seconde avait pour but de donner une certaine indépendance aux gouvernements locaux et de laisser seulement au gouvernement central le pouvoir de contrôle; enfin, le troisième favorisait la transformation des provinces en Etats particuliers auxquels appartiendrait le droit d'organisation. Ce serait là la constitution d'un Etat fédéral.

Ces théories restèrent sans résultat. Le régime des Cinq pouvoirs du parti Kuo-min-tang, pour organiser les autorités locales, applique deux principes : 1° le maintien de l'unité nationale ; 2° l'autonomie municipale ou de district. L'autonomie locale qui est pour le peuple le seul gage de liberté car elle lui permet de se gouverner lui-même en se développant dans le cadre de l'unité nationale. Les provinces ne pourront jouir de l'autonomie ; leur caractère devra rester purement administratif, elles serviront de liaison entre l'administration centrale et les autorités des districts. Nous allons étudier le projet d'organisation des provinces et leurs attributions.

1) Organisation des gouvernements provinciaux.

La province est gouvernée par un gouvernement provincial (art. 108). Le gouvernement provincial est dirigé par un président dont la fonction a une durée de trois ans. Il est nommé et révoqué par le gouvernement central.

Un militaire ne peut pas être président du gouvernement provincial, à moins qu'il n'ait quitté ses fonctions depuis trois ans accomplis (art. 109). La province possède une Assemblée générale ; nous avons déjà traité dans le chapitre 2 de cette partie.

Au cas où les gouvernements provinciaux ou gouvernements régionaux ne sont pas encore organisés, le système administratif des provinces est fixé par la loi (art. 114).

2) Les attributions des gouvernements provinciaux.

Les gouvernements provinciaux exercent un contrôle d'ordre juridique dans la province sous la direction du

gouvernement central et ils contrôlent l'autonomie locale.

1° Ils administrent les intérêts généraux de l'Etat qui leur sont confiés par le gouvernement central ; 2° Ils s'occupent des affaires strictement provinciales ; 3° Ils surveillent l'autonomie du district.

II. — *Le gouvernement de district*

L'autonomie est établie dans le district ou la municipalité pour la raison qu'un petit territoire peut être considéré comme le meilleur moyen de réaliser la démocratie par la puissance directe du peuple. D'autre part l'autonomie du district peut consolider l'unification du pays. Si l'autonomie du district est établie sur une base organique solide, ces petits territoires réunis pourront former un ensemble parfait. Nous allons examiner le projet du Yuan législatif, son organisation et ses attributions.

1° *Organisation du gouvernement de district*

Le district est une unité dans les matières concernant l'autonomie (art. 115). Le district comprend une Assemblée de district ; nous en avons déjà étudié les détails dans le chapitre 2 de cette partie.

Le district est gouverné par un gouvernement de district présidé par un président de district. Sa fonction a une durée de trois ans ; s'il est réélu, il pourra rester en fonction.

Pour être candidat à la présidence du district, il faut avoir passé un examen public et être accepté et classé par le gouvernement central (art. 122).

Le président du district dirige tout ce qui concerne l'autonomie du district ; il est contrôlé par le président de la province, il peut s'occuper des questions administratives, qui lui sont confiées par le gouvernement central et provincial (art. 123). L'organisation de l'assemblée du district, l'élection et la révocation des membres de l'assemblée du district, l'organisation du gouvernement du district, l'élection et la révocation du président du district sont établis par la loi (art. 124).

2° Attribution du gouvernement du district

Les matières concernant l'autonomie du district sont énumérées ci-dessous :

- 1) Le recensement et l'inscription des habitants du district ;
- 2) L'administration agraire du district ;
- 3) Les finances du district ;
- 4) Les communications, la navigation, l'organisation du travail et les constructions du district ;
- 5) Les entreprises publiques et coopératives du district ;
- 6) La police et l'ordre du district ;
- 7) Tout ce qui a trait à la civilisation dans le district ;
- 8) L'hygiène publique du district ;
- 9) Les assurances et les secours du district ;
- 10) Le contrôle et la réorganisation (entretien) des propriétés publiques du district ;
- 11) La conservation des paysages, des antiquités, des monuments, etc... dans le district ;
- 12) L'autonomie du district.

3° Restrictions des droits du district par les lois du gouvernement central

Les lois du district contraires aux lois du gouvernement central ou aux règlements et aux disciplines de la province sont nulles (art. 121).

4° Les quatre droits du peuple dans le district

Le peuple du district jouit de l'autonomie selon les lois en ce qui concerne l'exercice du pouvoir de referendum et du pouvoir d'initiative ; il peut élire et révoquer le président et les autres fonctionnaires du district. Nous avons déjà indiqué les détails de ce sujet dans le chapitre II, section 2, de cette partie.

III. — *Le gouvernement municipal*

L'autonomie et l'administration municipale

Toutes les questions concernant la municipalité sont également appliquées aux règlements de l'autonomie du district, excepté celles qui sont fixées par la loi (art. 125). La municipalité est gouvernée par une assemblée municipale, les détails ont déjà été discutés dans le chapitre II, section 2, de cette partie.

La municipalité comprend un gouvernement municipal présidé par un président de la municipalité qui est élu par l'assemblée populaire de la municipalité ; sa fonction a une durée de trois ans ; s'il est réélu, il pourra rester en fonctions. Pour être candidat à la présidence du gouvernement municipal, il faut avoir passé un examen et être accepté et classé par le gouvernement central (art. 127). Le président de la municipalité est

chargé de tout ce qui concerne l'autonomie de la municipalité et il exécute les affaires administratives qui lui sont remises ou confiées par le gouvernement central ou le gouvernement provincial, il est contrôlé et dirigé par l'organe de contrôle (art. 128). Enfin l'organisation de l'assemblée municipale, l'élection et la révocation des membres de l'assemblée municipale ainsi que l'organisation du gouvernement municipal et l'élection et la révocation du président municipal sont établies par la loi.

CHAPITRE V

SECTION I

LA VIE ÉCONOMIQUE DU PEUPLE

Les questions de la vie économique sont traitées dans le projet de la constitution du Yuan législatif, l'article 130 déclare que le système économique de la République chinoise doit être établi sur la base du démisme économique pour obtenir suffisamment d'égalité dans la vie nationale.

Nous en avons déjà parlé dans la deuxième partie de ce travail ; on voit dans : 1° l'égalité des terres ; 2° la restriction du capital, le moyen de résoudre le problème de l'existence du peuple. Nous allons examiner ces deux questions dans tous les détails :

1° *L'égalité des terres*

La première chose à examiner est le système agraire. Dans le passé il y avait en Chine un régime « Tsing-tien » ; ce système a été considéré comme un système

agraire idéal. Sous ce régime tout le peuple jouit également des terres. Le système Tsing-Tien a existé pendant un certain temps ; à ce moment-là la population était moins nombreuse qu'aujourd'hui, la question de la répartition des terres ne fit pas de difficultés. Ce premier régime agraire « Tsing-Tien » fut introduit sous la dynastie des Hya (2205-1783 avant J.-C.), mais on prétend que les débuts de « Tsing-Tien » remontent à l'époque de Hwang Ti (2697 avant J.-C.) ; cette opinion se fonde sur les livres anciens « Tcheouli » et « Tang-Ti ». Les uns ont prétendu que ce système a existé pendant deux mille ans (2205-255 avant J.-C.). Le système du Tsing-Tien a été souvent expliqué par les anciens auteurs, surtout par le grand philosophe Menfucius.

En tout cas on peut admettre que ce régime du Tsing-Tien a duré 1950 ans ; il a commencé à l'époque des Hya et a duré jusqu'à la fin de la dynastie des Tchéou (1121-255 avant J.-C.) ; ce régime du Tsing-Tien consistait d'une part à répartir les terres également entre la population et d'autre part à les retirer des mains de ceux qui arrivaient à un certain âge ; c'était un système social agraire. La propriété des terres appartenait à l'Etat seul, les détenteurs des champs n'en avaient que la jouissance temporaire. On opérait de la manière suivante pour les applications des partages : un li carré était divisé en neuf champs de cent méous (mesure chinoise de surface), on réservait le champ situé au centre et on répartissait les huit autres entre huit familles qui étaient chargées de cultiver en commun le champ public du centre et de remettre les récoltes de ce champ à l'Etat à titre d'impôt ; ce système d'impôt unique avait évidemment de grands avantages. Voici le tableau :

Privé 1	Privé 2	Privé 3
Privé 8	Public	Privé 4
Privé 7	Privé 6	Privé 5

Sous ce régime les terres étaient classées en trois catégories : 1) catégorie supérieure pour 100 méous ; 2) catégorie moyenne pour 200 méous et 3) inférieure pour 300 méous.

La répartition des terres avait pour base la famille. Tout homme à l'âge de 30 ans était considéré comme un « fou » (chef de famille) et avait droit à l'attribution d'un champ. Si sa famille était nombreuse (plus de cinq personnes) il recevait un supplément de 25 méous ; si l'homme était marié à 20 ans, il avait droit à l'attribution d'un champ de 25 méous. Le but de Tsing-Tien était d'assurer au peuple une vie heureuse en même temps que la sécurité sociale générale.

Quand un homme atteignait ses 60 ans :

1) Il avait le droit de prendre du repos et il devait rendre son champ à l'Etat.

2) A ce moment-là son fils devait avoir 30 ans dans la plupart des cas, il avait le droit de continuer à cultiver le champ que son père devait rendre à l'Etat.

3) La terre existant en quantité limitée, si l'Etat ne la distribuait pas automatiquement il serait arrivé qu'un jour il n'y aurait plus de terres à répartir.

Les huit familles se trouvaient dans des conditions égales et se considéraient comme parentes. Dans les cas exceptionnels, elles se prêtaient un mutuel secours : c'était déjà l'esprit de coopération.

Le régime « Tsing-Tien » a disparu vers 745 avant J.-C. ; la raison en était : 1) le nombre croissant de la population ; 2) les défauts du régime. Sachant qu'on lui retirait à l'âge de 60 ans le droit de culture, l'homme n'avait aucun intérêt à consacrer de grands efforts à ses terres, il négligeait de faire les dépenses nécessaires à la conservation du champ ; 3) des guerres continuelles éclatèrent entre les Etats féodaux vers la fin de la dynastie des Tchéou (403-222 avant J.-C.). D'autre part les recensements exacts qui servaient de base pour la répartition des terres étaient de plus en plus difficiles à faire ; enfin les dépenses publiques s'accroissaient très vite surtout à cause de la guerre et les Etats se trouvaient dans l'obligation d'établir de nouveaux impôts pour faire face à des dépenses plus élevées.

Cependant le régime « Tsing-Tien » a toujours été considéré par les esprits critiques comme un régime agraire idéal dans lequel tout le monde jouit également des terres.

La situation actuelle.

Depuis l'établissement de la République en 1912 le régime agraire n'a pas subi de changement. La masse des agriculteurs est toujours dans la misère, le gouvernement ne s'est pas occupé des paysans.

Les fléaux naturels et humains (inondation, sécheresse, guerre civile, etc...) et la hausse progressive du taux de l'impôt foncier ont forcé les petits agriculteurs à se débarrasser de leurs champs. D'autre part la concurren-

ce des produits agricoles étrangers sur le marché national a abaissé considérablement le prix des denrées ; les cultivateurs dans ces conditions ne peuvent pas couvrir leurs dépenses de production, ils sont obligés de recourir aux usuriers ; par conséquent la vie du cultivateur devient de plus en plus difficile.

M. Sun Yat Sen avait été frappé particulièrement de cette misère. Il organisa des réformes du régime agraire en vue d'assurer la vie agricole et de répartir équitablement la possession du sol. Sun Yat Sen admet qu' « en Chine au moins les huit ou neuf dixièmes de la population sont des agriculteurs et parmi eux, il y en a neuf sur dix qui ne possèdent pas de terres ». Les champs qu'ils labourent appartiennent pour la plupart à un propriétaire foncier. La plupart de ceux qui possèdent des terres ne les cultivent pas eux-mêmes, et le cultivateur ne suffit qu'à grand'peine à l'entretien de sa vie. Le projet de la constitution du Yuan législatif traite des réformes à faire dans divers articles, l'article 134 déclare que pour préparer la distribution et la réorganisation des terres, l'Etat doit essentiellement protéger le cultivateur et obliger les possesseurs de la terre à la cultiver eux-mêmes.

L'article 131 déclare que le territoire de la République chinoise appartient au corps entier du peuple (paragraphe 3). Le détenteur du territoire a l'obligation d'employer ce territoire, « c'est-à-dire que la terre est à celui qui la cultive ». D'autre part : 1) l'impôt doit être calculé d'après la valeur vénale de terre avec le rachat possible par l'Etat (art. 131, p. 2) ; 2) la confiscation s'exercera en cas de plus-value future des terres. M. Sun Yat Sen a insisté pour que la plus-value appartienne aux commu-

nautés ou à la société. L'article 133 déclare que la plus-value profitera à la communauté soit par le moyen d'expropriation soit par le moyen d'augmentation de l'impôt. Il est évident que si la plus-value est causée par la culture ou par les capitaux du cultivateur elle ne profitera pas à l'Etat. Parmi les constitutions modernes nous ne trouvons que la constitution allemande de Weimar (art. 155, p. 3) qui se rapproche de cette théorie.

Les articles du projet du Yuan législatif sont presque inspirés par l'ancien système agraire « Tsing-Tien ». La distribution et la réorganisation des terres se sont produites à plusieurs reprises dans notre histoire. Le régime de Wang-Tien (9 ans après J.-C., 12), Régime du Kyuntien (485-755), Régime du champ royal (1368-1642).

De nos jours les cultivateurs par suite de différentes circonstances dont nous avons déjà parlé sont dans une situation de plus en plus dangereuse. M. Sun Yat Sen avait montré qu'en recherchant les méthodes les meilleures pour la distribution des terres on arriverait peut-être à réaliser l'idéal, « la terre à celui qui la cultive ». Pour atteindre ce but il faut protéger les intérêts et améliorer la vie du cultivateur. Sun Yat Sen a trouvé que pour développer l'agriculture et pour le bonheur et l'intérêt de l'agriculture il faut enrichir l'économie des cultures agricoles.

Nous avons déjà dit que l'article 40 du projet indique le moyen d'améliorer la vie de l'agriculteur par l'enrichissement de l'économie ; il faut donc pratiquer d'abord la science agricole. Pour augmenter la capacité de travail de l'agriculteur, il y a quelques moyens aussi, mais l'Etat doit diriger et encourager les travailleurs en les aidant soit par des capitaux, soit, moins directement, par

un enseignement technique et des facilités accordés à son application. Pour que le cultivateur puisse augmenter le rendement de ses champs, on le poussera à l'emploi des engrais chimiques et des semences sélectionnées.

A) En Chine jusqu'à présent l'agriculteur emploie l'engrais animal.

Les engrais chimiques ont été très peu employés, on se sert souvent d'engrais humains et de toutes sortes de végétaux pourris ; on sait bien que pratiquer l'emploi des engrais chimiques c'est permettre d'accroître la quantité et la qualité des produits agricoles.

B) L'utilisation des machines agricoles.

Si un jour on l'applique en Chine, non seulement la quantité de la production sera augmentée mais aussi les produits obtenus surclassés ; cela permettra également de cultiver nombre de terres restées en friche.

C) La lutte contre les parasites.

La nécessité de lutter contre l'invasion des parasites nuisibles est évidente. Il peut arriver que, soit par les insectes nuisibles, soit par les mauvaises herbes la récolte soit détruite en quelques jours.

Le gouvernement a créé dans les provinces des bureaux entomologiques chargés d'examiner les moyens de prévenir ces calamités.

D) La question des transports.

Les moyens de transport d'un endroit à un autre doivent être facilités autant que possible à cause de la vente des produits agricoles. La difficulté de communication peut causer la misère des agriculteurs. Dans ces conditions l'Etat doit construire dans un court délai un vaste réseau de lignes de chemin de fer et surtout de routes pour tous les endroits importants du pays.

E) La protection contre les inondations et la sécheresse.

Les crues du fleuve Jaune sont cause de pertes considérables ; on a décidé de draguer tout le fleuve jusqu'à son embouchure, c'est là le moyen le plus important pour combattre les inondations. En ce qui concerne la sécheresse il faut simplement recourir au reboisement qui équilibrera le régime des pluies et ralentira l'écoulement des eaux pluviales, permettant à la fois d'atténuer les inondations et de diminuer les sécheresses.

Ces améliorations sont destinées à développer la capacité du travail de l'agriculteur (art. 140, p. 2) ; l'Etat a le droit de contrôle sur les produits au point de vue de leur nature. Il indique quelle sorte de produit agricole convient à telle terre ; il contrôle aussi les mesures. C'est directement l'intérêt de la production agricole que la distribution soit également faite dans tout le pays. Il est important que l'Etat dirige en ce moment l'agriculture pour y introduire les méthodes nouvelles.

II. — *La restriction du capital*

La question du capital s'est posée depuis le siècle dernier. Parmi les tentatives des pays étrangers nous pouvons examiner le système qui se rapproche le plus de l'idéal ; c'est la Russie seule qui a essayé avec énergie d'abolir le principe de la propriété mais elle a échoué ; la réforme du régime économique est déjà commencée. Pour introduire un nouveau régime dans un pays, il ne faut pas l'appliquer trop brusquement ni rechercher d'abord un idéal absolu qui paraîtrait exagéré. Pour faire marcher la nation dans la voie véritable, il faut

d'abord que le régime soit très praticable et réalisable, puis, que ce régime soit exigé par les circonstances, enfin qu'il ne soit pas trop contraire ni aux coutumes ni aux mœurs particulières du pays, qui doivent être conservées. On doit examiner si les mesures prises pour développer le pays se produisent vraiment pour le bonheur et l'intérêt de la plus grande partie du peuple ; il faut donc user de moyens prudents. La doctrine du triple démisme essaie d'éviter tous les inconvénients du capitalisme d'une part, par la distribution égale de la terre ; d'autre part par la restriction du capital. Le mot « restreindre » le capital veut à vrai dire limiter le capital particulier, en favorisant le capital de l'Etat. La Chine depuis des années est dans une situation très dangereuse ; elle risque de mourir de faim, car la nation est sous l'oppression de l'industrialisme étranger. Nous avons entendu parler presque partout dans les autres pays de la crise de la surproduction. Au contraire la Chine ne produit pas assez et la pauvre Chine souffre encore beaucoup plus que les autres pays.

1) Sun Yat Sen a promis que le citoyen aurait le droit de posséder des valeurs mobilières sous la garantie d'une limite légale, ainsi l'intérêt personnel ne sera pas découragé.

2) En pratiquant la restriction du capital des particuliers on nationalisera les communications comme les chemins de fer et les canaux, les mines et les grandes manufactures, etc...

3) La perception d'un impôt direct et progressif sur les revenus des capitalistes et sur les dons et héritages est un autre moyen de restreindre le capital.

4) Pour les mines on peut faire des concessions temporaires ; en France ce sont des concessions fiscales. L'Etat concède une mine à un individu ou à une compagnie pour en faire l'exploitation durant un certain nombre d'années prévues par la loi. Au bout de ce temps les mines seront rendues à l'Etat. Ces méthodes peuvent être pratiquées sur les industries qui pendant les premiers temps peuvent être concédées à des particuliers.

5) Pour développer l'industrie le recours aux emprunts extérieurs peut être très utile. Ils peuvent être contractés par le gouvernement central. Pour le gouvernement local certaines restrictions doivent intervenir pour éviter tout inconvénient.

Les étrangers ne pourront jamais à la suite d'un emprunt posséder directement la qualité de propriétaires d'une entreprise nationale. L'article 132 du projet traite de ces questions ; il déclare que les mines, toutes les richesses du sol et toutes les forces naturelles économiques sont la possession de l'Etat qui ne peut prendre en considération leur acquisition par les citoyens. Ce texte ressemble beaucoup à celui de la constitution Weimar du 11 août 1919, section 5, art. 155, p. 4. Pour limiter le capital, l'article 135 déclare que si l'Etat trouve que la propriété, la richesse et les entreprises privées du peuple empêchent l'égalité de la vie nationale ou empêchent le développement public, la loi l'autorise à faire des restrictions ou des limitations. L'article 137 déclare que pour les établissements publics, les services d'utilité publique et d'autres monopoles, l'Etat a le droit d'autoriser des entreprises publiques à faire fonctions en cas de nécessité d'entreprises privées.

Les entreprises privées agissent avec une autorisation spéciale de l'Etat. En un cas urgent, par exemple pour la guerre, l'Etat peut demander un contrat provisoire selon les lois. Il peut faire des expropriations, mais il faut que les indemnités soient justes.

III. — *La protection de la production et du commerce extérieur du peuple*

Cette question est assez importante ; nous allons en étudier quelques parties et d'abord le régime douanier. La Chine, par suite de la conclusion du traité sino-anglais de 1842, n'a plus été maîtresse de ses tarifs. Après la révolution Taiping (1853) à Shanghai elle dut recourir à l'aide des consuls étrangers pour continuer la perception des droits de douane ; les étrangers organisèrent alors une commission. Les délégués anglais furent chargés de l'organisation du service des douanes et continuent à assurer ces services jusqu'ici. La Chine a perdu la maîtrise de ses tarifs douaniers, ce qui est une très sérieuse entrave au développement commercial extérieur. Aux termes des traités, le taux du droit d'entrée sur les marchandises étrangères est fixé à 5 % ad valorem (1842, 1858 sino-anglais) ; ce taux si bas permet l'entrée d'une grande quantité de marchandises étrangères, et pour l'industrie chinoise la concurrence est très difficile. D'autre part la Chine ne peut pas augmenter le droit d'entrée sur les marchandises étrangères. La surproduction des pays étrangers obligeant ceux-ci à jeter une partie de leur production, ils essaient d'écouler leurs excédents partout où ils le peuvent. Les marchandises étrangères ne paient qu'une fois le droit de transit de

2 1/2 % ad valorem et sont libérées de tous les droits intérieurs, au contraire les marchandises chinoises doivent subir de nombreuses taxes intérieures. Dans la situation actuelle il est impossible de protéger nos industries.

En Chine les droits d'entrée comme de sortie sont fixés par les traités, elle ne peut les augmenter ou les diminuer. Le seul moyen de protéger et de développer notre commerce à l'extérieur comme à l'intérieur est d'arriver à l'autonomie douanière.

Le projet de la constitution du Yuan législatif a déclaré que l'Etat doit récompenser, diriger et protéger la production et le commerce extérieur du peuple (art. 136) ; nous espérons que dans quelques années, lorsque la Chine aura réalisé plus complètement l'unification du pays entier, les puissances étrangères ne pourront plus lui refuser l'autonomie douanière en invoquant les troubles de l'Etat (certitude donnée dans la conférence de 1921-1922, troisième séance, Washington). Elles seront forcées d'accepter un changement radical dans le régime douanier chinois.

Pour protéger la production et le commerce extérieur, il faut également améliorer le système monétaire.

Les monnaies du monde entier ne sont pas unifiées soit quant à l'étalon employé soit quant à l'unité monétaire ; il est tout naturel que le change soit très instable et puisse même varier plusieurs fois par jour. Dans la plupart des Etats il existe encore, soit le système monométallisme or, soit le système de l'étalon or ; la Chine maintient encore le monométallisme argent.

Par suite des fluctuations du change international, la valeur de l'argent a baissé de prix. Les marchandises ne

peuvent pas éviter le contre-coup de cette malheureuse situation. Elles perdent trop au cours des changes ; la baisse de la valeur de l'argent empêche aussi le développement du commerce. Depuis 1930 on perçoit les taxes douanières en monnaie d'or, la nouvelle unité monétaire devra être fixée sur l'étalon or ou bien la réforme monétaire instituera le système du monométallisme de l'or.

IV. — *Questions diverses sur les ouvriers et patrons*

Le projet dans l'article 138 déclare que pour l'amélioration de la vie économique des ouvriers, pour augmenter la capacité de la production et pour secourir les ouvriers en chômage, l'Etat doit protéger les travailleurs. Les femmes et les enfants doivent travailler selon leurs âges et leurs forces, l'Etat leur doit une protection particulière. Nous allons examiner séparément ces diverses questions :

1) *Secours aux ouvriers en chômage*

Depuis une vingtaine d'années le problème des crises périodiques a tout particulièrement retenu l'attention des économistes. Le chômage a suivi le courant, c'est un phénomène international, les crises les plus récentes 1907, 1913, 1920 ont été suivies d'une crise mondiale qui a engendré les lois de protection des chômeurs. L'Etat pourrait remédier au chômage en entreprenant des travaux publics (M. J. Lescure : « Des crises générales et périodiques », p. 550, 1932).

Le meilleur moyen pour diminuer la misère des hommes en chômage si les circonstances ne se prêtent pas

aux grands travaux, c'est de créer l'assurance obligatoire du chômage, généralisée depuis 1920 en Grande-Bretagne ; cette assurance se répandit très rapidement en Autriche, en Tchéco-Slovaquie, en Pologne, en Allemagne (loi du 2 juillet 1927, 58) ; les Etats juxtaposent dans ce système l'organisation méthodique de placement et le paiement d'indemnités compensatrices de la perte de salaire en cas de chômage. En France, les assurances sociales de 1928, mod. 1930, ne visèrent pas beaucoup le chômage, mais les décrets français organisèrent une assistance obligatoire qui, par bien des traits, rappelle l'assurance obligatoire. Les Etats-Unis ignorant l'assurance de chômage obligatoire, certaines sociétés ont organisé à leurs frais le paiement d'allocations en cas de chômage (J. Lescure, p. 551-553). En Chine, depuis la dernière guerre, la grande masse des industries a été détruite par le bombardement des avions japonais. D'une part la baisse et l'exportation de l'argent à l'étranger, d'autre part les troubles économiques de l'heure actuelle qui sont très graves ont rendu le chômage inévitable. La Chine, dans ces conditions, doit créer une organisation d'assurances obligatoires et aussi remédier au chômage en entreprenant des travaux publics ; cela seul peut maintenir la vie humaine de la Chine.

2) *La protection des travailleurs*

Nous allons examiner la loi industrielle du 30 décembre 1929. Pour l'amélioration de la vie économique des ouvriers, pour augmenter leur capacité de production, l'Etat doit protéger les travailleurs.

L'établissement de salaires favorables doit être au premier chef garanti par un privilège général ; le sa-

laire des ouvriers doit être en rapport avec le niveau de la vie générale du pays (art. 20). L'article 23 déclare que si les ouvriers prolongent leur travail, il faut payer double chaque heure supplémentaire ou au moins un tiers en plus, parfois même deux tiers en plus que les salaires ordinaires. Si les femmes travaillent comme les hommes, si elles obtiennent le même résultat, leur salaire doit être égal à celui de l'homme (art. 24).

Enfin le maximum des heures de travail est fixé à huit heures. En cas de nécessité il ne peut dépasser dix heures (art. 8).

Chaque ouvrier doit travailler pendant 6 jours et se reposer entièrement le septième (art. 15). L'article 40 déclare que l'ouvrier distingué sera récompensé et sera intéressé aux profits. Il y a un trop grand nombre de règlements sur la protection des ouvriers pour que nous puissions les étudier ici ; du reste ce n'est pas notre sujet, nous exposons simplement quelques articles sur la garantie des ouvriers. La constitution de Weimar (art. 157) déclare que le travail est placé sous la protection particulière du Reich (Etat).

3) *Collaboration des patrons et ouvriers*

Sur ce point le projet indique (art. 139) que les patrons et les ouvriers doivent par contrat collaborer au développement de la production ; nous retrouvons la constitution de Weimar et l'article 165 déclare que les ouvriers et employés sont appelés à collaborer avec les employeurs sur un pied d'égalité pour développer ensemble les forces économiques de la production. Ce point est assez important ; ces contrats de collaboration sont les plus fréquents dans la vie sociale. Quiconque est em-

ployé ou salarié vit de ce contrat. En France l'article 19 du Code de travail déclare que « le contrat de travail est soumis aux règles du droit commun ». Le contrat ordinaire pose d'habitude trois conditions : 1° le consentement des parties contractantes ; 2° un objet licite ; 3° la capacité des parties.

Car lorsque le contractant s'engage à mettre ses capacités et sa force de travail pour un temps déterminé moyennant une rémunération en argent, calculée soit d'après le temps passé soit d'après le travail accompli pendant la durée de ce travail, à la disposition d'un patron pour collaborer au développement de la production, il faut qu'il ait pesé toutes les conditions du contrat.

4) *La protection particulière des femmes et des enfants*

1) Les femmes mariées ou non mariées travaillent soit pour maintenir leur vie personnelle, soit pour équilibrer le budget familial ; donc le salaire des femmes mariées devrait faire partie intégrante de la communauté (Paul Pic, *Traité Industrie*, p. 712).

2) En vue de la protection particulière des enfants en général, on doit leur laisser le temps de recevoir une éducation civique d'une part et de l'autre il faut leur permettre un développement physique suffisant. En France, la loi du 30 juin 1928 pose le principe que les enfants ne peuvent être employés ni être admis dans les établissements visés à l'article 1^{er} avant l'âge de 13 ans révolus. En Chine, par la loi industrielle du 30 décembre 1929 (art. 5), les enfants ne peuvent être engagés pour travailler qu'à l'âge de 14 ans accomplis.

3) L'article 7 (La loi industrielle, 30 décembre 1929)

déclare qu'il est interdit de mettre les enfants et les femmes à certains travaux où ils courraient des risques professionnels (comme les travaux souterrains, mines, carrières).

Les enfants des deux sexes ne peuvent avant 16 ans accomplis être chargés de travaux de force.

4) Le repos des femmes en couches.

En France, la circulaire ministérielle du 15 août 1913, la loi du 4 janvier 1928 (c. trav. liv., art. 29 mod.) ont stipulé que le travail serait suspendu pendant douze semaines sous peine de dommages-intérêts au profit de la femme. En Chine la loi industrielle (art. 37) déclare pour le repos des femmes en couches une suspension de travail de huit semaines, la femme recevra pendant ce temps son salaire ordinaire.

VI. — *Création de l'assistance publique*

En France (1792) l'assemblée législative affirme la volonté qu'a la France de donner au monde l'exemple de la fraternité. Ce sentiment « rend commun à tous les dommages subis par l'un des membres du corps social » ; faute de ressources les victimes de la guerre ne recevront cependant que des secours.

La convention nationale en 1793 reconnaît de même le droit à la réparation intégrale des dommages occasionnés par la guerre ; en fait elle n'indemnise pas les victimes (H. Berthelémy, *Traité élémentaire de droit administratif*, p. 455-456, 1933).

Si un travail public cause la mort, des blessures ou l'invalidité, l'Etat doit être chargé des secours. Des accidents peuvent être causés aux personnes soit dans la

construction d'un ouvrage soit par suite de l'écroulement de cet ouvrage, soit par défaut d'entretien soit dans la manœuvre même de l'ouvrage ; ces accidents doivent être réparés (Maurice Haurion, Précis de droit administratif, p. 341).

Pour ces diverses raisons, le projet de la constitution du Yuan législatif (art. 141) déclare que la création d'assistance et de secours d'invalidité sera indispensable.

La misère, la vieillesse, la faiblesse, l'invalidité et l'incapacité empêchent les individus de pourvoir à leur subsistance ; si on ne leur garantit pas des secours effectifs, la Société entière peut en souffrir gravement. En France l'assistance de prévoyance est destinée à éviter la misère, M. Berthelémy a raison de dire : « Ce n'est pas à dire qu'il ne soit pas socialement utile de l'instituer, c'est seulement l'affirmation de cette utilité qu'il faut lire dans le passage de la déclaration des droits de l'homme où les secours publics sont tenus pour une dette sacrée » (Traité administratif, p. 976).

En Chine le projet (art. 142) déclare que l'Etat doit aider les nécessiteux par divers secours.

SECTION II

EDUCATION — PRINCIPE GÉNÉRAL

Nous pouvons dire que l'éducation en Chine jusqu'au 20^e siècle était réservée à certains milieux. Pour les hommes comme pour les femmes le mouvement d'éducation unique dans ces quarante dernières années a été très énergique. Dans les villes et même à la campagne,

les enfants de 16 ans ont presque tous reçu l'éducation civique. Jusqu'aujourd'hui elle est considérée comme le devoir du peuple. M. H. Berthelémy déclare que la loi qui impose l'instruction primaire n'a fait que donner une sanction juridique à un devoir naturel (Traité administratif, p. 881).

Dans le projet de la constitution du Yuan législatif, l'article 143 déclare que le but de l'éducation est d'exalter l'âme de la race, d'enseigner la morale au peuple, d'exercer la capacité d'autonomie et de faire progresser la vie populaire. L'Etat doit s'appliquer à donner au peuple une éducation solide et complète.

Les citoyens de la République sont tous égaux en ce qui concerne l'éducation (art. 144, projet).

Les établissements d'enseignement publics ou privés de la nation entière doivent se soumettre aux principes de l'éducation nationale en vue de l'enseignement de la politique publique.

L'organisation de l'enseignement est soumise au contrôle de l'Etat par le moyen de la surveillance soit par inspecteurs soit par consultation de la direction.

Tous les établissements publics et privés doivent tendre à réaliser le vrai principe de l'éducation nationale (art. 145).

1° Instruction primaire.

Dans la plupart des Etats, l'instruction primaire est obligatoire et gratuite pour les enfants ; nous trouvons à ce sujet : En France, la loi du 28 mars 1882 (art. 1^{er} et 4) et la loi du 30 octobre 1886, en Allemagne de la constitution de Weimar (art. 145), en Pologne (art. 108), en Espagne (art. 45), en Russie (art. 17), en Tchécoslo-

vaquie (art. 16, p. 6), en Roumanie (art. 24, p. 2), en Grèce (art. 23, p. 2), etc... En Chine, l'article 146 du projet de la constitution du Yuan législatif déclare que l'enfant doit recevoir l'instruction primaire élémentaire de six à douze ans. Cette instruction est gratuite. L'enseignement primaire actuel est divisé en deux degrés, premier et supérieur ; chaque degré dure trois ans. Sur ce sujet M. H. Berthelémy (Traité ad., p. 896) dit : l'enfant recevra la première instruction de six ans à treize ans révolus. L'Allemagne (art. 145), l'enfant sera instruit de 8 ans jusqu'à 18 ans ; en Grèce, l'article 23 déclare : l'instruction durera au moins 6 ans. Plus la civilisation arrivera à un haut degré, plus l'éducation civique aura de durée.

Le projet (art. 147) déclare également que ceux qui ont dépassé l'âge de l'instruction primaire élémentaire et qui se trouvent sans instruction peuvent y remédier par le moyen de l'école préparatoire qui est gratuite aussi, mais dont la durée d'enseignement n'a pas été fixée par des textes. La nation veut que tout le peuple reçoive l'éducation civique ; ce sera le seul moyen de faire progresser la nation entière.

2° L'enseignement secondaire n'a pas été fixé par le projet, il fera l'objet de lois ordinaires ou de lois locales. Actuellement l'enseignement secondaire dans la nation entière a une durée de six ans, il se divise en deux degrés, premier et supérieur, chacun de trois ans.

3° Enseignement supérieur.

L'enseignement universitaire a une durée de 4 ans dans toutes les facultés, sauf l'école de médecine qui dure 5 ans (art. 21, la loi universitaire du 26 avril 1929) ; on ne peut pas encore aller jusqu'au doctorat mais simple-

ment jusqu'à la licence. La durée de scolarité dans les instituts spéciaux est de 2 ou 3 ans (art. 9, la loi institue 26 avril 1929).

L'article 148 du projet déclare que les enseignements supérieurs sont nécessaires pour les études spéciales ; ils doivent être organisés selon le local ou l'endroit et la région mais ils doivent tous réaliser le caractère d'éducation supérieure pour le progrès de la civilisation et l'égalité des citoyens.

4° Dans les constitutions modernes, on a créé des bourses pour aider les étudiants pauvres et faciliter leurs études. Nous en trouvons quelques exemples dans la constitution polonaise (art. 119, p. 1), la constitution roumaine (art. 24, p. 3), la constitution danoise (art. 83).

Le projet chinois (art. 152) déclare que les écoles publiques et privées de la nation entière doivent disposer de bourses et de récompenses pour les étudiants qui se sont distingués par l'excellence de leurs résultats et pour les étudiants qui ne peuvent pas payer leur instruction. Mais les bourses sont strictement limitées à ces deux catégories d'étudiants.

5° Les frais de l'enseignement primaire.

La constitution hellénique (art. 23) déclare que les frais de l'enseignement sont supportés par des organismes d'administration locale autonome.

En France, l'article 3 (Loi 19 juillet 1889) déclare que les dépenses ordinaires de l'enseignement primaire sont réparties entre le budget national et le budget départemental et communal ; c'est au budget de l'Etat que figurent les traitements ordinaires du personnel.

Les principales dépenses inscrites au budget des départements sont les frais d'installation et d'entretien du bureau du service départemental d'instruction publique (M. H. Berthelémy, *Traité administratif*, 1933, p. 900).

Le projet chinois (art. 149) déclare que les frais d'enseignement primaire sont répartis aussi entre le budget de l'Etat et le budget local : 15 % du budget total seront à la charge du gouvernement central, 30 % du budget total à celle du gouvernement local. Le même article déclare que les frais d'éducation dans les établissements indépendants sont payés en partie par les indemnités des étrangers ; les frais spéciaux incombant à la Chine se rapportent surtout à l'éducation selon les lois. Ces frais sont aussi contrôlés par l'Etat.

L'article 149 du projet déclare qu'au cas où la province ou le district ne sont pas assez riches pour suffire aux frais de l'éducation, ils seront aidés par le trésor public.

Nous avons déjà indiqué que la Chine est accablée jusqu'aujourd'hui par ses dettes envers les étrangers et les indemnité qu'elle doit payer ainsi que par ses gros frais de milice ; c'est pourquoi la constitution créera ces lois pour assurer les frais de l'éducation primaire.

6° Aide ou récompenses aux diverses écoles.

Le projet (art. 150) déclare que les écoles privées dont les résultats sont les meilleurs seront récompensées ou aidées par l'Etat.

L'Etat doit surveiller l'éducation dans les colonies étrangères et l'encourager par des récompenses ou des bourses (art. 151).

L'article 145 indique que l'Etat doit surveiller et ré-

compenser l'éducation dans tous les établissements même dans ceux des colonies étrangères.

La Chine actuelle a besoin d'une éducation plus complète et plus énergique.

7° La garantie pour les professeurs et les autres fonctionnaires des établissements enseignants.

Les professeurs et les secrétaires de l'enseignement sont des fonctionnaires publics. Il faut donner aux professeurs certaines garanties pour assurer leur fonction. Si pendant la durée de leur charge il font un travail sérieux et dévoué ils seront protégés et récompensés par l'Etat ; enfin les traitements annuels, les augmentations de traitement et la retraite sont fixés par la loi (art. 153).

8° Protection et récompense des inventions.

La constitution allemande (art. 142) déclare que l'art, la science et leur enseignement sont libres ; l'Etat leur accorde protection et encouragement. Ceci se trouve également dans la constitution hellénique : l'article 21 déclare que l'art et la science sont placés sous la protection de l'Etat qui participe à leur diffusion.

Le projet (art. 154) est aussi explicite sur ce sujet ; les inventions concernant les sciences et les arts doivent être protégées et récompensées par l'Etat.

9° Protection et conservation des objets et monuments historiques.

Sur ce sujet nous trouvons quelque exemple dans les constitutions allemande (art. 150), espagnole (art. 45) ; le projet (art. 155) déclare que la protection et la conservation d'objets et monuments historiques sont à la charge de l'Etat.

SECTION III

FINANCES

La question des finances est un peu spéciale ; nous allons l'étudier simplement sur les divers textes.

I. — *La division des recettes et des dépenses*

Les recettes et les diverses dépenses des services du gouvernement sont séparées en catégories. L'aide et la coopération du fisc sont fixées par la loi (art. 156).

Les recettes annuelles et les comptes définitifs des dépenses dans les divers services du gouvernement doivent, au moins une fois par an, être groupés en un projet de comptes définitifs des dépenses, la mesure et l'ordre en sont fixés par la loi (art. 157).

II. — *Le budget*

1) Le projet du budget, les comptes définitifs des dépenses dépendant des divers services du gouvernement peuvent être fixés par des règlements, mais le compte rendu des profits et pertes doit être selon la loi incorporé au budget total et aux comptes définitifs des dépenses (art. 157, p. 1).

2) Dans les divers services du gouvernement, le budget des frais que nécessitent les projets de constitution à longue haleine doit être incorporé à la totalisation annuelle (art. 157, p. 2).

3) Le budget total des divers services du gouvernement doit passer par l'ordre juridique, sinon il ne peut pas être constitué (art. 157, p. 3).

a) Le projet de budget en principe ne peut pas changer ni être dépassé, sinon par un nouveau texte de loi permettant l'augmentation et la ratification rétrospective (art. 158).

b) Budget extraordinaire.

Les divers services du gouvernement peuvent créer un budget extraordinaire pour une raison urgente (art. 158, p. 1).

1° Défense nationale et sécurité intérieure ;

2° Grande catastrophe extraordinaire ;

3° Urgent et important travail.

III. — Les articles concernant la législation dans le gouvernement central doivent être votés obligatoirement par le Yuan législatif. La province et le district peuvent faire des règlements selon les lois mais ces règlements ne sont valables que s'ils sont votés par l'organe juridique (art. 159).

1° Impôts, taxes, amendes, condamnations à des amendes, recettes publiques et changement de taux.

2° Emprunts nationaux.

Disposition des propriétés publiques, conclusion de conventions augmentant les charges du trésor national.

3° Monopoles d'entreprises publiques, de charges privées ou d'autres affaires concernant les intérêts autorisés ou déclarés nuls par le gouvernement.

4° Possibilité de permettre ou de déclarer nuls des monopoles et autres pouvoirs extraordinaires.

IV. — *Emprunts nationaux*

1) Le gouvernement de la province et celui du district n'ont la permission de contracter des emprunts nationaux que selon la loi.

2) Demande de crédits directs aux capitaux internationaux ou utilisation directe des marchandises internationales.

Sur ce sujet en principe le gouvernement local ne peut pas faire de contrats directement avec les pays étrangers, sauf au cas où la loi lui en donne la permission spéciale (art. 159, p. 2).

V. — *Droit de douane et impôt*

1° Les droits de douane et les recettes du gouvernement central ne sont touchés qu'une seule fois quand les marchandises entrent ou sortent du pays (art. 160, p. 1).

2° Le droit d'impôts sur les diverses marchandises appartient au gouvernement central qui agit selon la loi (art. 160, p. 3).

Les divers services du gouvernement ne peuvent pas exiger les impôts de passage sur les marchandises intérieures, sauf au cas où il faudrait améliorer les communications. Les marchandises qui empruntent une autre voie ne paient pas (art. 160, p. 2).

3° Liberté de passage.

Les marchandises sur le territoire de la République chinoise doivent être autorisées à passer librement et n'en être empêchées que selon les lois (art. 160).

VI. — *L'organisation fiscale des organes gouvernementaux*

Les recettes, les dépenses, les comptes définitifs et le contrôle doivent être indépendants. En ce qui concerne les comptes et le contrôle, nous avons déjà dit qu'ils dépendent d'un organisme spécial, le Yuan de contrôle. Les détails sont fixés par la loi.

SECTION IV

MILITARISATION

Les armées de la République chinoise sont contrôlées par le gouvernement central. Elles sont constituées par la défense nationale, pour l'affermissement de l'autorité nationale, pour la garde du territoire et pour l'offensive extérieure. Les armées doivent obéissance au commandement et à l'ordre juridique (art. 162).

I. — *Le système de recrutement*

Les armées essentielles se recrutent par le système obligatoire, le peuple a l'obligation de faire partie de la défense nationale. Les détails sont fixés par la loi (art. 163).

II. — *Composition des armées*

La nation entière d'après les nécessités de la défense nationale doit être divisée en quartier des armées ; le détail est fixé par la loi.

Le gouvernement local ne peut former des armées, ni organiser l'éducation militaire ; le gouvernement de province, le gouvernement de district ou de la municipalité ne peuvent posséder d'arsenal.

a) Restriction concernant la situation des officiers.

1° Le chef du commandement ne peut pas résider dans la ville centrale de la province (art. 167).

2° Les officiers en activité ne peuvent pas faire de politique ou émettre d'opinions sur la politique (art. 171).

3° Les officiers ne peuvent pas avoir en même temps une situation d'officier administratif (art. 172).

b) Commandement des armées.

1° En temps ordinaire, les armées sont sous l'autorité directe du chef des armées qui agit au nom du président de la République.

2° En cas urgent, la direction de la guerre est exercée par un chef commandant qui sera nommé par le consentement du Yuan législatif, mais la fonction de chef commandant se terminera dès que la guerre sera finie (art. 165).

III. — L'organisation des armées est fixée par la loi (art. 164) ; elles sont divisées en : 1° armées de terre ; 2° armées de l'air ; 3° armées de mer.

IV. — *La question de la mobilisation*

Les armées doivent résider dans la région ou sur le territoire de la défense. Sauf par ordre du gouvernement central ou par suite d'événements graves ou encore sur la demande d'aide du gouvernement de la province du

district et de la municipalité, elles ne sont pas mobilisées.

Dans le cas précédent d'urgence immédiate, les gouvernements provinciaux des districts et des municipalités ainsi que le chef commandant du quartier d'armées doivent faire sur-le-champ un rapport au gouvernement central (art. 168).

V. — *En cas de déclaration de guerre*

La guerre étant déclarée par le pays étranger (ou même si elle n'a pas été déclarée officiellement), la force militaire doit faire une offensive immédiate. Le président de la République a le droit de commander et de mobiliser des armées, d'organiser la défense urgente et de déclarer l'état de siège selon les lois en demandant la ratification rétrospective (art. 166).

VI. — *Les frais*

Les frais des armées sont supportés par le trésor national, les soldes minima des soldats et des officiers sont fixées par le budget.

Les frais des armées sont indépendants et ils seront contrôlés par la trésorerie nationale selon les lois (art. 169).

VII. — *Les affaires de la police*

Les affaires de la police du district et de la municipalité sont fixées par la loi (art. 170, p. 1).

VIII. — *La juridiction militaire*

Le pouvoir d'exercer la juridiction militaire et d'organiser cette juridiction est fixé par la loi (art. 173).

CHAPITRE VI

ARTICLES ADDITIONNELS

SECTION I

LES LOIS ORDINAIRES

Nous avons déjà parlé dans la première partie de ce travail des lois ordinaires. Dans la plupart des Etats, la loi constitutionnelle est sous la forme écrite rigide, elle est votée par un organisme spécial, tandis que les lois ordinaires sont sous forme ordinaire votées par le corps législatif et modifiées également par lui.

La loi constitutionnelle est la loi suprême de la nation. Si les lois ordinaires ne sont pas opposées à la constitution, elles peuvent être promulguées, mais pas avant d'avoir été votées par le Yuan législatif. Celui-ci agit comme le corps législatif d'un autre pays malgré qu'il soit une branche du gouvernement. Les lois sont promulguées actuellement par le président de la République. Il en sera de même dans la future constitution (art. 174 du projet du Yuan législatif).

SECTION II

LE DROIT D'APPRÉCIER L'ENTRÉE EN VIGUEUR DE LA CONSTITUTION ET SA RÉVISION

Nous avons déjà traité dans la première partie de ce travail :

1) *Le droit d'apprécier*

La question du droit d'apprécier de la constitutionnalité des lois appartiendra, en principe, au Yuan Judiciaire (art. 176).

La question de l'inconstitutionnalité des lois ne pourra être soulevée que devant la Cour Suprême.

Le précédent pour l'application de la voie interprétée est encore très peu développé, comme aux Etats-Unis et en Roumanie. (Question déjà traitée dans la première partie de ce travail).

Ce droit d'apprécier appartient soit à un organisme ordinaire, soit à un organisme spécial.

Cette question a suscité de nombreuses opinions dissemblables. Il y a des auteurs qui sont partisans de confier ce droit d'appréciation au Yuan législatif, car le Yuan législatif a le droit de voter les lois ordinaires. Il a également le droit de voter le projet constitutionnel.

Il paraît donc tout naturel de lui donner également le droit d'apprécier.

Cependant le projet de la Constitution du Yuan législatif fixait ce pouvoir au Yuan judiciaire, pour mainte-

nir strictement la séparation des pouvoirs par son caractère spécial.

Enfin, le droit d'apprécier doit être confié au Yuan judiciaire. De ceci résultera la séparation des pouvoirs en théorie.

2) *La révision*

La révision dans le régime de la constitution écrite est toujours faite sous une forme rigide et par un organisme spécial qu'on nomme Assemblée nationale. Dans notre future constitution elle sera établie également sous une forme solennelle :

1° La proposition de la révision de la constitution doit être déposée et publiée un an avant la session de l'Assemblée nationale par la personne qui fait cette proposition.

2° La révision de la constitution n'a lieu que sur la proposition d'un quart plus un des membres de l'Assemblée nationale mais la présence des trois quarts des membres est indispensable pour le vote. La révision doit être votée par deux tiers des membres présents (art. 177).

3° La constitution entrera en vigueur le jour de la promulgation (art. 178).

CONCLUSION

En conclusion cette constitution invite tous les citoyens à faire les plus grands efforts et à tendre toute leur énergie pour arriver à la complète indépendance de la nation chinoise à l'intérieur, et pour réaliser la sécurité et la paix de la nation chinoise à l'extérieur. Le projet est basé sur la démocratie et la civilisation moderne. Bien que le gouvernement soit encore dans la période de tutelle politique sous une dictature provisoire, le Kuo-min-tang déclare lui-même dans le préambule (alinéa 4) des lois organiques chinoises le 8 octobre 1928 qu'il juge nécessaire d'établir la « constitution des cinq pouvoirs... et la remise des pouvoirs à la nation ». C'est une preuve qu'après la promulgation de la constitution les pouvoirs seront remis à la nation entière. Nous avons déjà examiné cette intention d'établir la véritable démocratie, car le régime constitutionnel des cinq pouvoirs ne ressemble ni au bolchevisme ni au fascisme ; ces deux régimes actuels sont contraires à la démocratie, ils sont sous une forme tout à fait dictatoriale.

Le régime constitutionnel des cinq pouvoirs s'inspire de la constitution des démocraties modernes, de celle des Etats-Unis, de celle de la France, de celle de la Suisse, etc... mais la constitution chinoise donne la souveraineté nationale au peuple entier. Le peuple exerce lui-même la puissance souveraine par les quatre droits :

1) Election ; 2) Révocation ; 3) Referendum ; 4) Initiative. Elle se distingue nettement du pouvoir dirigeant du gouvernement. Le gouvernement comprend un président et un vice-président. Pour garantir l'exercice du pouvoir exécutif les cinq branches du pouvoir sont séparées entre elles. Ce sont le pouvoir exécutif, le pouvoir législatif, le pouvoir judiciaire, le pouvoir d'examen, le pouvoir de contrôle. Ces pouvoirs sont contrôlés par l'assemblée nationale des délégués du peuple et par l'organe de contrôle. Ce régime ne ressemble pas à ceux d'Europe ou d'Amérique, car il est sous une forme spéciale. D'abord l'assemblée nationale ne ressemble pas aux parlements, puis à leurs pouvoirs habituels s'ajoutent deux pouvoirs supplémentaires.

Il en résulte que le Gouvernement doit être subordonné à la puissance souveraine du peuple. Plus les relations entre le peuple et le gouvernement sont étroites, plus le respect pour le peuple est grand, plus la force du gouvernement est complète.

Les cinq pouvoirs seront comme les branches et les fonctions du gouvernement ; dans ce système, le pouvoir législatif ne sera qu'une branche du pouvoir, il n'est pas délégué par la souveraineté populaire.

Les deux nouveaux pouvoirs d'examen et de contrôle s'inspirent des principes du droit public de l'ancienne tradition chinoise ; en adoptant ces deux pouvoirs on se propose de remédier aux défauts des régimes actuels des pays modernes pour améliorer pratiquement la crise de la démocratie. Les avantages en sont les suivants :

1° Le pouvoir législatif reste désormais un corps de purs spécialistes et sera sur le même pied que les autres pouvoirs ; on évitera ainsi le conflit des régimes parle-

mentaires ; 2° Le pouvoir d'examen assurera un bon recrutement des fonctionnaires pour tous les services publics, il maintiendra le niveau des capacités des fonctionnaires ; 3° Le pouvoir de contrôle exerce un contrôle juridique non seulement sur les membres du gouvernement, mais aussi sur les membres du service administratif du pays entier ; 4° L'autonomie locale réalisera l'unification la plus complète du pays et arrivera à créer une véritable démocratie. Le Gouvernement provincial servira la liaison entre le gouvernement central et les gouvernements locaux.

La démocratie pourra ainsi être pratiquée dans un pays aussi grand que la Chine, car le peuple jouira des droits directs dans le gouvernement local et il jouira directement des droits d'élection et de révocation des délégués de l'assemblée nationale.

Depuis le dernier siècle, la crise économique mondiale s'accroît, la vie populaire, de plus en plus, a donc absolument besoin que l'Etat intervienne pour la protéger.

Notre projet applique l'idée de Sun Yat Sen du triple démisme. On a prévu de nombreuses mesures pour améliorer la vie du peuple ; nous avons aussi trouvé quelques essais de ce genre dans les constitutions modernes, par exemple dans la constitution de Weimar 1919, cette amélioration sera conditionnée par une plus grande valeur des institutions politiques ; ces institutions sont spéciales à la Chine, peut-être les appliquera-t-on plus tard dans d'autres pays, mais pour l'instant le régime a encore très peu d'expérience.

Nous avons assisté également depuis la grande guerre (1914-1919) à l'affaiblissement des tendances démocra-

tiques en Russie et en Italie et au triomphe d'un courant antidémocratique. Dans d'autres pays, on parle de réformes parlementaires, la crise démocratique existe, l'exemple de l'Italie et de la Russie nous montre que la difficulté de résoudre cette question provient simplement du défaut du régime. La constitution des cinq pouvoirs peut être considérée comme une tentative de réforme de la démocratie, elle crée un nouveau type de gouvernement, ce nouveau régime peut remédier aux défauts des démocraties modernes.

L'opinion publique a demandé la révision de quelques points du texte du projet :

1° Il n'y a aucun règlement concernant l'organisation de l'assemblée populaire du district ou de la municipalité, le législateur a négligé cet important sujet. En Chine, depuis la révolution, il n'a jamais existé un organisme populaire pratique pour l'exercice de la puissance souveraine, par le moyen des quatre droits. Les théories uniquement scientifiques jusqu'à présent, doivent être applicables. Il faudrait au moins que la constitution fixe des sessions et quelques lois pour assurer la base organique de cette Assemblée.

2° Le projet a stipulé que le droit d'élection du peuple sera exercé d'après le système de la majorité ; cependant il y a beaucoup d'auteurs favorables à la représentation proportionnelle. On considère que ce système évitera tous les dangers de la lutte des partis. En ce qui concerne l'élection du président de la République, dans le texte du projet, celle-ci se fait par élection indirecte, c'est-à-dire que le Président de la République sera élu par les délégués de l'Assemblée nationale. L'opinion publique aurait préféré que le président soit élu directe-

ment par le peuple lui-même et soit contrôlé par l'Assemblée nationale, peut-être que le choix du président serait meilleur que s'il est fait par l'assemblée nationale des délégués.

3° Le projet stipule les détails des conditions de révocation des hauts fonctionnaires. M. Tchen-Zon-Yuan a exposé ses théories dans le journal du matin (8 octobre 1934, Shanghai). Dans la révocation, il faut distinguer deux parties : 1° La censure, c'est la révocation de l'agent public par l'organe de contrôle ; 2° La révocation populaire exercée directement par le peuple. Quand l'organe de contrôle exerce son propre pouvoir, on peut décider de la révocation sous certaines conditions du fonctionnaire qui a manqué à ses devoirs ou violé les lois. Dans l'autre cas le peuple lui-même décide de la révocation par suite de la méfiance que lui inspire le fonctionnaire ; en ce cas le peuple doit voter. Si la proposition est acceptée par la majorité du peuple, même si le fonctionnaire révoqué n'a ni manqué à ses devoirs ni violé la loi, il doit quitter son poste car la méfiance du peuple est souveraine. Sur ce sujet le projet de la constitution n'a établi ni distinctions ni règles.

Le projet de la constitution est enfin voté depuis déjà quelque temps. Le règlement de l'Assemblée nationale est également voté par le Yuan législatif.

En ce moment, on se prépare peut-être à convoquer l'Assemblée nationale pour que ce projet de la constitution du Yuan législatif puisse être présenté et voté par l'Assemblée nationale pour pouvoir être mis en vigueur, mais, vingt-quatre ans se sont déjà passés depuis la Révolution chinoise et comme nous l'avons déjà dit, aucun régime n'a été pratiqué de manière durable dans ce pays.

La démocratie est loin d'être réalisée, par suite du grand défaut d'unification du pays. Par le triomphe du parti Kuo-min-tang la dictature a été assurée par la force militaire, mais, depuis 1928, on va de plus en plus vers l'unification de la nation, la lutte des partis a duré cependant jusqu'à présent.

Nous espérons que le régime gagnera peu à peu l'entière confiance du peuple. A l'heure actuelle il faut à la Chine une complète pacification à l'intérieur, pour résoudre toutes ces difficultés matérielles de la situation. Le peuple doit travailler pour la justice et la paix de l'avenir, malgré les très grandes difficultés intérieures et extérieures. Si le peuple peut exercer la véritable puissance souveraine et si le pouvoir dirigeant du gouvernement émane du peuple, il arrivera un jour où la Chine sera une nation puissante et pacifique. Elle contribuera également à la sécurité et à la paix du monde entier.

Vu :

Nancy, le 15 Mai 1935

Le Président de la Thèse,
LALOUËL.

Vu :

Nancy, le 22 Mai 1935.

Le Doyen de la Faculté de Droit,
F. SENN.

Vu et permis d'imprimer :

Nancy, le 23 Mai 1935

Le Recteur de l'Académie,

L. BRUNTZ.

Président du Conseil de l'Université.

APPENDICE

LE PROJET

DE LA CONSTITUTION RÉPUBLICAINE CHINOISE

Ce projet législatif a été voté par le Yuan législatif, 16 octobre de l'an XXIII de la République chinoise (1934).

L'assemblée nationale de la République chinoise, pour mériter la confiance du peuple entier, doit suivre les anciens enseignements de M. Sun qui a fondé la République chinoise, et doit établir la présente dans tout le pays pour que tous la respectent perpétuellement.

CHAPITRE PREMIER

PARTIE GÉNÉRALE

ARTICLE PREMIER. — La République chinoise est une démocratie, sur la base du triple démisme (ou trois principes du peuple).

ART. 2. — La souveraineté de la République chinoise appartient au corps entier du peuple chinois.

ART. 3. — Tout individu inscrit sur les registres officiels de la République chinoise, conformément aux prescriptions de la loi est citoyen de la République chinoise.

ART. 4. — Le territoire de la République chinoise comprend : Kiang-sou, Tche-kiang, Ngan-haneï, Kiang-si, Hou-peï, Hou-nan, Sceu-Tchouan, Si-kang, Ho-peï, Chan-tong, Chan-si, Ho-nan, Chen-si, Kan-sou, Tsing-hoi, Fou-kien, Konang-tong, Konang-si, Yun-nan, Koneï-tchéou, Liaoning, Ki-lin, Hei-long-kiang, Johal, Tcha-hal, Sanée-Yuan,

Ning-hia, Sien-kiang, Mongolie, Tirbet. Thibet conformément à son état constant et établi.

Le territoire de la République chinoise ne peut être modifié que par la décision de l'Assemblée nationale.

ART. 5. — Les différentes races de la République chinoise sont toutes égales ; elles deviennent parties intégrantes de la race nationale de la République chinoise.

ART. 6. — Le drapeau de la République chinoise a été fixé ; le coin de gauche porte un soleil dans un ciel bleu sur fond rouge.

ART. 7. — La capitale de la République chinoise est fixée à Nanking.

CHAPITRE II

LE DROIT ET LE DEVOIR DU PEUPLE

ART. 8. — Les citoyens de la République chinoise sont tous égaux devant la loi.

ART. 9. — Les citoyens de la République chinoise sont libres, ils ne peuvent être arrêtés, emprisonnés, jugés ou punis que selon les lois.

Si un citoyen a été arrêté et emprisonné à cause d'un délit ou parce qu'il est suspect, l'autorité doit en dire les raisons à cette personne ou à sa famille au plus tard dans les 24 heures et renvoyer l'affaire devant un tribunal ou une cour qui l'instruira et l'examinera ; le tribunal ou la cour peuvent, sur la demande de l'inculpé ou de son parti, faire dans les 24 heures remettre l'affaire entre les mains de l'autorité pour être examinée et instruite.

Le tribunal ne peut pas refuser la demande précédente et l'autorité ne peut repousser la demande du tribunal.

ART. 10. — La juridiction militaire ne peut juger que les militaires en service actuel.

ART. 11. — Le domicile des citoyens est libre, et ne peut être envahi ni soumis à aucune perquisition ; on ne peut y apposer de scellés que selon les lois.

ART. 12. — Le citoyen de la République chinoise est libre d'élire son domicile et d'en changer sans être inquiété autrement qu'en vertu des lois.

ART. 13. — Le citoyen de la République chinoise est libre de parler, d'écrire et d'imprimer sans qu'on puisse l'en empêcher et sans autres restrictions que celles qui découlent des lois.

ART. 14. — Le secret des lettres est un droit du citoyen de la République chinoise sans qu'il puisse en être privé autrement qu'en vertu des lois.

ART. 15. — Le citoyen de la République a la liberté de conscience sans restrictions sinon en vertu des lois.

ART. 16. — Les citoyens de la République sont libres de s'assembler ou de s'associer sans empêchement ni restriction autrement qu'en vertu des lois.

ART. 17. — Le droit de propriété des citoyens de la République chinoise ne peut subir pour la cause d'utilité publique, ni expropriation, ni saisie publique ou privée, qu'en vertu des lois.

ART. 18. — Le citoyen de la République chinoise a le droit de présenter des pétitions, d'exposer ses griefs et d'intenter des procès devant les cours de justice selon les lois.

ART. 19. — Le citoyen de la République chinoise a le droit électoral, le droit de révocation, le droit de referendum et le droit d'initiative, selon les lois.

ART. 20. — Le citoyen de la République chinoise a le droit de se présenter aux examens publics, selon les lois.

ART. 21. — Le citoyen de la République chinoise a l'obligation de payer les impôts selon les lois.

ART. 22. — Le citoyen de la République chinoise a l'obligation de fournir le service militaire selon les lois.

ART. 23. — Le citoyen de la République chinoise a l'obligation d'accepter une fonction publique, s'il est nommé selon les lois.

ART. 24. — La constitution assure et garantit la liberté du peuple de la République, si elle n'est nuisible, ni à l'ordre social ni à l'intérêt public.

ART. 25. — La loi ne peut restreindre le droit à la liberté

du peuple de la République, que suivant une procédure nécessaire pour garantir la sûreté nationale, pour éviter le danger urgent, pour soutenir l'ordre public et pour développer le bonheur et les intérêts de la Société.

ART. 26. — Tous les fonctionnaires, en cas de violation de la loi ou au cas où ils auraient fait un usage nuisible de la liberté et du droit du peuple, ne doivent subir de punition que selon les lois ; ils sont responsables devant le droit civil et pénal, la victime peut demander des dommages-intérêts, dans la mesure où elle a été lésée, devant l'Etat en vertu des lois.

CHAPITRE III

ASSEMBLÉE NATIONALE

ART. 27. — L'Assemblée nationale sera composée des délégués du peuple de la République chinoise, élus de la manière suivante :

1) Chaque district, municipal ou même « local » a le droit d'élire un délégué, davantage si la population dépasse 300.000. Autant de fois il y aura 500.000 habitants, autant il y aura de délégués.

Le local, autant qu'un district, doit se conformer aux lois.

2) Le nombre de délégués populaires de la Mongolie et du Thibet est en conformité avec les lois.

3) Le nombre de délégués des colonies de la République chinoise est en conformité avec les lois.

ART. 28. — Le délégué de l'Assemblée nationale est élu par le mode du suffrage direct, le vote se fera au scrutin secret.

ART. 29. — Tout citoyen de la République chinoise ayant vingt ans accomplis pourra être électeur de délégué selon les lois ; à vingt-cinq ans accomplis, il pourra être élu lui-même délégué à l'Assemblée nationale.

ART. 30. — La durée du mandat des membres délégués du peuple sera de quatre ans.

Le délégué du peuple, au cas où il aurait violé la loi ou manqué à ses devoirs, sera révoqué par le district électoral précédent.

ART. 31. — L'Assemblée nationale sera convoquée tous les deux ans, la durée de la session sera d'un mois. En cas de nécessité, elle peut être prolongée d'un mois encore.

L'Assemblée nationale peut être convoquée par l'assentiment d'un quart de ses délégués.

ART. 32. — Les pouvoirs de l'Assemblée nationale sont les suivants :

1) Election du Président et du Vice-Président de la République, du président du Yuan législatif, du président du Yuan de contrôle, des membres du Yuan législatif et des membres du Yuan de contrôle.

2) Révocation du Président, du Vice-Président de la République et du président du Yuan législatif, du président du Yuan judiciaire, du président du Yuan d'examen et du président du Yuan de contrôle, des membres du Yuan législatif et des membres du Yuan de contrôle ;

3) L'initiative de la loi ;

4) Le referendum des lois ;

5) La révision des droits constitutionnels ;

6) D'autres pouvoirs conférés par le droit constitutionnel.

ART. 33. — Le délégué de l'Assemblée nationale n'est responsable, en dehors de l'Assemblée, ni de ses paroles ni de ses votes dans l'Assemblée.

ART. 34. — Le délégué de l'Assemblée nationale ne peut pas, pendant la durée de la session, être arrêté ou emprisonné sans approbation de l'Assemblée nationale.

ART. 35. — L'organisation de l'Assemblée nationale, l'élection et la révocation des membres de l'Assemblée nationale sont établies par la loi.

CHAPITRE IV

LE GOUVERNEMENT CENTRAL

SECTION 1. — PRÉSIDENT

ART. 36. — Le Président est le chef de l'Etat, il est le représentant de la République chinoise à l'égard des pays étrangers.

ART. 37. — Le Président de la République promulgue les lois, donne les ordres et les fait contresigner par le Président du Yuan compétent.

ART. 38. — Le Président de la République commande les armées de terre, de mer et de l'air dans la nation entière.

ART. 39. — Le Président de la République, conformément aux lois, a le droit de déclarer la guerre, de faire la paix, de conclure les traités.

ART. 40. — Le Président de la République, conformément aux lois, a le droit de déclarer l'état de siège et de déclarer sa levée.

ART. 41. — Le Président de la République, conformément aux lois, a le droit d'amnistie, de grâce, de diminution de peine ou restitutions de droits.

ART. 42. — Le Président de la République, conformément aux lois, a le droit de nommer et de révoquer les fonctionnaires civils et militaires.

ART. 43. — Le Président de la République, conformément aux lois, a le droit de présider les cérémonies officielles.

ART. 44. — Le Président de la République contrôle le pouvoir exécutif.

ART. 45. — Le Président de la République est responsable devant l'Assemblée nationale.

ART. 46. — Les citoyens de la République chinoise âgés de quarante ans pourront être élus Président et Vice-Président de la République.

ART. 47. — Le fonctionnaire militaire ne peut, s'il n'a

quitté ses fonctions, être élu Président ou Vice-Président de la République.

ART. 48. — L'élection du Président et du Vice-Président de la République est fixée par les lois.

ART. 49. — La durée des fonctions du Président de la République et du Vice-Président sera de quatre ans ; s'il est réélu, il pourra rester en fonctions pendant une seconde période.

ART. 50. — Le Président de la République en entrant en fonctions doit prêter le serment suivant :

« Je jure devant le peuple de la République que mon cœur est dévoué et sincère.

« J'observerai la constitution ; je m'acquitterai fidèlement de mes devoirs et je m'efforcerai de développer le bonheur et l'intérêt du peuple ; je veillerai aussi à la sécurité de la nation. Je ne tromperai pas la confiance du peuple ; si je manquais à ce serment, je devrais subir la plus sévère punition [respectueusement juré] ».

ART. 51. — Au cas où le Président de la République ne peut pour quelque motif remplir ses fonctions, il est remplacé par le Vice-Président de la République ; lorsque la présidence et la vice-présidence deviennent vacantes en même temps, le président du Yuan exécutif exercera les fonctions de Président de la République.

ART. 52. — Le Président de la République doit quitter ses fonctions le jour même de la fin de son mandat. Si à la date fixée le nouveau Président n'est pas encore élu ou s'il est élu, mais pas encore entré en fonctions, le Président du Yuan exécutif exercera ses fonctions.

ART. 53. — Le Président du Yan exécutif, en cas de vacance de la Présidence, ne peut remplacer le Président de la République au delà de la date fixée de six mois.

ART. 54. — Le Président de la République ne sera, sauf en cas de haute trahison ou de désordre à l'intérieur, l'objet d'aucune accusation ou poursuite en matière criminelle avant qu'il ait quitté sa fonction ou qu'il soit révoqué.

SECTION 2. — YUAN EXÉCUTIF

ART. 55. — Le Yuan exécutif est l'organe exécutif suprême du pouvoir exécutif du Gouvernement central.

ART. 56. — Le Yuan exécutif se compose d'un président et de vingt commissaires politiques qui sont nommés et révoqués par le Président de la République.

ART. 57. — Le Yuan exécutif comprend divers ministères et commissions se partageant et exerçant le pouvoir exécutif.

ART. 58. — Les présidents des différents ministères et les présidents des différentes commissions seront choisis parmi les commissaires politiques par le Président de la République.

ART. 59. — Le Président du Yuan exécutif, les commissaires politiques, les présidents des divers ministères et les présidents des diverses commissions sont responsables devant le Président de la République.

ART. 60. — Le Yuan exécutif se compose d'une Assemblée exécutive, du président du Yuan exécutif et des commissaires politiques. Il sera présidé par le Président de la République ; en cas d'absence du Président de la République, il sera présidé par le Président du Yuan exécutif.

ART. 61. — Sont soumis à l'assemblée du Yuan exécutif :

- 1) Les projets de lois, le budget ;
- 2) La proposition d'état de siège, le projet d'amnistie ;
- 3) Les questions de déclaration de guerre, de négociations de paix, de conclusion des traités et autres questions internationales importantes.

Les décisions concernant les diverses attributions comprises dans les trois premiers paragraphes sont à soumettre au Yuan législatif.

- 4) Les questions relatives aux divers ministères et commissions ;

- 5) Les projets présentés par le Président de la République ;

6) Les propositions sur les questions diverses présentées par le Président du Yuan exécutif, par les commissaires politiques et les divers ministères et commissions.

ART. 62. — L'organisation du Yuan exécutif est établie par la loi.

SECTION 3. — YUAN LÉGISLATIF

ART. 63. — Le Yuan législatif est l'organe suprême du pouvoir législatif du gouvernement central, il est responsable devant l'Assemblée nationale.

ART. 64. — Le Yuan législatif a le pouvoir de voter des lois, le budget, de déclarer l'état de siège, d'amnistie, de guerre, de négocier la paix et autres questions internationales importantes.

ART. 65. — Le Yuan législatif a pouvoir de demander des explications concernant différents actes législatifs aux divers Yuans, ministères et commissions.

ART. 66. — Le Yuan législatif comprend un président élu pour quatre ans ; s'il est réélu, il pourra rester en fonction.

ART. 67. — Pendant la clôture de l'Assemblée nationale, au cas où le Président du Yuan législatif ne peut, pour un motif quelconque, remplir ses fonctions, il sera remplacé par un membre du Yuan législatif choisi par ses collègues.

ART. 68. — Les membres législatifs seront élus par le moyen suivant :

1) Toutes les provinces, la Mongolie et le Thibet, les colonies étrangères, ont le droit d'élire les membres délégués à l'Assemblée nationale, ces membres choisissent des candidats dans la liste ci-dessous ; chaque liste de candidats présentée doit être votée par l'Assemblée nationale, mais la liste ne doit pas être limitée aux seuls délégués de l'Assemblée nationale.

a) Quand la population d'une province ne dépasse pas 5.000.000 d'habitants, la province a le droit de présenter trois candidats ; quand elle dépasse 5.000.000, mais n'a pas encore 10.000.000 d'habitants, la province a le droit

de présenter quatre personnes ; au delà de 10.000.000 d'habitants, mais en dessous de 15.000.000 d'habitants, la province a le droit de présenter cinq personnes. Au delà de 15.000.000 d'habitants, mais en dessous de 20.000.000 d'habitants, la province a le droit de présenter six personnes ; au delà de 20.000.000 d'habitants, mais en dessous de 25 millions d'habitants, la province a le droit de présenter sept personnes ; au delà de 25.000.000, mais en dessous de 30 millions d'habitants, la province a le droit de présenter huit personnes ; au delà de 30.000.000, mais au-dessous de 35 millions d'habitants, la province a le droit de présenter neuf personnes ; au delà de 35.000.000 d'habitants la province a le droit de présenter dix personnes.

b) La Mongolie et le Tirbet ont le droit de présenter chacun six personnes.

c) Les colonies de la République chinoise ont le droit de présenter six personnes.

2) Le Président du Yuan législatif a le droit de présenter des personnes qui ont fait des études spéciales ou qui ont assez d'expérience dans les affaires, mais la liste ne peut dépasser d'un tiers la liste précédente.

ART. 69. — La nomination des législateurs a une durée de quatre ans ; si le législateur est réélu, il pourra rester en fonction.

ART. 70. — Les Yuans exécutif, judiciaire, d'examen et de contrôle pourront de leur propre autorité soumettre des propositions au Yuan législatif.

ART. 71. — Le Président de la République, avant de décider l'exécution de certains actes qui ont été votés par le Yuan législatif ou de les exécuter, a le droit de demander un second tour de scrutin.

Au second tour devant le Yuan législatif, si l'acte est voté par les deux tiers des membres présents de la législation, le Président de la République doit immédiatement mettre son exécution en vigueur.

ART. 72. — La décision prise est envoyée pour la promulgation par le Yuan législatif devant le Président de la République ; il faut qu'elle soit promulguée dans les trente jours après la date de remise.

ART. 73. — Les membres du Yuan législatif ne sont pas responsables de leurs paroles et de leurs votes en dehors du Yuan.

ART. 74. — Les membres du Yuan ne peuvent pas, pendant la durée des sessions, hors le cas de flagrant délit, être arrêtés ou emprisonnés sans l'approbation du Yuan auquel ils appartiennent.

ART. 75. — Les membres du Yuan ne peuvent être en même temps fonctionnaires administratifs publics ou s'occuper d'autres affaires.

ART. 76. — L'élection et l'organisation du Yuan législatif est établie par la loi.

SECTION 4. — YUAN JUDICIAIRE

ART. 77. — Le Yuan judiciaire est l'organe suprême du pouvoir judiciaire du Gouvernement central. Il contrôle les procès en matière civile, pénale, administrative et les jugements, la discipline des fonctionnaires et l'administration judiciaire.

ART. 78. — Le Yuan judiciaire comprend un président, la durée de ses fonctions est de quatre ans, il est nommé par le Président de la République et accepté par le Yuan législatif.

Le Président du Yuan judiciaire est responsable devant l'Assemblée nationale.

ART. 79. — Le Yuan judiciaire comprend le comité de discipline des fonctionnaires et le ministère de l'Administration judiciaire.

ART. 80. — Le Président du Yuan judiciaire présente le ministre de l'Administration judiciaire, le président et les membres du comité de la discipline des fonctionnaires, conformément aux lois, au Président de la République, pour être nommés ou révoqués.

ART. 81. — Le Président du Yuan judiciaire présente toutes les demandes de grâce, de réduction de peines et de réintégration dans les droits civils au Président de la République pour l'homologation.

ART. 82. — Le Yuan judiciaire a le droit d'unifier et d'expliquer les lois et de donner des ordres.

ART. 83. — Les Juges sont indépendants selon les lois (exercer jugement).

ART. 84. — Les juges ne peuvent, à moins d'avoir subi une condamnation pénale, d'avoir été l'objet d'une punition, ou d'avoir été l'objet d'une déclaration d'interdit, être privés de leur fonction ni être suspendus de leur fonction, ni être déplacés, ni subir une diminution de leur traitement que selon les lois.

ART. 85. — L'organisation du Yuan judiciaire et des différentes cours de justice est établi par la loi.

SECTION 5. — YUAN D'EXAMEN

ART. 86. — Le Yuan d'examen est l'organe suprême du pouvoir d'examen du Gouvernement central ; il contrôle les examens et classe les candidats.

ART. 87. — Le Yuan d'examen comprend un président ; sa fonction a une durée de quatre ans, il est nommé par le Président de la République et accepté par le Yuan législatif.

Le Président du Yuan d'examen est responsable devant l'Assemblée nationale.

ART. 88. — Le Yuan d'examen comprend le ministère des classes. Pendant la session des examens, il sera composé du comité d'examen.

ART. 89. — Le Président du Yuan d'examen présente le ministère des classes, selon les lois, au Président de la République, pour être nommé ou révoqué.

Le Président du comité d'examen et les membres du comité sont présentés selon les lois par le Président du Yuan d'examen au Président de la République pour être nommés ou révoqués.

ART. 90. — Les conditions ci-dessus nécessitent un examen et une classification, selon les lois, par le Yuan d'examen ;

- 1) Les aptitudes des fonctionnaires ;
- 2) Les aptitudes des candidats aux fonctions publiques ;
- 3) Les aptitudes de l'artisanat et des professions spéciales.

ART. 91. — L'organisation du Yuan d'examen est établie par la loi.

SECTION 6. — YUAN DE CONTROLE

ART. 92. — Le Yuan de contrôle est l'organe suprême, le pouvoir de contrôle du gouvernement central ; il contrôle la responsabilité personnelle des fonctionnaires et leur révocation. Il contrôle les comptes, il est responsable devant l'Assemblée nationale.

ART. 93. — Le Yuan de contrôle, pour exercer le pouvoir de contrôle, a le droit conformément aux lois, de poser des questions devant les divers Yuans, Ministères et Comités.

ART. 94. — Le Yuan de contrôle comprend un président nommé pour quatre ans. S'il est réélu, il pourra rester en fonction.

ART. 95. — Pendant la clôture de l'Assemblée nationale, au cas où le Président du Yuan de contrôle ne peut pour quelque motif remplir ses fonctions, il sera remplacé par un membre du Yuan choisi parmi les contrôleurs et élu par eux.

ART. 96. — Les délégués de l'Assemblée nationale présentent au contrôle deux candidats choisis dans les diverses provinces, la Mongolie, le Tirbet et les colonies, pour être élus devant l'Assemblée nationale. Le choix n'est pas limité parmi les délégués de l'Assemblée nationale.

ART. 97. — Le mandat de contrôleur a une durée de quatre ans ; si le contrôleur est réélu, il pourra rester en fonction.

ART. 98. — Les fonctionnaires du Gouvernement central et du gouvernement local accusés d'avoir violé la loi ou d'avoir manqué à leur devoir, seront, sur la proposition d'un membre du contrôle et par suite d'une enquête de cinq membres au moins du contrôle, exposés à ce qu'une

décision de révocation soit présentée. Mais si l'un dépose la proposition de révocation du Président de la République, du Vice-Président de la République, du Président du Yuan exécutif, du Président du Yuan législatif, du Président du Yuan judiciaire, du Président du Yuan d'examen, du Président du Yuan de contrôle, il faut que cette proposition soit faite par dix membres du contrôle, par suite l'enquête ne peut être faite et la décision prise que par la moitié au moins de la totalité des membres du contrôle.

ART. 99. — La constitution a établi que la proposition de révocation doit être portée devant le comité de discipline des fonctionnaires à moins qu'elle ne dépende d'une autre organisation.

La proposition ayant été jugée par le comité de discipline des fonctionnaires, son auteur doit être privé de ses fonctions et doit être l'objet d'une punition qui sera exécutée par le Président de la République ou d'autorité de l'officier fonctionnaire en chef.

ART. 100. — Lorsque la situation indiquée par l'article 98 est produite, la proposition de révoquer le Président et le Vice-Président de la République et le Président du Yuan législatif, du Yuan judiciaire, du Yuan d'examen, du Yuan de contrôle doit être présentée devant l'Assemblée nationale ; pendant la clôture de l'Assemblée nationale, le délégué du peuple doit demander, conformément aux lois, que soit convoquée l'Assemblée nationale extraordinaire pour décider de la proposition de révocation.

ART. 101. — Le Yuan de contrôle est composé d'un comité de contrôle des comptes, il est chargé du contrôle des comptes et des affaires.

ART. 102. — Le Président et les membres du comité de contrôle des comptes sont présentés par l'entremise du Président du Yuan de contrôle, conformément aux lois, au Président de la République pour être nommés et révoqués.

ART. 103. — Le rapport des comptes définitifs du comité de contrôle des comptes doit être examiné par le Yuan de contrôle tout entier pour être ensuite promulgué.

ART. 104. — Les membres du Yuan de contrôle ne sont

pas responsables de leurs paroles et de leurs votes en dehors du Yuan de contrôle.

ART. 105. — Les membres du Yuan ne peuvent pas, hors le cas de flagrant délit, être arrêtés ou emprisonnés sans l'approbation du Yuan auquel ils appartiennent.

ART. 106. — Les membres du Yuan ne peuvent être en même temps fonctionnaires administratifs publics ou occuper d'autres fonctions.

ART. 107. — L'élection des membres du Yuan de contrôle et l'organisation du Yuan de contrôle sont établis par la loi.

CHAPITRE V

PROVINCE

ART. 108. — La province est gouvernée par un gouvernement provincial qui agit sur l'ordre juridique de la direction du gouvernement central et du contrôle autonome local.

ART. 109. — Le gouvernement provincial dirigé par un président dont la fonction a une durée de trois ans, est nommé et révoqué par le gouvernement central.

Un militaire ne peut pas être président du gouvernement provincial à moins qu'il n'ait quitté ses fonctions depuis trois ans accomplis.

ART. 110. — La province possède une Assemblée générale, les membres de l'Assemblée, à raison de un pour chaque district, sont élus par l'Assemblée du district et l'Assemblée municipale. La durée de leur mandat est de trois ans, s'ils sont réélus ils peuvent rester en fonctions.

ART. 111. — L'Assemblée générale de la province se réunit une fois par an, la session dure un mois, en cas de nécessité on peut convoquer une Assemblée extraordinaire.

ART. 112. — Les pouvoirs de l'Assemblée générale sont énumérés ci-dessous :

1) La proposition du budget du gouvernement provincial au gouvernement central ;

2) La proposition des projets de loi de la province au Yuan législatif ;

3) Le vote pour confirmer les lois avec disciplines et avec règles provinciales ;

4) La proposition des améliorations et du renouvellement d'administration de leur province au Yuan exécutif ;

5) La proposition de révocation des fonctionnaires de la province au Yuan de contrôle ;

6) Vote de rapports du Président de la province ;

7) La proposition de toutes affaires et projets concernant la province au Président de la province.

ART. 113. — L'organisation du gouvernement provincial, l'organisation de l'Assemblée générale, l'élection et la révocation des membres de l'Assemblée générale de la province sont établis par la loi.

ART. 114. — Au cas où les régionaux ou les gouvernements provinciaux ne sont pas encore organisés, le système administratif des provinces est fixé par la loi.

CHAPITRE VI

DISTRICT

ART. 115. — Le district est une unité indépendante dans les matières concernant l'autonomie.

ART. 116. — Les matières concernant l'autonomie du district sont énumérées ci-dessous :

1) Le recensement et l'inscription du district ;

2) L'administration agraire du district ;

3) Les finances du district ;

4) Les communications, la navigation, l'organisation du travail et les constructions du district ;

5) Les entreprises publiques et coopératives du district ;

6) La police et l'ordre du district ;

7) L'instruction de tout ce qui a trait à la civilisation dans le district ;

8) L'hygiène publique du district ;

9) La production, les assurances, les secours du district ;

10) Le contrôle et la réorganisation (entretien) des propriétés publiques du district ;

11) La conservation des paysages, des antiquités, des monuments, etc... dans le district ;

12) L'autonomie du district.

ART. 117. — Le peuple du district jouit de l'autonomie selon les lois en ce qui concerne l'exercice du pouvoir de referendum et du pouvoir d'initiative, il peut élire et révoquer le président et les autres fonctionnaires du district.

ART. 118. — Le district comprend une Assemblée du district. Les membres de cette Assemblée sont élus par l'Assemblée populaire du district, la durée de leurs fonctions est de trois ans. S'ils sont réélus, ils pourront rester en fonctions.

ART. 119. — L'Assemblée du district se réunit tous les six mois, la durée de la session est d'un mois, en cas de nécessité on pourra convoquer une Assemblée extraordinaire.

ART. 120. — Les pouvoirs de l'Assemblée du district sont énumérés ci-dessous :

1) Le vote des articles du budget et le contrôle des comptes définitifs du district ;

2) Le vote d'impôts pour l'augmentation des contrats des charges du trésor du district ;

3) Le vote concernant la gestion des propriétés du district et la disposition de ces propriétés ;

4) Le contrôle des finances du district ;

5) Le vote des règlements et des disciplines du district ;

6) La proposition concernant les améliorations de l'administration du district et le renouvellement du gouvernement du district ;

7) Le vote des rapports du président du district ;

8) Les demandes concernant toutes les affaires qui dépendent du président du district.

ART. 121. — Les lois du district contraires aux lois du gouvernement central ou aux règlements et aux disciplines de la province sont nulles.

ART. 122. — Le district est gouverné par un gouverne-

ment du district présidé par un président du district, celui-ci est élu par l'Assemblée populaire du district, la fonction est d'une durée de trois ans. S'il est réélu, il pourra rester en fonction.

Pour être candidat à la présidence du district, il faut avoir passé un examen public et être accepté et classé par le Gouvernement central.

ART. 123. — Le Président du district dirige tout ce qui concerne l'autonomie du district, il est contrôlé par le Président de la province. Il peut s'occuper des questions administratives qui lui sont confiées par le Gouvernement central et provincial.

ART. 124. — L'organisation de l'assemblée du district, l'élection et la révocation des membres de l'assemblée du district, l'organisation du gouvernement du district, l'élection et la révocation du Président du district, sont établies par la loi.

CHAPITRE VII

MUNICIPALITÉ

ART. 125. — L'autonomie et l'administration municipales exceptées, qui sont fixées par la loi, toutes les questions concernant la municipalité sont également appliquées aux règlements de l'autonomie du district.

ART. 126. — La municipalité gouvernée par une assemblée municipale, les membres de l'assemblée sont élus par l'assemblée populaire de la municipalité, chaque année, par renouvellement d'un tiers.

ART. 127. — La municipalité comprend un gouvernement municipal présidé par un président municipal, qui est élu par l'assemblée populaire de la municipalité. Sa fonction a une durée de trois ans; s'il est réélu, il pourra rester en fonction.

Pour être candidat à la présidence du gouvernement municipal, il faut avoir passé un examen et être accepté et classé par le Gouvernement central.

ART. 128. — Le Président municipal est chargé de tout ce qui concerne l'autonomie de la municipalité et exécute les affaires administratives qui lui sont remises ou confiées par le gouvernement central ou provincial, il est contrôlé et dirigé par l'organe de contrôle.

ART. 129. — L'organisation de l'assemblée municipale, l'élection et la révocation des membres de l'assemblée municipale, ainsi que l'organisation du Gouvernement municipal, l'élection et la révocation du Président municipal sont établis par la loi.

CHAPITRE VIII

LA VIE ECONOMIQUE DU PEUPLE

ART. 130. — Le système économique de la République chinoise doit être établi sur la base du démisme économique pour obtenir suffisamment d'égalité dans la vie nationale.

ART. 131. — Le territoire de la République chinoise appartient au corps entier du peuple, le peuple en acquiert la possession par la loi, son contenu et ses limites sont fixés par la loi.

Le citoyen doit déclarer la valeur du territoire qu'il possède ou le territoire à évaluer par le gouvernement des possessions du citoyen pour la perception des impôts et les expropriations selon la loi.

Le possesseur du territoire a l'obligation d'employer ce territoire.

ART. 132. — Les mines et toutes les richesses du sol et toutes les forces naturelles économiques sont la possession de l'Etat qui ne peut prendre en considération leur acquisition par les citoyens.

ART. 133. — Si la valeur du territoire n'a pas augmenté par la culture, par les capitaux, cette plus-value doit être versée à la communauté par le moyen d'expropriation ou d'augmentation de l'impôt.

ART. 134. — Pour préparer la distribution et la réorganisation des terres, l'Etat doit essentiellement protéger le cultivateur et engager les possesseurs de la terre à l'employer et à la cultiver par eux-mêmes.

ART. 135. — Si l'Etat trouve que la propriété, la richesse et les entreprises privées du peuple empêchent l'égalité de la vie nationale ou empêchent le développement public conformément à la loi, l'Etat a le droit de limite.

ART. 136. — L'Etat doit faire récompenser, diriger et protéger la production et le commerce extérieur du peuple.

ART. 137. — Etablissement public ou service d'utilité publique et d'autres monopoles : l'Etat a le droit d'autoriser des entreprises publiques à faire fonction en cas de nécessité d'entreprises privées.

Les entreprises privées précédentes agissent avec une autorisation spéciale de l'Etat, en cas urgent. Pour la défense, la guerre, l'Etat peut demander un contrat provisoire selon les lois, il peut faire des expropriations, mais il faut que les indemnités soient justes.

ART. 138. — Pour l'amélioration de la vie économique des ouvriers, pour augmenter la capacité de la production et pour secourir les ouvriers en chômage, l'Etat doit protéger les hommes et le travail. Les femmes et les enfants doivent travailler selon leurs âges et leurs forces, l'Etat leur doit une protection particulière.

ART. 139. — Les patrons et les ouvriers doivent, par leur contrat, collaborer au développement de la production.

ART. 140. — Pour développer l'agriculture et pour le bonheur et l'intérêt de l'agriculteur, il faut enrichir l'économie des cultures agricoles, améliorer la vie de l'agriculteur, donc il faut pratiquer la science agricole pour augmenter la capacité du travail de l'agriculteur.

L'Etat a le droit de contrôle sur les produits au point de vue de leur nature, des mesures et de la distribution.

ART. 141. — La mort, la blessure et l'invalidité causées par le service militaire ou le travail public d'Etat nécessitent la création de certaines assistances et de secours d'invalidité.

ART. 142. — L'Etat doit aider la vieillesse, la faiblesse, l'invalidité et l'incapacité personnelle, par certains secours.

CHAPITRE IX

EDUCATION

ART. 143. — Le but de l'éducation de la République chinoise est d'exalter l'âme de la race, d'enseigner la morale au peuple, d'exercer la capacité d'autonomie et de faire progresser la vie populaire, elle doit s'appliquer à donner au peuple une éducation solide et complète.

ART. 144. — Les citoyens de la République chinoise sont tous égaux en ce qui concerne l'éducation.

ART. 145. — L'organisation des établissements d'enseignement publics ou privés de la nation entière est soumise au contrôle de l'Etat, l'établissement doit se soumettre aux principes de l'éducation nationale.

ART. 146. — L'enfant de six à douze ans doit recevoir l'instruction primaire élémentaire. L'instruction primaire élémentaire est gratuite, les détails en sont fixés par la loi.

ART. 147. — La personne qui a dépassé l'âge de l'instruction primaire élémentaire et se trouve sans instruction doit s'instruire dans une école préparatoire qui est gratuite, les détails en sont fixés par la loi.

ART. 148. — Les universités et les instituts nationaux sont nécessaires pour les études spéciales. Ils doivent être organisés selon le local ou l'endroit et la région, mais ils doivent tous réaliser le caractère d'éducation supérieure pour le progrès de la civilisation et l'égalité des citoyens.

ART. 149. — Le minimum des frais de l'éducation doit être pour le gouvernement central de 15 % du budget total, pour le gouvernement local de 30 %, les frais d'éducation dans les établissements sont fixés selon la loi. Dans les établissements indépendants, les frais des éducations sont contrôlés par l'Etat.

Au cas où la province ou le district n'ont pas assez de richesses pour suffire aux frais de l'éducation, ils seront aidés par le trésor public.

ART. 150. — Le meilleur résultat de l'école privée est récompensé ou aidé par l'Etat.

ART. 151. — L'éducation dans les colonies étrangères doit être surveillée et exercée, encouragée par des récompenses ou des bourses de l'Etat.

ART. 152. — L'école publique et privée de la nation entière doit disposer de bourses et de récompenses pour les étudiants qui se sont distingués par l'excellence de leurs résultats, pour les étudiants qui ne peuvent pas payer leur instruction.

ART. 153. — Les professeurs et les secrétaires de l'enseignement sont des fonctionnaires. Si pendant la durée de leur charge ils font un travail sérieux et dévoué, ils seront protégés et récompensés par l'Etat. Les traitements annuels, les augmentations de traitement et la retraite sont fixés par la loi.

ART. 154. — Les études et les inventions concernant les sciences et les arts doivent être protégées et récompensées par l'Etat.

ART. 155. — Les collections artistiques, les objets et monuments historiques sont protégés et conservés par l'Etat.

CHAPITRE X

FINANCES

ART. 156. — La division des recettes et des dépenses des différentes catégories de gouvernement, l'aide et la coopération fiscale sont fixées par la loi.

ART. 157. — Les recettes annuelles et les comptes définitifs des dépenses dans les différentes catégories de gouvernement doivent au moins une fois chaque année être groupés en un projet de budget et un projet de comptes

définitifs de dépenses, la mesure et l'ordre sont fixés par la loi.

Les projets de budget et de comptes définitifs des dépenses des entreprises publiques dépendant des différentes catégories de gouvernement peuvent être fixés par des règlements. Mais le compte rendu des profits et pertes doit être, selon la loi, incorporé au budget total et au compte définitif des dépenses.

Dans les différentes catégories de gouvernement, le budget et le projet de construction à longue haleine et les frais qu'ils nécessitent doivent être incorporés à la totalisation annuelle.

Le budget total des différentes catégories de gouvernement doit passer par l'ordre juridique, autrement il ne peut pas être constitué.

ART. 158. — Le projet de budget ne peut pas changer ni être dépassé sinon par un nouveau texte de loi permettant l'augmentation et la ratification rétrospectives.

Les différentes catégories de gouvernement peuvent créer un budget extraordinaire pour une des raisons suivantes :

- 1) Défense nationale et sécurité intérieure ou circonstances urgentes ;
- 2) Grande catastrophe extraordinaire ;
- 3) Urgent et important travail.

ART. 159. — Dans les diverses sections suivantes, le gouvernement doit exiger le vote du Yuan législatif. Dans la province et le district, il peut faire des règlements selon les lois, mais il doit exiger le vote de l'autorisation directe par l'organe juridique :

- 1) Impôts, taxes, amendes, condamnations à des amendes, recettes publiques et changement de taux ;
- 2) Des emprunts nationaux, disposition des propriétés publiques et pour conclusion des conventions augmentant les charges du trésor national ;
- 3) Monopoles d'entreprises publiques et charges privées ou autres affaires concernant les intérêts qu'il autorisera ou déclarera nuls ;

4) L'autorisation de permettre ou de déclarer nuls des monopoles et autres pouvoirs extraordinaires.

Le gouvernement de la province et celui du district n'ont, selon la loi, que la permission de contracter des emprunts nationaux, de demander des crédits directement aux capitaux internationaux ou d'utiliser directement des marchandises internationales.

ART. 160. — Les marchandises sur le territoire de la République chinoise doivent être autorisées à passer librement et n'en être empêchées que selon les lois.

Les droits de douane et les recettes du gouvernement central ne sont touchés qu'une seule fois, quand les marchandises entrent ou sortent du pays.

Les différentes catégories de gouvernement ne peuvent pas exiger les impôts de passage sur les marchandises intérieures, sauf au cas où il faudrait améliorer les voies fluviales et les routes, mais les marchandises qui empruntent une autre voie ne paient pas.

Le droit d'impôts sur les diverses marchandises appartient au gouvernement central qui agit selon la loi.

ART. 161. — L'organisation fiscale des organes gouvernementaux, les recettes, les dépenses, les comptes et le contrôle doivent être indépendants les uns des autres, les détails seront fixés par la loi.

CHAPITRE XI

MILITARISATION

ART. 162. — Les armées de la République chinoise sont contrôlées par le Gouvernement central. Elles sont constituées pour la défense nationale, pour la solidité et la protection de l'autorité nationale, pour la garde du territoire et pour l'offensive extérieure. Les armées doivent obéissance au commandement et à l'ordre juridique,

ART. 163. — Les armées essentielles (militarisation) se font par le système du recrutement.

Le peuple a l'obligation de faire partie de la défense nationale qui est fixée par la loi.

ART. 164. — L'organisation des armées de terre et de mer et de l'air est fixée par la loi.

ART. 165. — Le commandement des armées de terre, de mer et de l'air est exercé en temps ordinaire par l'autorité directe du chef des armées au nom du Président de la République. En cas urgent, la direction de la guerre est exercée par un chef commandant qui sera nommé par le consentement du Yuan législatif, mais la fonction de chef commandant se terminera dès que la guerre sera finie.

ART. 166. — La guerre étant déclarée par un pays étranger (ou même si elle n'a pas été déclarée officiellement), la force militaire doit faire une offensive immédiate, le Président de la République a le droit de commander et de mobiliser des armées, d'organiser la défense urgente et de déclarer l'état de siège selon les lois et de demander la ratification rétrospective.

ART. 167. — La nation entière, selon la nécessité de la défense nationale, doit être divisée en quartiers des armées, le détail est fixé par la loi.

Le chef du commandement ne peut pas résider dans la ville centrale de la province.

ART. 168. — Les armées doivent résider dans la région ou sur le territoire de la défense, sauf par ordre du gouvernement central, ou par suite d'événements graves, ou sur la demande d'aide du gouvernement de la province, du district et de la municipalité. Elles ne sont pas mobiles.

Dans le cas précédent d'urgence immédiate, les gouvernements provinciaux du district des municipalités, le chef commandant du quartier d'armées doivent faire sur-le-champ un rapport au gouvernement central.

ART. 169. — Les frais des armées sont payés par le trésor national, les soldes minima des soldats et des officiers militaires sont fixés par le budget.

Les frais des armées sont indépendants et seront contrôlés par le trésor national selon les lois.

ART. 170. — Le gouvernement provincial et du district et de la municipalité ne peut former des armées, organiser l'éducation militaire et avoir un arsenal.

Les affaires de la police des districts et des municipalités sont fixées par la loi.

ART. 171. — Les officiers en activité ne peuvent pas faire de politique ou déclarer des opinions sur la politique.

ART. 172. — Les officiers en activité ne peuvent pas avoir en même temps une situation d'officier administratif.

ART. 173. — Le pouvoir d'exercer la juridiction militaire et d'organiser la juridiction militaire est fixé par la loi.

CHAPITRE XII

ADDITIONNEL

ART. 174. — Les lois qui ne sont pas opposées à la constitution sont votées par le Yuan législatif et promulguées par le Président de la République.

ART. 175. — Les lois contraires à la constitution sont nulles.

ART. 176. — Le droit d'apprécier la constitution sera à la charge du Yuan judiciaire.

ART. 177. — La révision de la constitution n'a lieu que sur la proposition d'un quart plus un des membres de l'Assemblée nationale, mais la présence des trois quarts des membres est indispensable, la révision doit être votée par deux tiers des membres présents.

La proposition de la révision de la constitution doit être déposée et publiée un an avant la session de l'Assemblée nationale par la personne qui fait cette proposition.

ART. 178. — La constitution entrera en vigueur le jour de la promulgation.

BIBLIOGRAPHIE

- ANSIAUX (Maurice). — Traité d'économie politique. Paris, 1926-27.
- ARMINJON (P.). — Précis de droit international privé. Paris, 1927.
- BERTHELEMY (H.). — Droit administratif. Paris, 1933, première édition.
- BERTHELEMY (Joseph). — Traité élémentaire de droit constitutionnel. Paris, 1926.
- BONJON (Félix). — La Démocratie Suisse. Lausanne, 1919.
- CHO-SEN-SEN. — Documents concernant l'histoire chinoise des cent dernières années. Librairie Chung-Hwa, Shanghai, 1926 (en langue chinoise).
- DDWADWAVELLE RIDGES. — Constitutional law of England. London, 1934.
- DICEY (A.-V.). — Law of the constitution. London, 1931.
- DUGUIT (Léon). — Traité de droit constitutionnel. 5 volumes, Editions I, II, III. 2^e édition IV, V. Paris, 1924-1930.
- DUPONT (Emile), — Manuel élémentaire de Législation industrielle. Paris, 1930-1932. (Avec R. Goignet.)
- ESMEIN (A.). — Eléments de droit constitutionnel français et comparé, 8 éditions. Paris, 1927.
- FERRARI (Francesco-Luigi). — Le Régime fasciste italien. 1928.
- FRANCHILLE (Paul). — Traité de droit international public. Paris, 1921-1926.
- GIDEL (M.). — Cours de droit constitutionnel comparé. Paris, 1931-1932.

- GOIGNET (René). — Manuel élémentaire de Législation industrielle. Paris, 1930-1932. (Avec E. Dupont.)
- GOODNON (J.). — Droit administratif des Etats-Unis. Paris, 1907.
- HAURIU (Maurice). — Précis élémentaire de droit administratif, 1930.
— Précis élémentaire de droit constitutionnel, 1933.
- HSU HON-HAO. — Administration provinciale en Chine. Nancy, 1931.
- HU NAN. — Etude comparée des programmes et des méthodes d'enseignement. Paris, 1935.
- KIANG MIN-TCHEN. — La constitution des cinq pouvoirs. Librairie Kie-min, Shanghai, 1930 (en langue chinoise).
- KONG CHIN TSONG. — La constitution des cinq pouvoirs. Bruxelles, 1932.
- LESCURE (Jean). — Des crises générales et périodiques de surproduction, 1932.
- LI-CHING-NON. — Histoire politique des dernières trente années. Librairie Pacifique, Shanghai, 1930 (en langue chinoise).
- MARTIN (Olivier). — Cours du droit public. Paris, 1933-34.
- MIRKINE-GUETZEVITCH. — La théorie générale de l'Etat Soviétique. Paris, 1928.
— Les constitutions de l'Europe nouvelle. Paris, 1928.
- MONTESQUIEU. — L'esprit des lois.
- PIC (Paul). — Traité élémentaire de législation industrielle. Les lois ouvrières. Paris, 1930.
- ROUSSEAU (J.-J.). — Le contrat social.
- SAVATIER (R.). — La Russie bolcheviste. Paris, 1927.
- SIEGFRIED. — Les Etats-Unis d'aujourd'hui. Paris, 1931.
— Tableau des Partis en France. Paris, 1930.
- SHAO SUI-CHU. — La question agraire en Chine. Nancy, 1934.
- SHEN-CHE-TCHES. — Le commerce extérieur de la Chine. Nancy, 1931.

- SIE YIN TCHEOU. — Traité élémentaire de la constitution des cinq pouvoirs. Librairie d'Extrême-Orient, Shanghai, 1928 (en langue chinoise).
- SUN YAT SEN. — Œuvres complètes, 4 volumes, 9^e édition. Librairie de Ta-Tsong, Shanghai, 1928 (en langue chinoise).
- SOUYN-TCHEOU. — L'évolution de l'opinion publique depuis la Révolution de 1911 et l'organisation des Partis politiques actuels en Chine. Nancy, 1931.
- SUN YAT SEN. — Le triple démisme, traduit du chinois en français par Pascal N. d'Elia S. J. Bureau sinologique de Ti-ka-we. Shanghai, 1930.
- TCHANG TIN-HAO. — Etude sur les traités inégaux. Librairie Orient, Shanghai, 1926 (en langue chinoise).
- TCH'EMN I LIN. — Histoire de l'éducation chinoise des trente dernières années. Librairie Pacifique (en langue chinoise).
- WEISS (A.). — Manuel de droit international privé. Paris, 1929.
- WONG (S.-C.). — Avreatise or comparative constitutional Law. The Commercial Press Ltd, Shanghai, 1929 (en langue chinoise).
- Woo (James). — Le problème constitutionnel chinois. Lyon, 1925.
- WU (F.-C.). — La nouvelle Chine et le gouvernement national. Paris, 1929.

PERIODIQUES

- Le Temps. Paris, 1930-1935.
- Le Petit Parisien, 1930-1935.
- Revue d'Extrême-Orient, Commercial press, Shanghai, 1928-1935 (en langue chinoise).
- L'âge de l'opinion publique. Nankin, 1933-1935 (en langue chinoise).

Revue de l'ordre juridique. Shanghai, 1933-1935 (en langue chinoise).

Critique Juridique. Pieping, 1933-1935 (en langue chinoise).

Les codes d'audiences, par la Jurisprudence générale de l'Association des Avocats de la République chinoise. Librairie Chungshan, 1930 (en langue chinoise).

Journal officiel du gouvernement national de Nankin, 1928-1935 (en langue chinoise).

Journal national. Shanghai, 1920-1935 (en langue chinoise).

Le premier projet de la constitution de la République chinoise, élaboré par la Commission constituante du Yuan législatif (en langue chinoise).

La révision du premier projet de la constitution de la République chinoise élaboré par la Commission du Yuan législatif (en langue chinoise).

Le projet de la constitution de la République chinoise, publié par le Secrétaire du Yuan législatif, 16 octobre 1934 (en langue chinoise).

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	7
PREMIERE PARTIE	
CHAPITRE PREMIER. — LES DÉMOCRATIES MODERNES..	13
Section 1. — <i>Le mouvement démocratique moderne</i>	13
Section 2. — <i>Conception de la démocratie moderne</i>	17
Section 3. — <i>La doctrine politique</i>	19
Section 4. — <i>Régime démocratique</i>	20
CHAPITRE II. — PRINCIPES THÉORIQUES QUI SONT A LA BASE DE L'ORGANISATION DU DROIT CONS- TITUTIONNEL MODERNE	23
Section 1. — <i>Souveraineté nationale</i>	24
Section 2. — <i>Le principe de la séparation des pouvoirs</i>	27
Section 3. — <i>Régime représentatif</i>	32
Section 4. — <i>Responsabilité du gouvernement</i> ..	37
Section 5. — <i>Soumission de l'Etat au droit</i>	41
CHAPITRE III. — LES NOUVELLES DOCTRINES OPPOSÉES A LA DOCTRINE DÉMOCRATIQUE.....	43
Section 1. — <i>La doctrine bolcheviste</i>	44

	Pages
Section 2. — <i>La doctrine de la Révolution fasciste en Italie</i>	47
Section 3. — <i>La doctrine de représentation des intérêts</i>	52
CHAPITRE IV. — LES LOIS CONSTITUTIONNELLES.....	55
Section 1. — <i>Les différentes espèces de règles constitutionnelles au point de vue de leur forme</i>	55
Section 2. — <i>Avantages divers de la constitution coutumière et de la constitution écrite</i>	56
Section 3. — <i>Constitutions rigides et constitutions souples</i>	57
Section 4. — <i>La révision des constitutions écrites</i>	59
Section 5. — <i>Le contrôle de la constitution des lois ordinaires</i>	61

DEUXIEME PARTIE

Théorie de la base de l'organisation politique de la Chine.

CHAPITRE PREMIER. — LA CONSTITUTION DES CINQ POUVOIRS	65
CHAPITRE II. — THÉORIE DES TROIS PRINCIPES DU PEUPLE, LE TRIPLE DÉMISME DE SUN YAT SEN.	69
Section 1. — <i>Le principe racique nationaliste</i> ..	70
Section 2. — <i>Le principe politique démocratique</i>	74
Section 3. — <i>Le principe économique</i>	77

	Pages
CHAPITRE III. — LES LOIS IMPORTANTES, LES PRINCIPES FONDAMENTAUX DE LA TUTELLE POLITIQUE.	83
Section 1. — <i>Principes fondamentaux pour la reconstruction</i>	87
Section 2. — <i>Loi organique du gouvernement national 8 octobre 1928, an XVII</i>	93
CHAPITRE IV. — LES PARTIS POLITIQUES ACTUELS DANS LA NOUVELLE CHINE.....	102

TROISIEME PARTIE

Étude sur le projet de la Constitution chinoise du Yuan législatif (16 Octobre 1934).

TABLEAUX SCHÉMATIQUES DONNANT LA STRUCTURE DU DIT PROJET.....	113
CHAPITRE PREMIER. — LE PROJET DE LA CONSTITUTION DU YUAN LÉGISLATIF DEVANT LA PROCHAI- NE ASSEMBLÉE NATIONALE.....	117
Section 1. — <i>Principe de l'exercice de la puis- sance souveraine du peuple</i>	121
Section 2. — <i>Principe de l'exercice du pouvoir dirigeant du gouvernement</i>	124
CHAPITRE II. — LE FONCTIONNEMENT DE LA PUISSANCE SOVERAINE DU PEUPLE.....	129
Section 1. — <i>L'organisation de la puissance sou- veraine</i>	129
Section 2. — <i>Les droits du peuple souverain</i> ..	139
1) Le droit de suffrage politique.....	139
2) Le droit de révocation.....	144
3) Le droit de referendum.....	148
4) Le droit d'initiative.....	150

	Pages
CHAPITRE III. — LE PRINCIPE DES DROITS ET DES DEVOIRS DU PEUPLE.....	154
CHAPITRE IV. — LE POUVOIR DIRIGEANT DU GOUVERNEMENT	162
Section 1. — <i>Le Président de la République</i>	164
Section 2. — <i>Pouvoirs des cinq Yuans</i>	168
1) Le Yuan exécutif.....	170
2) Le Yuan législatif.....	172
3) Le Yuan judiciaire.....	177
4) Le Yuan d'examen.....	180
5) Le Yuan de contrôle.....	181
Section 3. — <i>Les gouvernements locaux</i>	184
1) Le gouvernement provincial.....	184
2) Le gouvernement de district.....	186
3) Le gouvernement municipal.....	188
CHAPITRE V	190
Section 1. — <i>La vie économique du peuple</i>	190
Section 2. — <i>Education</i>	207
Section 3. — <i>Finances</i>	213
Section 4. — <i>Militarisation</i>	216
CHAPITRE VI. — ARTICLES ADDITIONNELS.....	219
Section 1. — <i>Les lois ordinaires</i>	219
Section 2. — <i>Le droit d'apprécier l'entrée en vigueur de la constitution et sa révision</i> ...	220
CONCLUSION	223
APPENDICE	229
BIBLIOGRAPHIE	257
